

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2010

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	36
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010	40
Annexes proposées au projet de loi de crédits	42
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	66
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	68
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépenses	72
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	78
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	86
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	96
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	103
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	111
Agence canadienne de développement international	114
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	119
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	123
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	125
AGENCE DU REVENU DU CANADA	127
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	130
Agence canadienne d'inspection des aliments	131
Commission canadienne des grains	132
ANCIENS COMBATTANTS	134
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	136
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	141
École de la fonction publique du Canada	142
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	142
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	145
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	148
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	149
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	151
ENVIRONNEMENT	
Ministère	155
Agence canadienne d'évaluation environnementale	156
Agence Parcs Canada	157
FINANCES	
Ministère	161
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	163
PPP Canada Inc.	163
INDUSTRIE	
Ministère	167
Commission du droit d'auteur	169
Conseil national de recherches du Canada	170
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	171
Conseil de recherches en sciences humaines	172
Statistique Canada	173
JUSTICE	
Ministère	177
Commission canadienne des droits de la personne	178
Commissaire à la magistrature fédérale	178
Bureau du directeur des poursuites pénales	179
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	179
Cour suprême du Canada	179

Table des matières

Ministères et organismes

PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	184
Conseil des Arts du Canada.....	185
Musée canadien des civilisations	186
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	186
Bibliothèque et Archives du Canada	187
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	187
Commission de la fonction publique.....	188
Commission des relations de travail dans la fonction publique	188
Tribunal de la dotation de la fonction publique	189
PÊCHES ET OCÉANS	191
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	196
Société canadienne d'hypothèques et de logement	199
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	202
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	203
Office national de l'énergie.....	204
SANTÉ	
Ministère.....	207
Instituts de recherche en santé du Canada	209
Agence de la santé publique du Canada	210
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	214
Agence des services frontaliers du Canada	215
Service canadien du renseignement de sécurité	216
Service correctionnel.....	217
Commission nationale des libérations conditionnelles	217
Bureau de l'enquêteur correctionnel	218
Gendarmerie royale du Canada	219
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	220
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	220
TRANSPORTS	
Ministère.....	224
Commission de la capitale nationale.....	226
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	227
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.....	228
Tribunal d'appel des transports du Canada	228
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
	231

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses porte encore l'empreinte de l'engagement du gouvernement de renouveler le Système de gestion des dépenses (SGD). Encore une fois cette année, le budget supplémentaire des dépenses (A) est déposé en mai afin de permettre au Parlement d'effectuer, en début d'exercice, un examen des besoins en matière de programmes ministériels découlant du budget fédéral de 2009 et de permettre aux ministères de commencer la mise en œuvre des programmes approuvés dès que possible pour appuyer les priorités gouvernementales.

Le Plan d'action économique du gouvernement, déposé en même temps que le budget fédéral de 2009, le 27 janvier 2009, visait à ce que le gouvernement fédéral engage des dépenses directes le plus rapidement possible pour stimuler l'économie canadienne. Le présent budget supplémentaire des dépenses appuie cet objectif. Outre les dépenses incluses aux fins d'approbation par le Parlement en juin, le présent document renferme des renseignements sur les affectations du crédit 35 du Conseil du Trésor – affectations qui permettront aux ministères de commencer à engager des fonds dans les programmes de stimulation annoncés dans le budget fédéral de 2009 avant les échéanciers normaux d'approbation des crédits parlementaires. Ces affectations, et les programmes qu'elles appuient, sont exposés dans le tableau sommaire de la page 79 intitulé Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgetaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	5 005,1	247,8	5 252,9
Pouvoirs législatifs	1 552,1	52 271,8	53 823,9
Total	6 557,2	52 519,6	59 076,8

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre financier présenté dans le budget fédéral déposé en janvier 2009.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2009-2010, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour tenir compte de certains éléments importants des dépenses budgétaires qui sont présentés en tant que montants bruts des dépenses dans le budget fédéral, mais en tant que montants nets dans le budget des dépenses (par exemple, la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2009-2010, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget fédéral ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget fédéral (janvier 2009)			258,6
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>			
Budget principal des dépenses 2009-2010	235,8		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2009-2010	6,6	242,4	
<i>Rajustements :</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral*	15,7		
Autres rajustements**	0,5	16,2	
Total			258,6
Écart			0
* Le budget fédéral présente les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.			
** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.			

Aperçu de l'exercice 2009-2010 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2009-2010, qui se chiffrait à 236,1 milliards de dollars et comportait des dépenses budgétaires votées de 85,7 milliards de dollars, a été déposé à la Chambre des communes le 26 février 2009. Les crédits provisoires s'élevant à 26,8 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 27 mars 2009, alors que la totalité des crédits, soit le solde de 58,9 milliards de dollars, devrait recevoir la sanction royale en juin 2009.
- En raison du dépôt du budget fédéral de 2009, le 27 janvier 2009, le délai n'a pas été suffisant pour inclure, dans le budget principal des dépenses, les quelque 5,5 milliards de dollars de mesures de dépenses proposées pour 2009-2010 dans le Plan d'action économique devant être financées par des crédits parlementaires. Normalement, cela aurait voulu dire que le gouvernement n'aurait pu demander une autorisation de dépenser pour plusieurs des nouvelles mesures annoncées avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses (A).
- Compte tenu de la situation économique et de la nécessité d'accélérer le financement des programmes du Plan d'action économique, le gouvernement a demandé au Parlement d'approuver l'affectation de 3 milliards de dollars dans le Budget principal des dépenses 2009-2010 pour un nouveau crédit central aux fins des initiatives d'exécution du budget – le crédit 35 du Conseil du Trésor. Depuis le 1^{er} avril 2009, les ministres du Conseil du Trésor peuvent, par l'entremise de cette affectation, allouer des fonds directement aux ministères ayant des besoins immédiats associés aux mesures budgétaires, avant l'approbation par le Parlement des crédits du budget supplémentaire des dépenses. Le nouveau crédit a été créé à titre exceptionnel et pour une durée limitée afin de permettre l'octroi d'un financement de transition, jusqu'au 30 juin 2009, avant le dépôt du budget supplémentaire des dépenses. Les fonds de ce crédit qui n'auront pas été utilisés après le 30 juin ne pourront pas être reportés. À titre d'information, le présent budget supplémentaire des dépenses donne des précisions sur les affectations de 1,8 milliards de dollars approuvées par les ministres du Conseil du Trésor, jusqu'au 30 avril 2009. Les sommes allouées entre le 1^{er} mai et le 30 juin 2009 seront présentées dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2009-2010.
- Le présent budget supplémentaire des dépenses ne tient pas compte des économies réalisées en 2009-2010 à la suite de la deuxième ronde d'examen des dépenses ministérielles ayant eu lieu en 2008. Un sommaire de ces économies sera présenté à titre d'information dans un prochain budget supplémentaire des dépenses 2009-2010.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires et non budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires et non budgétaires totales** (votées et législatives), y compris l'augmentation de 59,1 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 5,0 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes (100 millions de dollars ou plus) :

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)

i) Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (349,2 millions de dollars)

Par l'entremise de cette initiative pangouvernementale de portée internationale, le gouvernement du Canada appuiera les activités relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques d'hiver de 2010. Les ministères et les organismes fédéraux, en collaboration avec des partenaires provinciaux et municipaux, assureront la sécurité de tous les participants ainsi que la sécurité des systèmes de transport aérien et autres, appuieront le processus de certification pour les Jeux, offriront des services de surveillance en santé publique et des services de laboratoire, assureront qu'un réseau efficace de communication à large bande soit en place et qu'il fonctionne sans interférence, et coordonneront les questions de sécurité en général et de sécurité publique en particulier. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses représentent une partie du budget de 900 millions de dollars annoncé précédemment pour la sécurité des Jeux.

ii) Financement pour la poursuite de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes (131,5 millions de dollars)

La Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance vise à prévenir et à réduire l'itinérance à l'échelle du Canada. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire aident à mettre en place un réseau plus solide et plus complet de ressources pour aider les Canadiens sans domicile à devenir autosuffisants et faire en sorte que les Canadiens à risque ne deviennent pas itinérants à leur tour.

b. Initiatives importantes spécifiques

i) Fonds à la Défense nationale pour la prolongation de la mission en Afghanistan, afin de garantir la sécurité et l'efficacité opérationnelle des troupes canadiennes, la mise en place de l'infrastructure de base visant à appuyer les améliorations apportées aux opérations de l'air, et aussi pour couvrir les dépenses restantes liées à la fin de la mission (822,0 millions de dollars)

Ces fonds sont destinés aux coûts supplémentaires nécessaires pour satisfaire aux conditions relatives à l'équipement et pour prolonger la mission du Canada en Afghanistan jusqu'en juillet 2011 (dont un redéploiement d'ici décembre 2011), comme l'a exigé le Parlement.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

ii) Fonds à Santé pour stabiliser le programme des Services de santé non assurés et les services de soins primaires et un investissement direct en vue de la construction et de la rénovation de l'infrastructure des services de santé des Premières nations et des Inuits (budget fédéral de 2009) (188,6 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2009 consacre 439,8 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2009-2010, pour veiller à ce que les services et les programmes essentiels de santé soient toujours offerts aux Premières nations et aux Inuits qui en dépendent. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses appuieront la prestation de services de soins primaires auprès de 200 communautés éloignées ou isolées des Premières nations. Ils permettront également de stabiliser le programme d'assurance-maladie de Santé Canada destiné aux Premières nations, les services de santé non assurés, qui financent une gamme limitée de produits et de services dont ils ont besoin pour des raisons médicales pour approximativement 800 000 membres des Premières nations et Inuits admissibles. En outre, ces fonds appuieront des projets d'infrastructure prioritaires liés à la santé qui contribueront à assurer la stabilité et la sécurité des installations de santé existantes et à remplacer celles qui sont désuètes.

iii) Fonds à Affaires indiennes et du Nord canadien à l'appui d'investissements dans les infrastructures des Premières nations pour la construction d'écoles et des projets d'infrastructure liés à l'eau potable et aux eaux usées (budget fédéral de 2009) (177,5 millions de dollars)

Comme annoncé dans le budget fédéral de 2009, les fonds serviront à financer 31 projets d'infrastructure à l'échelle du Canada au cours des deux prochaines années. Les projets, décrits comme étant « prêts à réaliser » dans le budget fédéral de 2009, seront amorcés en 2009-2010 et comprendront la construction de 10 nouvelles écoles, 3 projets importants de rénovation d'écoles, ainsi que l'achèvement de projets d'infrastructure liée à l'eau potable et aux eaux usées au sein de 18 communautés des Premières nations. Les projets d'infrastructure liée à l'eau potable et aux eaux usées appuieront la volonté du gouvernement de répondre aux besoins prioritaires en matière de santé et de sécurité des communautés des Premières nations, ainsi que de collaborer avec les Premières nations afin d'assurer que tous leurs membres ont accès à une eau potable salubre. La construction et la remise en état d'écoles dans les réserves stimulent l'économie des communautés, créent des emplois et des occasions d'affaires à court terme, et aident à faire en sorte que les installations scolaires satisfassent aux exigences d'enseignement actuelles et futures. Cette mesure aidera le gouvernement du Canada à atteindre ses objectifs économiques tout en respectant son engagement d'améliorer la persévérance scolaire et le taux d'obtention de diplômes dans les réserves.

iv) Fonds avancés à la Défense nationale pour de grands projets d'immobilisations (141,7 millions de dollars)

Une réaffectation de fonds à d'autres exercices est nécessaire pour tenir compte des nouvelles prévisions de flux de trésorerie relatifs aux grands projets d'immobilisations actuels.

v) Fonds à la Défense nationale pour l'acquisition de camions de taille moyenne pour le transport des troupes et du ravitaillement (140,8 millions de dollars)

Le Projet du système de véhicules de soutien moyen améliorera considérablement la capacité logistique des Forces terrestres en permettant l'acquisition d'une flotte de camions modernes et d'équipement spécial de transport des fournitures quotidiennes dont les unités ont besoin pour mener leurs opérations, ainsi que l'équipement spécial nécessaire pour permettre aux forces déployées d'être autonomes. Deux nouveaux types de camion seront achetés : une flotte de camions militarisés disponibles sur le marché, qui seront utilisés en Amérique du Nord seulement pour appuyer des opérations à l'échelle nationale et de la formation; et une flotte de camions et de remorques conformes au modèle militaire normalisé qui seront destinés à des opérations au Canada et à l'étranger, ainsi qu'à de la formation; ces camions comprendront un système de surblindage pour accroître la protection de l'équipage dans les environnements où les menaces sont élevées.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

vi) Fonds à Travaux publics et Services gouvernementaux pour les projets d'infrastructure comme la rénovation des immeubles fédéraux et l'amélioration de leur accessibilité, les réparations aux ponts fédéraux, les biens en dépôt de Travaux publics et Services gouvernementaux et un plan d'avenir pour le Manège militaire de la ville de Québec (budget fédéral de 2009) (121,9 millions de dollars)

Ces fonds sont destinés à la mise en œuvre des projets d'infrastructure déterminés dans le budget fédéral de 2009, notamment la restauration d'immeubles appartenant au gouvernement fédéral et l'amélioration de l'accès à ceux-ci, la réparation de ponts fédéraux et un plan sur l'avenir du Manège militaire de Québec.

vii) Fonds à Ressources naturelles pour appuyer le programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations (budget fédéral de 2009) (117,2 millions de dollars)

Dans le cadre du programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations, des subventions allant jusqu'à 5 000 \$ sont octroyées aux propriétaires qui souhaitent rendre leur maison plus efficace sur le plan énergétique. Les subventions du programme écoÉNERGIE Rénovation s'appliquent à un éventail de mesures visant à réduire la consommation d'énergie, telles que l'amélioration de l'isolation ou la modernisation d'un appareil de chauffage. Il est prévu que les fonds supplémentaires inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses appuieront la rénovation de quelque 200 000 maisons de plus.

viii) Fonds à Patrimoine canadien visant à appuyer la production des types d'émissions suivants : drames, émissions pour enfants et adolescents, documentaires et émissions de variétés et émissions liées aux arts de la scène (Fonds canadien de télévision) (budget fédéral de 2009) (100,0 millions de dollars)

Le Fonds canadien de télévision (FCT) est un partenariat public-privé qui finance la production d'émissions de grande qualité et typiquement canadiennes dans différents genres, soit les documentaires, les émissions pour enfants et pour la jeunesse, les dramatiques, les émissions de variétés et d'arts de la scène. Ce financement a été annoncé dans le budget fédéral de 2009.

2. Majoration prévue des dépenses budgétaires législatives d'un montant net de 1,6 milliards de dollars. Les changements suivants 500,0 millions de dollars ou plus dans les prévisions budgétaires sont prévus :

i) Financement au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'appui du Fonds de stimulation de l'infrastructure qui vise à accélérer et augmenter le nombre de projets provinciaux, territoriaux et municipaux de remise en état de l'infrastructure prêts à être exécutés (budget fédéral de 2009) (1 980,7 millions de dollars)

Le Fonds de stimulation de l'infrastructure vise à financer des projets d'infrastructure provinciaux, territoriaux et municipaux qui seront réalisés au cours des deux prochaines années (2009-2010 et 2010-2011).

ii) Fonds à Industrie pour l'accélération des travaux de réparation et d'entretien dans les établissements d'enseignement postsecondaire (Programme d'infrastructure du savoir) (budget fédéral de 2009) (500,0 millions de dollars)

Ces fonds serviront à accélérer les travaux de réparation, d'entretien et de construction dans les établissements d'enseignement postsecondaire au Canada. Les projets en cours sont nombreux étant donné la quantité d'installations qui ont besoin d'être revitalisées. Les investissements dans l'infrastructure stratégique faits dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir répondront directement à ce besoin en stimulant de façon importante l'économie à court terme dans les communautés et en améliorant l'état des établissements d'enseignement postsecondaire au Canada.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iii) Révision des prévisions des paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux (diminution de 905,5 millions de dollars)

Conformément au budget fédéral de 2009, le ministère des Finances prévoit une diminution nette de 905,5 millions de dollars dans les transferts fédéraux-provinciaux-territoriaux pour 2009-2010 (passant de 50,0 milliards de dollars dans le budget principal des dépenses à 49,1 milliards de dollars). Ces transferts visent diverses catégories. La révision des prévisions est ventilée comme suit :

- ***Paiement à l'Ontario pour le Transfert canadien en matière de santé (augmentation de 489,0 millions de dollars)***

La *Loi d'exécution du budget de 2009* prévoit des paiements distincts à l'Ontario en marge de l'enveloppe du Transfert canadien en matière de santé pour 2009-2010 et 2010-2011 afin de veiller à ce que toutes les provinces bénéficiaires reçoivent le même montant par habitant au titre du Transfert canadien en matière de santé. Le paiement de 489 058 000 \$ prévu en 2009-2010 a été établi en vertu de la loi et est fondé sur l'estimation de décembre 2008 relative au Transfert canadien en matière de santé; le paiement de 2010-2011 sera déterminé au moyen d'une formule, de façon à ce que les paiements soient recalculés à la suite de chaque nouvelle estimation du Transfert canadien en matière de santé.

- ***Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (augmentation de 299,8 millions de dollars)***

Il s'agit de fonds recouverts de la province du Québec à la suite d'un transfert additionnel de points d'impôts au-delà du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Ce rajustement de 299,8 millions de dollars représente une diminution du montant à recouvrer du Québec et il est imputable à une diminution de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers par rapport aux données qui ont servi dans le cadre du Budget principal des dépenses 2009-2010.

- ***Paiement de rajustement transitoire à la Nouvelle-Écosse (augmentation de 74,2 millions de dollars)***

La *Loi d'exécution du budget de 2009* prévoit le versement d'un rajustement transitoire de 74 188 000 \$ à la Nouvelle-Écosse pour assurer une protection complète contre une diminution de son paiement de péréquation pour l'exercice 2009-2010, par rapport à l'exercice 2008-2009, sans tenir compte des paiements de péréquation compensatoires supplémentaires qui lui sont versés aux termes de la *Loi sur les paiements de péréquation compensatoires supplémentaires à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador*.

- ***Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (augmentation de 66,6 millions de dollars)***

Comme pour les Paiements compensatoires pour les programmes permanents, cette augmentation du montant recouvert est imputable à une diminution de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers par rapport aux données qui ont servi dans le cadre du Budget principal des dépenses 2009-2010. Au cours des années 1970, le Québec a accepté de permettre au gouvernement fédéral de transférer la prestation directement aux parents, mais la valeur de cet abattement de 3 p. 100 devait être remboursée tous les ans.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- ***Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (augmentation de 66,0 millions de dollars)***

Le budget fédéral de 2007 proposait d'offrir aux provinces un incitatif financier temporaire afin de les encourager à éliminer leurs impôts sur le capital ou à en accélérer l'élimination d'ici 2011. Les provinces ont droit à un versement fondé sur les réductions de l'impôt sur le capital admissibles. Le coût estimatif de cette mesure pour les quatre exercices durant lesquels l'incitatif est offert est de 522 millions de dollars. L'augmentation s'explique par le fait que certains paiements aux provinces prévus en 2009-2010 devaient à l'origine être versés en 2008-2009.

- ***Péréquation fiscale (diminution de 1 901,1 millions de dollars)***

Le gouvernement apportera des rajustements au Programme de péréquation en conformité avec les recommandations du Groupe d'experts sur la péréquation (rapport O'Brien) et à l'intérieur de la structure fondée sur des principes qui a été énoncée dans le budget fédéral de 2007 aux fins de garantir une croissance viable du financement à long terme. Plus précisément, les paiements de péréquation augmenteront au même rythme que l'économie. La disposition prévoyant leur croissance créera aussi un plancher qui protégera les provinces contre toute réduction globale de la péréquation. L'augmentation des paiements correspondra à la moyenne mobile sur trois ans de la croissance du produit intérieur brut (PIB) nominal, ce qui contribuera à assurer leur stabilité et leur prévisibilité pour les deux ordres de gouvernement tout en permettant de tenir compte de l'évolution de la conjoncture économique.

iv) Révision des prévisions de Finances relatives aux frais de la dette publique en raison d'une importante révision à la baisse des taux d'intérêt prévus et d'un taux d'inflation plus bas que prévu (diminution de 2 368,0 millions de dollars)

Cette diminution est attribuable à d'importantes révisions à la baisse des taux d'intérêt prévus et, dans une certaine mesure, à un taux d'inflation inférieur aux prévisions.

3. Majoration prévue de 247,8 millions de dollars des dépenses non budgétaires votées, attribuable aux fonds à Finance pour la participation du Canada au Global Trade Liquidity Program, un programme de financement des échanges commerciaux.

La Société financière internationale (SFI) a créé le Global Trade Liquidity Program (GTLP) afin de fournir plus de liquidité sur le marché du financement des opérations commerciales dans les pays en développement. La SFI demande 5 milliards de dollars US en contributions totales pour le programme, auquel le Canada s'est engagé à contribuer 200 millions de dollars US. Les contributions au GTLP sont versés pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans. Les contributeurs reçoivent des intérêts pour les prêts, et le principal leur sera retourné à la fin de leur participation au programme. Comme tout autre programme de crédits, il existe des risques, mais la SFI n'a jamais affiché de pertes de son portefeuille de financement des opérations commerciales. Le GTLP servira à financer jusqu'à 40 p. 100 des prêts commerciaux à court terme (270 jours en moyenne) des banques commerciales partenaires. Grâce à la nature à court terme des prêts (les fonds de la réserve pourraient être prêtés plusieurs fois) et au partage 60/40 entre les banques commerciales et le GTLP, une réserve de 5 milliards de dollars US pourrait à la limite donner lieu à une augmentation du financement des opérations commerciales de 45 milliards de dollars US au cours des trois années du programme.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

4. Majoration prévue des dépenses non budgétaires législatives d'environ 52,3 milliards de dollars, attribuable en grande partie aux changements suivants dans les prévisions budgétaires de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) (500,0 millions de dollars et plus) :

i) Fonds pour stimuler la construction résidentielle par l'octroi de fonds supplémentaires pour des blocs de prêts hypothécaires assurés en vertu du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (budget fédéral de 2009) (50,0 milliards de dollars)

Aux termes du Cadre des emprunts des sociétés d'État, la SCHL peut emprunter des fonds pour acheter pour 50 milliards de dollars de blocs de prêts hypothécaires assurés au cours de la première moitié de 2009-2010 dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA). Cette somme s'ajoutera aux 75 milliards de dollars de prêts dont l'achat a déjà été autorisé, ce qui portera la taille du programme à 125 milliards de dollars. Dans le cadre de ce programme, la SCHL achète des titres hypothécaires garantis en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* des institutions financières canadiennes. Elle fournit ainsi à ces dernières un accès important et stable à du financement à long terme qu'elles pourront mettre à la disposition des consommateurs et des entreprises du Canada. Les emprunts contractés par le gouvernement pour financer les opérations du PAPHA n'augmentent pas la dette fédérale, ou le déficit accumulé, puisqu'ils sont compensés par des actifs financiers portant intérêt.

ii) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (1 226,8 millions de dollars)

Aux termes du Cadre des emprunts des sociétés d'État, la SCHL peut emprunter des fonds afin de fournir directement des crédits hypothécaires à faible coût pour appuyer le portefeuille de logements sociaux existants dans le cadre des programmes des coopératives d'habitation, de logement sans but lucratif et de logement public.

iii) Fonds pour stimuler la construction résidentielle par le versement de prêts à faible coût aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructure liées au logement et aux communautés (budget fédéral de 2009) (1 000,0 millions de dollars)

Aux termes du Cadre des emprunts des sociétés d'État, la SCHL peut emprunter des fonds qu'elle verse sous forme de prêts directs à faible coût aux municipalités pour financer des projets d'infrastructure liée au logement. Les municipalités pourront employer les prêts ainsi contractés au financement de leur contribution à des programmes fédéraux d'infrastructure à frais partagés. Les investissements admissibles comprennent les projets municipaux d'infrastructure liés à l'habitation, par exemple égouts, aqueducs et projets de revitalisation de quartier.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2009-2010.

Modification à la présentation :

Puisqu'une seule partie des fonds pour le présent exercice est allouée à l'aide de crédits provisoires, la présentation de la section Sommaire du portefeuille a été modifiée pour afficher les « Budgets des dépenses précédents » plutôt que les « Autorisations précédentes ». En conséquence, la colonne « Budgets des dépenses précédents » présente maintenant les fonds demandés dans le Budget principal des dépenses 2009-2010.

Toutes affectations permanentes provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor qui ont été versées aux ministères et aux organismes modifient le montant de leurs prévisions budgétaires. Pour tenir compte de ces rajustements, le tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » a aussi été changé de façon à indiquer maintenant les « Budget des dépenses précédents à ce jour » plutôt que « Total des autorisations à ce jour ». En tant que tel, cette modification est reflétée dans les sommaires du portefeuille, car au lieu des « Autorisations à ce jour », les « Budgets des dépenses précédents à ce jour » constituent le point de départ de l'analyse des changements apportés aux crédits particuliers des ministères.

Modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales :

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations à la structure de certains portefeuilles. En raison de ces réorganisations, les modifications suivantes ont été apportées au présent budget supplémentaire des dépenses :

- Le décret C.P. 2008-1730 prévoit le transfert de (a) certaines attributions prévues à la *Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie* au ministre de l'Environnement, et de (b) la responsabilité du Bureau du projet gazier Mackenzie au ministre de l'Environnement, en vigueur le 30 octobre 2008.
- Le décret C.P. 2008-1732, prévoit le transfert de (a) secteurs de Patrimoine canadien chargés du multiculturalisme à Citoyenneté et Immigration, et de (b) certaines autorisations, responsabilités et fonctions à l'égard du multiculturalisme au ministre de Citoyenneté et Immigration, en vigueur le 30 octobre 2008.
- Le décret C.P. 2009-0181, qui est entré en vigueur le 2 mars 2009, approuve le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada et du Conseil du Trésor sous l'autorité du président du Conseil du Trésor et du secrétaire du Conseil du Trésor.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2009-2010, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le budget principal des dépenses :

Finances – Ministère

Crédit L12a – Conformément à l'article 8 de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation au Global Trade Liquidity Program, un programme de financement des échanges commerciaux, ne devant pas dépasser, pour la période du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2011, 200 000 000 \$US, montant qui a été évalué en dollars canadiens à 247 840 000 \$, le 27 mars 2009

Travaux publics et Services gouvernementaux

Crédit 6a – Fonds renouvelable des services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1^{er} avril 2011

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses :

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international

Crédit L35a – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales

Finances – Vérificateur général

Crédit 15a – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction des dépenses engagées pendant l'exercice

Justice – Ministère

Crédit 1a – La correction s'applique à la version anglaise du libellé seulement.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Justice – Bureau du directeur des poursuites pénales

Crédit 35a – La correction s’applique à la version anglaise du libellé seulement.

Transport – Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Crédit 65a – Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l’excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l’exception de l’amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l’exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d’une partie de l’autoroute Bonaventure, de l’estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal

Travaux publics et Services gouvernementaux

Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l’assurance-emploi* et de la *Loi sur l’administration des biens saisis*, contributions; autorisation de dépenser les recettes de l’exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du budget principal des dépenses :

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère

Paiements de transfert relatifs à l’infrastructure des Premières nations pour le logement dans les réserves (*Loi d’exécution du budget de 2009*)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Fonds d’adaptation des collectivités

Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère

Fonds d’adaptation des collectivités

Diversification de l’économie de l’Ouest canadien

Fonds d’adaptation des collectivités

Finances – Ministère

Paiement à l’Ontario pour le Transfert canadien en matière de santé (*Loi d’exécution du budget de 2009*)

Paiement de rajustement provisoire à la Nouvelle-Écosse (*Loi d’exécution du budget de 2009*)

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Industrie – Ministère

Fond d'adaptation des collectivités

Amélioration des infrastructures des universités et des collèges

Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement

Rénovation et amélioration des logements sociaux

Logements pour les aînés à faible revenu

Logements dans le Nord

Logements des Premières nations

Logements pour les personnes handicapées

Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés

Prêts à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés

Prêts à faible coût consentis aux Premières nations admissibles pour de nouveaux projets de construction

Transports – Bureau de l'infrastructure du Canada

Fonds de stimulation de l'infrastructure

Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires

Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités

Fonds pour l'infrastructure verte

Le libellé (souligné) du poste législatif suivant a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses :

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budget des dépenses précédents » précisent les budgets des dépenses à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses. La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. Les colonnes sous « Budgets des dépenses précédents » représentent les budgets des dépenses totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (A). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter⁴ et autorisations législatives⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budgets des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2009-2010.

2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par l'entremise d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Ce tableau présente le budget principal des dépenses et les montants demandés dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses (A) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2010 et l'annexe 2, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du Programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce type de crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour les programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérés dans ces dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
 - (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - (iii) *Crédit pour rajustements à la rémunération* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
 - (v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
 - (vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.

- (vii) Crédit pour les initiatives d'exécution du budget – Ce crédit augmente d'autres crédits et accorde des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement, les besoins en matière de rémunération et les initiatives d'exécution du budget, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, mineures et imprévues urgentes, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d’initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d’emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d’État, conformément à l’article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l’exercice précédent, jusqu’à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l’exercice précédent d’un ministère ou d’un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d’employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l’exercice. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

Initiatives d’exécution du budget (crédit 35 du CT) – Ce crédit augmente d’autres crédits et accorde des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s’inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 35.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d’une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l’atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d’une vue d’ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, crédits législatifs et transferts);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et postes législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les budgets des dépenses précédents à ce jour – budget principal des dépenses et les affectations permanentes provenant des crédits centraux du CT;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée (*poste horizontal*) et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre les organisations ou au sein d'un organisation, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- ii) les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification;
- iii) les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- iv) les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. Services publics, fournitures et approvisionnements

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :

- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010
Annexes proposées au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Budgets des dépenses précédents		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Budgets des dépenses précédents à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 162 870 988	(120 500 000)	.....	2 162 870 988	(120 500 000)
Agence canadienne de développement international.....	3 069 262 278	1	.....	3 069 262 278	1
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	6 856 145 298	77 803 000	.....	6 856 145 298	77 803 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	287 428 454	.....	.....	287 428 454	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	332 417 700	.....	.....	332 417 700	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Ministère	4 387 974 168	.....	.....	4 387 974 168	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	2 649 600 048	.....	.....	2 649 600 048	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	572 044 902	.....	.....	572 044 902	.....
Commission canadienne des grains.....	5 196 830	.....	.....	5 196 830	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 364 117 277	.....	.....	3 364 117 277	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 358 317 599	1	.....	1 358 317 599	1
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	7 757 176 578	.....	(560 693 956)	7 196 482 622	.....
École de la fonction publique du Canada	114 189 535	.....	.....	114 189 535	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	68 858 313	.....	.....	68 858 313	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	128 782 254	.....	.....	128 782 254	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	19 239 460 755	.....	.....	19 239 460 755	.....
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 494 025	.....	.....	1 494 025	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	241 771 002	.....	993 956	242 764 958	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère	992 582 960	.....	.....	992 582 960	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	32 049 264	.....	.....	32 049 264	.....
Agence Parcs Canada.....	619 306 199	.....	12 000 000	631 306 199	.....
FINANCES					
Ministère	82 863 360 034	1 749 001	.....	82 863 360 034	1 749 001
Vérificateur général	82 174 712	.....	.....	82 174 712	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	47 956 049	.....	.....	47 956 049	.....
PPP Canada Inc.....	82 900 000	.....	.....	82 900 000	.....
INDUSTRIE					
Ministère	1 188 042 894	800 000	40 000 000	1 228 042 894	800 000
Commission du droit d'auteur	2 624 287	.....	.....	2 624 287	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	705 159 046	.....	76 000 000	781 159 046	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	968 402 973	.....	.....	968 402 973	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	652 611 435	.....	.....	652 611 435	.....
Statistique Canada.....	454 390 707	.....	.....	454 390 707	.....
JUSTICE					
Ministère	689 428 998	.....	.....	689 428 998	.....
Commission canadienne des droits de la personne.....	20 651 234	.....	.....	20 651 234	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	424 735 661	.....	.....	424 735 661	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	155 967 613	.....	.....	155 967 613	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	30 828 740	.....	.....	30 828 740	.....
Cour suprême du Canada	28 605 507	.....	.....	28 605 507	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour*		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
5 576 800	173 560 407	.....	.....	.....	179 137 207	2 342 008 195	(120 500 000)
(2 621 200)	142 520 209	.....	1	.....	139 899 010	3 209 161 287	2
(463 400)	313 781 600	83 964 000	.....	.....	397 282 200	7 253 427 498	77 803 000
50 000	23 942 746	101 836 137	.....	.....	125 828 883	413 257 337	.....
625 000	11 100 974	49 130 000	.....	.....	60 855 974	393 273 674	.....
.....	7 166 112	.....	.....	.....	7 166 112	4 395 140 280	.....
(9 678 000)	34 981 762	.....	.....	.....	25 303 762	2 674 903 810	.....
.....	168 679	.....	.....	.....	168 679	572 213 581	.....
.....	34 400 000	.....	.....	.....	34 400 000	39 596 830	.....
.....	2 639 741	.....	.....	.....	2 639 741	3 366 757 018	.....
37 434 488	39 289 071	.....	.....	.....	76 723 559	1 435 041 158	1
22 913 170	83 046 104	.....	.....	.....	105 959 274	7 302 441 896	.....
.....	796 860	.....	.....	.....	796 860	114 986 395	.....
(23 013 170)	.....	.....	.....	.....	(23 013 170)	45 845 143	.....
.....	9 834 482	.....	.....	.....	9 834 482	138 616 736	.....
(12 270 689)	1 341 971 235	.....	.....	.....	1 329 700 546	20 569 161 301	.....
606 000	1	.....	.....	.....	606 001	2 100 026	.....
.....	10 927 938	146 937 000	.....	.....	157 864 938	400 629 896	.....
3 561 610	12 226 800	.....	.....	.....	15 788 410	1 008 371 370	.....
.....	122 211	.....	.....	.....	122 211	32 171 475	.....
35 511 530	78 932 003	.....	.....	.....	114 443 533	745 749 732	.....
267 500	46 190 431	(3 273 480 000)	247 840 000	.....	(2 979 182 069)	79 636 337 965	249 589 001
.....	1	.....	.....	.....	1	82 174 713	.....
.....	2 021 391	.....	.....	.....	2 021 391	49 977 440	.....
.....	92 600 000	.....	.....	.....	92 600 000	175 500 000	.....
(315 000)	136 534 779	680 527 868	.....	.....	816 747 647	2 044 790 541	800 000
430 000	1	.....	.....	.....	430 001	3 054 288	.....
(3 000 000)	25 865 118	.....	.....	.....	22 865 118	804 024 164	.....
3 667 000	60 414 712	.....	.....	.....	64 081 712	1 032 484 685	.....
(483 128)	31 800 466	.....	.....	.....	31 317 338	683 928 773	.....
.....	2 373 746	.....	.....	.....	2 373 746	456 764 453	.....
.....	35 206 680	.....	.....	.....	35 206 680	724 635 678	.....
.....	744 472	.....	.....	.....	744 472	21 395 706	.....
.....	295 869	.....	.....	.....	295 869	425 031 530	.....
.....	5 133 780	.....	.....	.....	5 133 780	161 101 393	.....
.....	2 362 650	.....	.....	.....	2 362 650	33 191 390	.....
.....	12 938	.....	.....	.....	12 938	28 618 445	.....

* Voir la note au bas de la page 39.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Budgets des dépenses précédents		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires			
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 254 446 153	.....	.....	1 254 446 153	.....
Conseil des Arts du Canada	180 786 219	.....	.....	180 786 219	.....
Musée canadien des civilisations	62 266 219	.....	.....	62 266 219	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	5 352 376	.....	.....	5 352 376	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	121 382 668	.....	.....	121 382 668	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 648 424	.....	.....	29 648 424	.....
Commission de la fonction publique	91 766 611	.....	.....	91 766 611	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique	6 821 446	.....	.....	6 821 446	.....
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1 578 817	.....	.....	1 578 817	.....
PÊCHES ET OCÉANS	1 641 516 463	.....	.....	1 641 516 463	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	41 587 178 825	595 969 000	269 000 000	41 856 178 825	595 969 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 044 709 000	(205 794 000)	.....	2 044 709 000	(205 794 000)
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	3 639 904 710	.....	48 400 000	3 688 304 710	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	142 731 210	.....	.....	142 731 210	.....
Office national de l'énergie	44 380 421	.....	.....	44 380 421	.....
SANTÉ					
Ministère	3 368 657 684	.....	10 000 000	3 378 657 684	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	924 325 806	.....	.....	924 325 806	.....
Agence de la santé publique du Canada	647 999 705	.....	.....	647 999 705	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	422 085 912	.....	.....	422 085 912	.....
Agence des services frontaliers du Canada	1 483 028 919	.....	.....	1 483 028 919	.....
Service canadien du renseignement de sécurité	496 357 368	.....	.....	496 357 368	.....
Service correctionnel	2 204 516 872	.....	.....	2 204 516 872	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles	46 177 900	.....	.....	46 177 900	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 176 247	.....	.....	3 176 247	.....
Gendarmerie royale du Canada	2 647 206 050	.....	.....	2 647 206 050	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 074 149	.....	.....	1 074 149	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	5 181 156	.....	.....	5 181 156	.....
TRANSPORTS					
Ministère	1 448 150 429	.....	.....	1 448 150 429	.....
Commission de la capitale nationale	110 139 767	.....	.....	110 139 767	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	4 160 713 843	.....	.....	4 160 713 843	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	46 618 000	.....	4 300 000	50 918 000	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 337 439	.....	.....	1 337 439	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses	2 387 443 699	.....	100 000 000	2 487 443 699	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	4 148 013 174	.....	.....	4 148 013 174	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	17 739 038 000	.....	.....	17 739 038 000	.....
Total des Budgets des dépenses	235 784 597 998	350 027 003	.....	235 784 597 998	350 027 003

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour*		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(40 112 172)	210 631 805	.....	.....	.....	170 519 633	1 424 965 786	.....
750 000	1	.....	.....	.....	750 001	181 536 220	.....
.....	170 000	.....	.....	.....	170 000	62 436 219	.....
.....	1 156 435	.....	.....	.....	1 156 435	6 508 811	.....
850 000	20 798	.....	.....	.....	870 798	122 253 466	.....
.....	1 000 000	.....	.....	.....	1 000 000	30 648 424	.....
.....	5 905 030	.....	.....	.....	5 905 030	97 671 641	.....
.....	6 096 827	.....	.....	.....	6 096 827	12 918 273	.....
.....	3 282 707	.....	.....	.....	3 282 707	4 861 524	.....
3 604 049	183 317 950	.....	.....	.....	186 921 999	1 828 438 462	.....
943 400	429 201 692	25 000 000	.....	.....	455 145 092	42 311 323 917	595 969 000
.....	212 900 000	812 500 000	.....	52 271 800 000	53 297 200 000	3 070 109 000	52 066 006 000
(826 750)	188 509 042	.....	.....	.....	187 682 292	3 875 987 002	.....
110 000	4 111 959	.....	.....	.....	4 221 959	146 953 169	.....
.....	9 590 691	.....	.....	.....	9 590 691	53 971 112	.....
7 735 762	204 842 304	.....	.....	.....	212 578 066	3 591 235 750	.....
198 464	41 645 681	.....	.....	.....	41 844 145	966 169 951	.....
3 230 589	5 457 213	.....	.....	.....	8 687 802	656 687 507	.....
(35 629 900)	2 277 025	.....	.....	.....	(33 352 875)	388 733 037	.....
1 469	11 684 036	.....	.....	.....	11 685 505	1 494 714 424	.....
(450 400)	7 010 836	.....	.....	.....	6 560 436	502 917 804	.....
250 000	38 050 971	.....	.....	.....	38 300 971	2 242 817 843	.....
.....	484 500	.....	.....	.....	484 500	46 662 400	.....
.....	78 352	.....	.....	.....	78 352	3 254 599	.....
35 823 786	223 664 722	.....	.....	.....	259 488 508	2 906 694 558	.....
480 000	1	.....	.....	.....	480 001	1 554 150	.....
.....	2 660 673	.....	.....	.....	2 660 673	7 841 829	.....
(36 407 888)	38 715 432	.....	.....	.....	2 307 544	1 450 457 973	.....
380 000	1 052 000	.....	.....	.....	1 432 000	111 571 767	.....
.....	20 916 471	2 925 655 000	.....	.....	2 946 571 471	7 107 285 314	.....
.....	37 599 416	.....	.....	.....	37 599 416	88 517 416	.....
271 080	98 000	.....	.....	.....	369 080	1 706 519	.....
.....	349 963 900	.....	.....	.....	349 963 900	2 837 407 599	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 148 013 174	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	17 739 038 000	.....
.....	5 005 062 439	1 552 070 005	247 840 001	52 271 800 000	59 076 772 445	242 341 730 442	52 869 667 004	

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2009-2010

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Présent Budget supplémentaire des dépenses

Total des Budgets des dépenses à ce jour.....

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
85 627 539 084	150 157 058 914	235 784 597 998	78 603 002	271 424 001	350 027 003	236 134 625 001
5 005 062 439	1 552 070 005	6 557 132 444	247 840 001	52 271 800 000	52 519 640 001	59 076 772 445
90 632 601 523	151 709 128 919	242 341 730 442	326 443 003	52 543 224 001	52 869 667 004	295 211 397 446

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1a	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 778 500 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 984 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 762 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 450 400 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 400 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 279 900 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 200 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .</p>	67 274 497	
5a	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 392 700 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 396 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	17 668 400	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
10a	<p style="text-align: center;">AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i></p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i></p> <p>Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	88 617 510	173 560 407
25a	<p style="text-align: center;">AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL</p> <p>Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation :</p> <p><i>a)</i> d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;</p> <p><i>b)</i> de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i>, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :</p> <p><i>i)</i> la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,</p> <p><i>ii)</i> le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,</p> <p><i>iii)</i> le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 413 904 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i></p>	1	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
30a	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 792 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	142 520 208	
L35a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	
			142 520 210
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil ; <i>d)</i> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	24 456 680	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 491 721 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 559 915 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 363 185 \$ du crédit 10 (Santé), de 120 410 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 100 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	250 499 920	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
15a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord ...	38 600 000	
25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	225 000	
			313 781 600
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	6 405 146	
5a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	17 537 600	
			23 942 746
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	5 343 474	
5a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 625 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 757 500	
			11 100 974

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	29 981 762	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 808 304 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 000 000	
			34 981 762
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions		168 679
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme		34 400 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
1a	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	.....	2 639 741
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 585 526 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 289 071	
5a	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 848 962 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 000 000	
			39 289 071

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 281 715 \$ du crédit 55 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 141 104	
20a	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	74 905 000	
			83 046 104
	ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
40a	École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme .....	.....	796 860
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	.....	9 834 482

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 31 502 506 064 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 129 800 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 840 812 \$ du crédit 85 (Industrie) et de 333 000 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	1 042 838 079	
5a	Défense nationale – Dépenses en capital.....	290 202 156	
10a	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 69 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	8 931 000	
	BUREAU DU COMMISSAIRE DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		1 341 971 235
25a	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 606 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>.....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	10 217 938	
5a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	710 000	
			10 927 938
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	<p>Environnement – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a</i>) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;</p> <p><i>b</i>) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a</i>) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;</p> <p><i>c</i>) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;</p> <p><i>d</i>) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;</p> <p><i>e</i>) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;</p> <p><i>f</i>) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; et</p> <p><i>g</i>) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 322 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 240 380 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 2 938 730 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..</p>	9 116 800	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5a	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 050 000	
10a	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services	1 060 000	
			12 226 800
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....		122 211
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 206 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 60 800 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	15 870 431	
5a	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	30 320 000	
L12a	Conformément à l'article 8 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation au Global Trade Liquidity Program, un programme de financement des échanges commerciaux, ne devant pas dépasser, pour la période du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2011, 200 000 000 \$US, montant qui a été évalué en dollars canadiens à 247 840 000 \$, le 27 mars 2009	247 840 000	
			294 030 431

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES <i>(suite et fin)</i>		
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
15a	Vérificateur général – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction des dépenses engagées pendant l'exercice		1
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
25a	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme		2 021 391
	PPP CANADA INC.		
40a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3		92 600 000
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	47 015 534	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 767 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 794 800	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	85 724 445	
			136 534 779
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
45a	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 215 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 215 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
50a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement	201 918	
55a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital	1 663 200	
60a	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 215 750 \$ du crédit 50 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	24 000 000	
			25 865 118
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
65a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	682 837	
70a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 50 (Industrie) et de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	59 731 875	
			60 414 712
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	841 466	
85a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 347 684 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	30 959 000	
			31 800 466
	STATISTIQUE CANADA		
95a	Statistique Canada – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....		2 373 746

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	14 622 680	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	20 584 000	
			35 206 680
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10a	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme		744 472
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20a	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire.....		295 869
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35a	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice.....		5 133 780
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40a	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....		2 362 650

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE (<i>suite et fin</i>)		
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
50a	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme.....		12 938
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	17 422 330	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	193 209 475	
			210 631 805
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>		1
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
35a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		170 000
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
45a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....		1 156 435

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
50a	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 850 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	.....	20 798
	BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME		
90a	Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	.....	1 000 000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
95a	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling .....	.....	5 905 030
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
100a	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme .....	.....	6 096 827
	TRIBUNAL DE LA DOTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
105a	Tribunal de la dotation de la fonction publique – Dépenses du Programme.....	.....	3 282 707

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p><i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p><i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p><i>c)</i> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 425 780 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de 603 679 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 37 173 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	52 221 849	
5a	<p>Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale</p>	131 096 100	
10a	<p>Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 695 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 155 250 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i></p>	1	
		183 317 950	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; <i>b)</i> en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; <i>c)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 108 400 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	108 589 492	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 835 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	320 612 200	429 201 692
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
15a	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>.....	.....	212 900 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 123 250 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	31 741 042	
5a	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	156 768 000	188 509 042
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
15a	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 110 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	4 111 959
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25a	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme .....	.....	9 590 691

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 678 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 675 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	105 764 905	
5a	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 845 271	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	96 232 128	
			204 842 304
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20a	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	5 148 192	
25a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 148 464 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	36 497 489	
			41 645 681
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40a	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 365 589 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 690 213	
45a	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 865 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	767 000	
			5 457 213

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
MINISTÈRE			
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 107 025	
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 170 000	
			2 277 025
SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ			
20a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement		7 010 836
SERVICE CORRECTIONNEL			
30a	Service correctionnel – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	22 050 971	
35a	Service correctionnel – Dépenses en capital, y compris les paiements : a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi; b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	16 000 000	
			38 050 971

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
40a	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme.....	.....	484 500
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
45a	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....	.....	78 352
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50a	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 2 240 286 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	210 960 447	
55a	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 47 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	12 704 275	
			223 664 722
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>.....	.....	1
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
70a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme .....	.....	2 660 673

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 490 322 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	20 641 682	
5a	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 073 750	
10a	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	16 000 000	
			38 715 432
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
40a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement.....	52 000	
45a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 380 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 000 000	
			1 052 000
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
50a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	13 245 614	
55a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....	7 670 857	
			20 916 471
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE		
65a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....		37 599 416

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS (<i>suite et fin</i>)		
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
70a	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 271 080 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		98 000
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	279 043 899	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux ..	70 920 000	
6a	Fonds renouvelable des services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2011	1	
			349 963 900
			5 155 120 289

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2010, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
	MINISTÈRE		
1a	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> .....	.....	7 166 112
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) et de 511 530 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	78 932 003
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 100 269 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 883 336	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 800 700	
			11 684 036
			97 782 151

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Paiements de transfert relatifs à l'infrastructure des Premières nations pour le logement dans les réserves (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	75 000 000
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	8 964 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
Fonds d'adaptation des collectivités	101 836 137
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	
Fonds d'adaptation des collectivités	49 130 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
Fonds d'adaptation des collectivités	146 937 000
FINANCES	
Ministère	
Frais d'intérêt et autres coûts	(2 368 000 000)
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 901 136 000)
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	66 000 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	66 566 000
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	299 844 000
Paiement à l'Ontario pour le Transfert canadien en matière de santé (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	489 058 000
Paiement de rajustement provisoire à la Nouvelle-Écosse (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	74 188 000
INDUSTRIE	
Ministère	
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	14 935 000
Fonds d'adaptation des collectivités	165 592 868
Amélioration des infrastructures des universités et des collèges	500 000 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	25 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Rénovation et amélioration des logements sociaux	425 000 000
Logements pour les aînés à faible revenu	200 000 000
Logements dans le Nord	100 000 000
Logements des Premières nations	62 500 000
Logements pour les personnes handicapées	25 000 000
Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (non-budgétaire)	50 000 000 000
Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R. 1985, ch. N-11) (non-budgétaire)	1 226 800 000
Prêts à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés (non-budgétaire)	1 000 000 000
Prêts à faible coût consentis aux Premières nations admissibles pour de nouveaux projets de construction (non-budgétaire)	45 000 000
TRANSPORTS	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Fonds de stimulation de l'infrastructure	1 980 655 000
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	495 000 000
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	250 000 000
Fonds pour l'infrastructure verte	200 000 000
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>53 823 870 005</i>
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS	
Total	53 823 870 005

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1a	68 691	1 417	67 274
	5a	17 669	.....	17 669
	10a	89 712	1 094	88 618
Agence canadienne de développement international.....	25a	.....	.....	.....
	30a	154 544	12 024	142 520
	L35a	.....	.....	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1a	24 673	216	24 457
	10a	252 484	1 985	250 499
	15a	38 600	.....	38 600
	25a	225	.....	225
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	1a	6 405	.....	6 405
	5a	17 538	.....	17 538
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1a	5 379	36	5 343
	5a	5 758	.....	5 758
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Ministère.....	1a	7 730	564	7 166
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1a	41 930	11 948	29 982
	10a	5 075	75	5 000
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30a	169	.....	169
Commission canadienne des grains.....	40a	34 400	.....	34 400
ANCIENS COMBATTANTS				
	1a	2 640	.....	2 640
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1a	37 804	1 515	36 289
	5a	3 304	304	3 000
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1a	8 367	226	8 141
	20a	74 905	.....	74 905
École de la fonction publique du Canada.....	40a	797	.....	797
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	55a	.....	.....	.....
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1a	10 130	297	9 833
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1a	1 043 291	454	1 042 837
	5a	290 203	.....	290 203
	10a	8 931	.....	8 931
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	25a	.....	.....	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
	1a	10 231	13	10 218
	5a	710	.....	710
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1a	9 575	458	9 117
	5a	2 050	.....	2 050
	10a	1 060	.....	1 060
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15a	122	.....	122
Agence Parcs Canada.....	25a	79 166	234	78 932

* Voir la note au bas de la page 70.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
FINANCES				
Ministère.....	1a	16 111	241	15 870
	5a	30 320	.....	30 320
	L12a	247 840	.....	247 840
Vérificateur général.....	15a	.....	.....	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	25a	2 026	5	2 021
PPP Canada Inc.	40a	92 600	.....	92 600
INDUSTRIE				
Ministère.....	1a	47 348	331	47 017
	5a	3 795	.....	3 795
	10a	85 724	.....	85 724
Commission du droit d'auteur.....	45a	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	50a	236	34	202
	55a	1 663	.....	1 663
	60a	24 000	.....	24 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	65a	683	.....	683
	70a	59 732	.....	59 732
Conseil de recherches en sciences humaines.....	80a	845	3	842
	85a	30 959	.....	30 959
Statistique Canada.....	95a	2 437	64	2 373
JUSTICE				
Ministère.....	1a	14 760	136	14 624
	5a	20 584	.....	20 584
Commission canadienne des droits de la personne.....	10a	748	3	745
Commissaire à la magistrature fédérale.....	20a	296	.....	296
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	35a	5 134	.....	5 134
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	40a	2 363	.....	2 363
Cour suprême du Canada.....	50a	14	1	13
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1a	17 679	257	17 422
	5a	193 270	60	193 210
Conseil des Arts du Canada.....	10a	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations.....	35a	170	.....	170
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	45a	1 156	.....	1 156
Bibliothèque et Archives du Canada.....	50a	42	21	21
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	90a	1 000	.....	1 000
Commission de la fonction publique.....	95a	5 937	32	5 905
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	100a	6 101	5	6 096
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	105a	3 283	.....	3 283
PÊCHES ET OCÉANS				
.....	1a	52 278	56	52 222
	5a	131 096	.....	131 096
	10a	.....	.....	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1a	109 913	1 324	108 589
	5a	320 612	.....	320 612
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	15a	212 900	.....	212 900
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1a	32 252	512	31 740
	5a	156 768	.....	156 768
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	15a	4 115	3	4 112
Office national de l'énergie.....	25a	9 591	.....	9 591

* Voir la note au bas de la page 70.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
SANTÉ				
Ministère.....	1a	108 047	2 282	105 765
	5a	2 845	.....	2 845
	10a	96 232	.....	96 232
Instituts de recherche en santé du Canada.....	20a	5 160	12	5 148
	25a	36 497	.....	36 497
Agence de la santé publique du Canada.....	40a	4 690	.....	4 690
	45a	767	.....	767
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1a	1 380	273	1 107
	5a	1 170	.....	1 170
Agence des services frontaliers du Canada.....	10a	8 971	87	8 884
	15a	2 801	.....	2 801
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20a	7 029	18	7 011
Service correctionnel.....	30a	22 076	25	22 051
	35a	16 000	.....	16 000
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	40a	485	.....	485
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	45a	78	.....	78
Gendarmerie royale du Canada.....	50a	210 971	11	210 960
	55a	12 704	.....	12 704
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	65a	.....	.....	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	70a	2 661	.....	2 661
TRANSPORTS				
Ministère.....	1a	20 876	235	20 641
	5a	2 074	.....	2 074
	10a	16 000	.....	16 000
Commission de la capitale nationale.....	40a	52	.....	52
	45a	1 000	.....	1 000
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	50a	13 257	11	13 246
	55a	7 671	.....	7 671
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.....	65	37 599	.....	37 599
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	70a	98	.....	98
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....				
	1a	279 289	245	279 044
	5a	70 920	.....	70 920
	6a	.....	.....	.....
Total.....		5 292 049	39 147	5 252 902

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	25 045	7 680	1 719	18 256	11 045
Agence canadienne de développement international	1 596	302	8	1 309	45
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	7 365	1 614	381	7 636	328
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3 692	200	100	2 089	50
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	3 306	446	113	1 353	60
Agence du revenu du Canada					
Ministère	730	.....	7 000	.....	.....
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	30 776	(1 122)	(234)	(3 984)	(211)
Agence canadienne d'inspection des aliments	169	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne des grains	.....	8 111	280	7 093	7 760
Anciens combattants	140	.....	2 500	.....	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	21 573	4 336	4 019	8 865	1 969
Conseil du Trésor					
Secrétariat	97 604	481	189	7 313	57
École de la fonction publique du Canada	344	73	6	303	21
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	(19 101)	(392)	(114)	(2 818)	(116)
Conseil privé					
Ministère	1 591	249	1 166	5 415	1 511
Défense nationale					
Ministère	30 504	174 625	.....	261 935	150 332
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	.....	100	50	400	.....
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	4 873	766	289	3 049	505
Environnement					
Ministère	6 827	1 295	215	2 629	677
Agence canadienne d'évaluation environnementale	84	10	2	22	2
Agence Parcs Canada	2 745	241	148	11 378	100

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
2 680	6 717	17 007	1 390	89 737	.....	372	2 511	179 137
57	26	.....	.....	148 509	.....	71	12 024	139 899
402	305	.....	.....	342 852	.....	38 600	2 201	397 282
50	225	.....	.....	119 423	.....	.....	.....	125 829
19	22	.....	60	55 513	.....	.....	36	60 856
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	564	7 166
(820)	(1 493)	.....	.....	14 883	.....	(468)	12 023	25 304
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	169
1 126	3 039	.....	3 100	.....	.....	3 891	.....	34 400
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 640
3 092	3 398	.....	4 930	26 153	.....	208	1 819	76 724
138	118	.....	272	.....	.....	13	226	105 959
29	21	.....	.....	.....	.....	.....	.....	797
(141)	(92)	.....	(226)	.....	.....	(13)	.....	(23 013)
77	97	.....	.....	25	.....	.....	297	9 834
275 793	89 992	.....	337 974	9 000	.....	.....	454	1 329 701
.....	56	.....	.....	.....	.....	.....	.....	606
8	407	.....	334	147 647	.....	.....	13	157 865
321	976	275	1 835	1 060	.....	136	458	15 788
.....	2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	122
130	200	95 736	.....	4 000	.....	.....	234	114 444

* Voir la note au bas de la page 77.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Finances					
Ministère	1 221	943	7 000	7 122	.....
Vérificateur général	.....	.....	.....	.....	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	870	78	300	400	.....
PPP Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Industrie					
Ministère	12 484	10 308	1 546	14 041	640
Commission du droit d'auteur	.....	50	30	325	.....
Conseil national de recherches du Canada	236	(692)	(25)	(7 703)	(346)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	443	84	21	110	8
Conseil de recherches en sciences humaines	319	144	51	274	15
Statistique Canada	2 096	148	3	86	13
Justice					
Ministère	8 529	1 406	326	2 794	138
Commission canadienne des droits de la personne	385	60	.....	269	.....
Commissaire à la magistrature fédérale	164	40	10	68	4
Bureau du directeur des poursuites pénales	2 180	404	71	1 671	135
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	911	16	.....	945	.....
Cour suprême du Canada	14	.....	.....	.....	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	(5 992)	565	546	660	509
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	861	40	.....	245	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	42	.....	.....	105	.....
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	3 924	120	7	1 618	17
Commission des relations de travail dans la fonction publique	2 723	643	169	1 453	304
Tribunal de la dotation de la fonction publique	3 083	40	8	66	26
Pêches et Océans	4 286	7 037	6 731	9 055	6 730
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	58 629	11 774	10 089	20 986	3 738
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Ressources naturelles					
Ministère	3 688	4 624	1 402	19 237	201
Commission canadienne de sûreté nucléaire	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	5 952	1 181	137	1 593	28

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	93	.....	.....	(875 160)	(2 368 000)	.....	241	(3 227 022)
.....
300	78	.....	.....	.....	.....	.....	5	2 021
.....	.....	.....	.....	.....	.....	92 600	.....	92 600
2 988	2 124	.....	5 946	766 152	.....	850	331	816 748
.....	15	.....	10	.....	.....	.....	.....	430
(67)	(2 383)	1 663	.....	32 216	.....	.....	34	22 865
9	8	.....	.....	63 399	.....	.....	.....	64 082
31	20	.....	.....	30 466	.....	.....	3	31 317
51	8	.....	31	.....	.....	2	64	2 374
107	397	148	762	20 584	.....	152	136	35 207
.....	33	.....	.....	.....	.....	.....	3	744
.....	10	.....	.....	.....	.....	.....	.....	296
135	538	.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 134
7	7	.....	477	.....	.....	.....	.....	2 363
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1	13
5 446	516	.....	34	167 998	.....	555	317	170 520
.....	.....	.....	.....	.....	.....	750	.....	750
.....	.....	.....	.....	.....	.....	170	.....	170
.....	10	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 156
.....	.....	.....	.....	745	.....	.....	21	871
.....	.....	.....	.....	1 000	.....	.....	.....	1 000
60	47	.....	140	.....	.....	4	32	5 905
101	236	.....	473	.....	.....	.....	5	6 097
12	6	.....	20	.....	.....	22	.....	3 283
6 741	6 868	41 096	90 000	1 693	.....	6 741	56	186 922
1 936	905	.....	1 553	346 447	.....	412	1 324	455 145
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 025 400	.....	1 025 400
.....	468	.....	1 225	155 818	.....	1 531	512	187 682
.....	110	2 549	1 566	.....	.....	.....	3	4 222
.....	33	.....	665	.....	.....	2	.....	9 591

* Voir la note au bas de la page 77.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Santé					
Ministère	17 652	17 016	895	31 956	655
Instituts de recherche en santé du Canada	2 410	958	170	1 338	32
Agence de la santé publique du Canada	1 977	109	309	2 437	5
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	285	.....	.....	565	.....
Agence des services frontaliers du Canada	5 256	922	31	3 321	77
Service canadien du renseignement de sécurité	6 305	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	13 708	777	23	3 887	110
Commission nationale des libérations conditionnelles	350	100	.....	35	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel	66	10	.....	2	.....
Gendarmerie royale du Canada	73 849	37 955	572	49 495	14 752
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	.....	72	164	216	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1 465	76	50	1 070	.....
Transports					
Ministère	3 566	2 275	200	12 310	100
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 672	305	500	8 979	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	.....	.....	.....	241	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	.....	.....	369	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	121	2 629	370	55 580	119 406
Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'États	456 593	301 232	49 543	579 464	321 432
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2009-2010	456 593	301 232	49 543	579 464	321 432

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 789	45 782	473	2 682	95 720	.....	240	2 282	212 578
7	53	.....	192	36 696	.....	.....	12	41 844
961	847	.....	1 632	.....	.....	411	.....	8 688
.....	.....	.....	.....	(33 930)	.....	.....	273	(33 353)
396	329	.....	1 369	.....	.....	72	87	11 686
.....	.....	.....	.....	.....	.....	273	18	6 560
662	2 431	16 000	.....	.....	.....	728	25	38 301
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	485
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	78
17 527	22 267	.....	28 889	.....	.....	14 194	11	259 489
.....	18	.....	10	.....	.....	.....	.....	480
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 661
300	718	100 000	2 074	(119 000)	.....	.....	235	2 308
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 432	.....	1 432
500	300	.....	.....	2 933 326	.....	.....	11	2 946 571
.....	.....	37 358	.....	.....	.....	.....	.....	37 599
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	369
98 349	12 673	6 844	5 632	.....	.....	48 605	245	349 964
421 309	199 581	319 149	495 051	4 582 972	(2 368 000)	1 237 956	39 147	6 557 135
.....
421 309	199 581	319 149	495 051	4 582 972	(2 368 000)	1 237 956	39 147	6 557 135

* Certains montants ne concordent pas nécessairement aux montants totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 - Éventualités du gouvernement **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor.

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Crédit 15 – Rajustements à la rémunération **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 15 du Conseil du Trésor.

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor.

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 30 du Conseil du Trésor.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 35 – Initiatives d’exécution du budget	3 000 000 000 \$
Affectations à ce jour (Le 30 avril 2009)	1 812 865 803 \$
Solde	1 187 134 197 \$

Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d’autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s’inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.

Ministère, organisme ou société d’État	(dollars)
Diversification de l’économie de l’Ouest canadien	
Réseau Entreprises Canada	993 956
<i>Pour promouvoir l’entrepreneuriat et la croissance des petites entreprises en leur donnant des services de renseignements sur les règlements, les programmes, les services de soutien et les outils du gouvernement</i>	
Environnement – Agence Parcs Canada	
Mesures pour améliorer et rehausser des lieux historiques nationaux et des installations pour visiteurs	9 900 000
<i>Pour permettre aux projets d’infrastructure de commencer immédiatement afin d’améliorer et de rehausser les installations pour visiteurs de l’Agence Parcs Canada et de moderniser les sites historiques nationaux</i>	
Élargissement à quatre voies de la Transcanadienne (dans le Parc national de Banff)	2 100 000
<i>Pour financer les travaux d’élargissement à quatre voies en cours sur le segment de l’autoroute compris dans les limites du Parc national de Banff afin d’améliorer la sécurité des passagers et la circulation routière tout en minimisant les répercussions sur l’environnement</i>	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Industrie – Ministère	
Programme des manifestations touristiques de renom	30 000 000
<i>Pour financer les festivals et les activités de renom qui se tiennent pendant l'été et qui attirent les touristes de partout au Canada et de l'étranger.</i>	
Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs (FCJE)	
<i>Pour permettre à la FCJE de commencer à approuver des prêts à de jeunes entrepreneurs, dont les demandes ont augmenté de 68 p. 100 à cause du resserrement global du marché du crédit qui a réduit l'accès au financement pour toutes les petites entreprises et a des répercussions négatives beaucoup plus importantes sur les jeunes entrepreneurs</i>	10 000 000
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	
Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI)	76 000 000
<i>Pour procéder immédiatement à la mise en œuvre des mesures d'expansion des initiatives du PARI, dont une aide financière directe aux petites et moyennes entreprises</i>	
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	
Fonds de transition et de formation stratégique (FTFS)	250 000 000
<i>Pour exécuter les ententes du FTFS signées avec les provinces et les territoires afin de fournir des fonds pour aider les travailleurs licenciés à réintégrer le marché du travail, pour accroître le volume de données sur le marché du travail, pour renforcer la capacité des gens de métier et leur offrir des cours pour acquérir des compétences en alphabétisation, en mathématiques et d'autres habiletés</i>	
YM-YWCA	15 000 000
<i>Pour verser des subventions couvrant les coûts de démarrage du YM-YWCA pour placer les jeunes stagiaires dans des organismes sans but lucratif afin qu'ils acquièrent les habiletés nécessaires que recherchent les employeurs et qu'ils puissent toucher des gains qui les aideront à poursuivre leurs études</i>	
Programme Emplois d'été Canada	4 000 000
<i>Pour verser des fonds à des organisations sans but lucratif, à des employeurs du secteur public et à de petites entreprises comptant tout au plus 50 employés afin qu'ils puissent offrir aux étudiants de 15 à 30 ans des emplois d'été de haute qualité au cours de la période d'emploi de mai à août</i>	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Ressources naturelles – Ministère	
Programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations	32 500 000
<i>Pour verser des subventions aux propriétaires de maisons et de propriétés afin de compenser le coût des améliorations énergétiques</i>	
Initiative d'investissement dans le secteur forestier canadien	15 900 000
<i>Pour exécuter les ententes de contribution à l'appui du Programme canadien d'exportation du bois, de l'initiative Le bois nord-américain d'abord, du Programme Valeur au bois et des technologies de transformation</i>	
Santé – Ministère	
Programme des installations de santé et de contributions pour dépenses en capital	10 000 000
<i>Pour financer les projets d'infrastructure liés à la construction, à l'acquisition, à l'entretien, à la rénovation et au remplacement des installations de santé dans les collectivités des Premières nations</i>	
Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère	
Projets d'infrastructure annoncés dans le budget fédéral de 2009	100 000 000
<i>Pour mener les travaux visés par les projets à l'appui des investissements fédéraux dans l'infrastructure afin de rétablir et d'améliorer l'accessibilité aux immeubles fédéraux, d'effectuer les réparations aux ponts fédéraux et d'élaborer un plan pour le Manège militaire de Québec</i>	
Transports – Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	
Programme de réfection du pont Champlain	4 300 000
<i>Pour commencer les travaux de réparation des piliers et des portiques, dont le montage et le démontage des plates-formes de travail, le transport de l'équipement et des fournitures sur le site, ainsi que les travaux de démolition et de reconstruction de 30 p. 100 des piliers et des portiques</i>	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	
Programme des services destinés aux enfants et aux familles des Premières nations	4 050 000
<i>Pour des dépenses requises avant la prochaine période de crédits admissible afin de mettre en œuvre des programmes améliorés axés sur la prévention pour les Services à l'enfance et à la famille des Premières nations du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard</i>	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	
Infrastructure de loisirs du Canada	20 000 000
<i>Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations</i>	
Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère	
Infrastructure de loisirs du Canada	4 464 133
<i>Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations</i>	
Agence du revenu du Canada	
Mise en œuvre de mesures fiscales	8 585 821
<i>Pour la mise en œuvre en temps opportun de diverses mesures fiscales : Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire, Crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, pénalités pour retard ou production incorrecte de la déclaration de renseignements T4, industrie des ventes directes – simplification de la TPS/TVH, et tables de retenues sur la paie – augmentation du montant personnel de base</i>	
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
Infrastructure de loisirs du Canada	20 130 230
<i>Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations</i>	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Industrie – Ministère	
Infrastructure du savoir dans les universités et les collèges <i>Pour accélérer les projets de réparations, d'entretien et de construction dans les collèges et les universités au Canada et ainsi améliorer les capacités de ces institutions en matière de recherche et leur permettre d'attirer des étudiants et d'offrir une meilleure expérience éducative aux travailleurs hautement qualifiés de demain</i>	498 284 918
Réseau à large bande en milieu rural <i>Pour la gestion et l'attribution de contributions avant la prochaine période de crédits admissible dans le cadre du programme, afin de mettre au point et d'implanter une stratégie visant à améliorer l'accès aux services de réseaux à larges bandes dans les communautés rurales</i>	83 735 783
Infrastructure de loisirs du Canada <i>Pour stimuler l'économie canadienne de façon ponctuelle, précise et temporaire avant la prochaine période de crédits par des contributions à des projets de construction liés à l'infrastructure de loisir, particulièrement des projets de restauration et de réparations</i>	46 684 962
Modernisation des laboratoires fédéraux <i>Pour améliorer la capacité en matière de science et de technologie par l'exécution de travaux au système de distribution de l'électricité, au système d'égouts, d'aqueduc et de distribution de l'eau, au monte-charge, aux systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation du Centre de recherches sur les communications à Ottawa</i>	3 135 000
Industrie – Commission canadienne du tourisme	
Investissement dans une campagne de publicité au Canada et de nouvelles activités prioritaires sur les marchés internationaux <i>Pour stimuler l'achalandage de touristes au moyen d'aide financière au programme de publicité du gouvernement du Canada, au programme des marchés émergents, pour des réunions internationales, au programme de congrès et voyages de motivation et pour l'accroissement des activités liées au marché américain des voyages d'agrément</i>	20 000 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
Bourses d'études supérieures du Canada	14 000 000
<i>Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux étudiants canadiens et aux étudiants ayant le statut de résident permanent qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne</i>	
Programme de stages en recherche – développement industrielle	2 500 000
<i>Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux diplômés et aux personnes au post-doctorat afin qu'ils entreprennent des projets de recherche appliquée et qui utilisent leur expertise pour résoudre des problèmes en milieu de travail</i>	
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	
Bourses d'études supérieures du Canada	7 000 000
<i>Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux étudiants canadiens et aux étudiants ayant le statut de résident permanent qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne</i>	
Ressources naturelles – Ministère	
Fonds pour l'énergie propre	10 000 000
<i>Pour appuyer l'élaboration de technologies nouvelles, de pointe et propres en matière d'énergie qui sont essentielles à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'autres émissions liées à la production, à la transmission, à la distribution et à l'utilisation d'énergie</i>	
Ressources naturelles – Énergie atomique du Canada limitée	
Renforcer l'avantage nucléaire du Canada	222 000 000
<i>Pour appuyer l'élaboration du réacteur CANDU avancé et assurer la sécurité et la fiabilité des activités des laboratoires de Chalk River</i>	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère, organisme ou société d'État	(dollars)
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	
Bourses d'études supérieures du Canada	6 901 000
<i>Pour obtenir l'autorisation à l'égard de subventions afin d'accorder de l'aide financière en temps opportun aux étudiants canadiens et aux étudiants ayant le statut de résident permanent qui poursuivent des études en vue d'obtenir une maîtrise ou un doctorat dans une université canadienne</i>	
Transports – Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	
Sûreté aérienne	155 700 000
<i>Pour affecter des fonds du budget fédéral afin d'appuyer la mise au point de plans de sûreté aérienne et un système d'évaluation des passagers.</i>	
Transports – VIA Rail Canada Inc.	
Infrastructure ferroviaire	125 000 000
<i>Pour verser des fonds d'investissement dans l'infrastructure ferroviaire, dont des projets relatifs aux rails d'acier, au ballast de la voie et à la mise à niveau de la subdivision du CN de Kingston.</i>	
Total	1 812 865 803
Solde	1 187 134 197

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement pour la poursuite de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes

(La Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance vise à prévenir et à réduire l'itinérance à l'échelle du Canada. Elle aide à mettre en place un réseau plus solide et plus complet de ressources pour aider les Canadiens sans domicile à devenir autosuffisants et faire en sorte que les Canadiens à risque ne deviennent pas itinérants à leur tour.)

Ressources humaines et Développement des compétences	128 517
Travaux publics et Services gouvernementaux	3 000
Total	131 517

Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique

(Ces fonds appuieront les capacités fédérales de négociation, la Commission des traités de la Colombie-Britannique et les prêts remboursables aux Premières nations qui négocient des traités en Colombie-Britannique. Cette mesure permettra de maintenir 49 tables de négociation mobilisant 60 Premières nations de la Colombie-Britannique.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	18 293
Agence canadienne d'évaluation environnementale	122
Agence Parcs Canada	221
Environnement	354
Finances	266
Justice	2 655
Musée canadien des civilisations	170
Pêches et Océans	1 714
Ressources naturelles	210
Total	24 005

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Les fonds appuieront des campagnes et des initiatives de publicité ayant pour but de fournir de l'information aux Canadiens à propos d'une variété de programmes et de services gouvernementaux. Plus particulièrement, ces fonds concernent la mise en œuvre de 10 campagnes publicitaires : « Canada – Les Jeux olympiques de 2010 à Vancouver », « Le Plan d'action économique du Canada », « L'action économique du Canada », « Action économique – Les infrastructures », « Action économique – L'aide aux travailleurs canadiens », « Action économique – Les initiatives nationales », « Capsule du Jour du Souvenir », « Services pour les nouveaux arrivants », « Promotion de l'image de marque ministérielle » et « Préparation aux situations d'urgence (72 heures) ».)

Agence du revenu du Canada	7 000
Anciens combattants	2 500
Bureau de l'infrastructure du Canada	8 000
Citoyenneté et Immigration	2 000
Conseil privé	500
Finances	7 000
Patrimoine canadien	10 000
Ressources humaines et Développement des compétences	7 000
Sécurité publique et Protection civile	414
Total	44 414

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés

(Ces fonds appuieront le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, qui vise à réduire et à éliminer par la suite l'obligation financière fédérale pour les sites contaminés. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral pour qu'ils poursuivent l'évaluation et l'assainissement des sites contaminés et la gestion des risques afférents.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	11 832
Agence des services frontaliers du Canada	265
Agence Parcs Canada	527
Commission de la capitale nationale	52
Défense nationale	23 403
Gendarmerie royale du Canada	32
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	241
Pêches et Océans	4 879
Santé	91
Service correctionnel	48
Transports	10 516
Travaux publics et Services gouvernementaux	491
Total	52 377

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (*budget fédéral de 2009*)

(Ces fonds permettront d'augmenter le nombre d'emplois pour les étudiants dans la fonction publique fédérale, l'objectif étant de soutenir les emplois destinés à la jeunesse et d'aider les jeunes à éviter les difficultés actuelles du marché de l'emploi.)

Affaires étrangères et Commerce international	179
Affaires indiennes et du Nord canadien	98
Agence canadienne d'inspection des aliments	169
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	31
Agence de la santé publique du Canada	150
Agence de promotion économique du Canada atlantique	58
Agence du revenu du Canada	730
Agence Parcs Canada	583
Agriculture et Agroalimentaire	883
Anciens combattants	140
Bibliothèque et Archives du Canada	42
Bureau de l'infrastructure du Canada	14
Citoyenneté et Immigration	123
Commission canadienne des droits de la personne	15
Commission de la fonction publique	43
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	12
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	22
Conseil national de recherches du Canada	236
Conseil privé	41
Cour suprême du Canada	14
Défense nationale	568
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	38
École de la fonction publique du Canada	25
Environnement	555
Finances	24
Gendarmerie royale du Canada	108
Industrie	210
Justice	55
Office national de l'énergie	12
Patrimoine canadien	64
Pêches et Océans	278
Ressources humaines et Développement des compétences	1 245
Ressources naturelles	268
Santé	339
Secrétariat du Conseil du Trésor	41
Sécurité publique et Protection civile	59
Service correctionnel	129
Statistique Canada	172
Transports	136
Travaux publics et Services gouvernementaux	470
Total	8 379

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers)

(Ces fonds serviront à accroître l'efficacité des équipes intégrées de la police des marchés financiers grâce à des améliorations apportées à quatre composantes essentielles des programmes : gestion et politiques des programmes, prévention, enquêtes et poursuites. Les fonds appuieront plus particulièrement les activités suivantes : exercer les responsabilités relatives à la gestion des programmes, y compris la coordination, l'établissement des rapports, les évaluations, l'élaboration des politiques et la recherche; faciliter les enquêtes au moyen de l'entraide juridique et/ou des demandes d'extradition et gérer le Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers, lequel sert à couvrir des coûts exceptionnels associés à des poursuites engagées par les procureurs généraux des gouvernements provinciaux pour des fraudes dans les marchés financiers signalées par les équipes; donner des avis juridiques pendant les enquêtes et intenter des poursuites lorsque les provinces décident de ne pas le faire ou aider les équipes provinciales chargées des poursuites; appuyer les activités de neuf équipes d'enquêtes et de quatre unités de renseignements en valeurs mobilières ainsi qu'assurer le soutien opérationnel de l'administration centrale; veiller au remplacement permanent des véhicules des enquêteurs essentiels à la prestation des services liés au programme; offrir des services de secrétariat et de soutien stratégique connexes à Finances Canada afin de l'aider dans son nouveau rôle de coprésident du Conseil exécutif des équipes intégrées de la police des marchés financiers.)

Bureau du directeur des poursuites pénales	5 134
Finances	140
Gendarmerie royale du Canada	27 056
Justice	2 527
Sécurité publique et Protection civile	593
Total	35 450

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes

(Ces fonds permettront au Canada de remplir ses obligations juridiques conformément à l'Accord définitif et aideront les Premières nations à assumer leurs responsabilités liées à l'autonomie gouvernementale, dans les limites fixées par l'Accord définitif. Plus précisément, les ministères utiliseront les fonds pour effectuer le relevé des limites extérieures des réserves de la Première nation Tsawwassen et pour financer les coûts ponctuels de lancement du régime d'autonomie gouvernementale avant l'entrée en vigueur de l'accord. Les fonds serviront aussi à acheter des permis de la flottille de pêche commerciale afin d'atténuer les incidences des conditions d'allocation de pêche à des fins alimentaires, sociales et cérémonielles, énoncées dans l'Accord définitif.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	21 227
Agence Parcs Canada	330
Pêches et Océans	93
Total	21 650

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013)

(Ces fonds permettront au gouvernement de respecter son engagement pris dans le budget fédéral de 2008 de s'appuyer sur ses investissements antérieurs pour élaborer cette feuille de route en vue de répondre à la réalité démographique changeante du Canada et de promouvoir et de protéger la dualité linguistique d'un bout à l'autre du pays. Les fonds demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses serviront à mettre sur pied de nouveaux programmes et à étendre la portée des programmes existants dans cinq domaines clés : promouvoir la dualité linguistique auprès de tous les Canadiens, bâtir l'avenir en privilégiant les jeunes, renforcer l'accès aux services pour les collectivités, mettre l'accent sur les avantages économiques et assurer une gouvernance efficace pour mieux servir les Canadiens.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 944
Agence de promotion économique du Canada atlantique	3 894
Citoyenneté et Immigration	2 092
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	750
École de la fonction publique du Canada	772
Industrie	2 713
Justice	3 178
Patrimoine canadien	19 919
Ressources humaines et Développement des compétences	13 579
Santé	11 725
Travaux publics et Services gouvernementaux	7 610
Total	68 176

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les permis de conduire afin qu'ils servent de document de voyage sûr pour entrer aux États-Unis à partir du Canada par voie terrestre ou maritime

(Puisque l'élaboration et la mise en œuvre de tels programmes relèvent d'abord de la compétence des provinces et des territoires, le gouvernement fédéral se servira des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour jouer un rôle de soutien. Plus précisément, l'Agence des services frontaliers du Canada utilisera ces fonds pour transmettre des données à la U.S. Customs Border Patrol, pour fournir des orientations aux provinces et aux territoires sur les normes de sécurité des documents, pour négocier les modalités des programmes avec les États-Unis et pour fournir des avis juridiques concernant l'élaboration des programmes. Citoyenneté et Immigration aidera les provinces et les territoires à mettre au point un processus de vérification de la preuve du statut de citoyen, à élaborer et à donner une formation, à effectuer des examens de l'assurance de la qualité et à analyser d'autres preuves de citoyenneté.)

Agence des services frontaliers du Canada	773
Citoyenneté et Immigration	820
Total	1 593

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche

(Les fonds investis dans les deux programmes serviront à financer les secteurs prioritaires ciblés dans la Stratégie des sciences et de la technologie de 2007 et dans le budget fédéral de 2007. Le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche appuie des centres reconnus à l'échelle internationale, spécialisés en commercialisation et en recherche, afin de procurer à la population canadienne des retombées sur le plan de l'économie, de la santé, de la société et de l'environnement et de créer un avantage entrepreneurial. Le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises facilite les opérations et les activités de commercialisation des réseaux de recherche dirigés par les entreprises dans le but de répondre aux besoins du secteur privé en matière de recherche. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à effectuer des paiements lorsque les résultats de divers concours seront connus.)

Conseil de recherches en sciences humaines	4 909
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	26 532
Instituts de recherche en santé du Canada	6 179
Total	37 620

Fonds pour appuyer les mesures canadiennes de réglementation de la teneur en carburants renouvelables dans l'essence, le diesel et le mazout domestique

(Ces fonds appuieront l'élaboration et la mise en œuvre de règlements sur la proportion de carburant renouvelable dans les essences à moteur canadiennes ainsi que des projets visant à démontrer la viabilité d'une proportion de 2 p. 100 de carburant renouvelable dans le diesel et le mazout.)

Environnement	3 096
Ressources naturelles	1 331
Total	4 427

Fonds pour assurer l'évaluation en temps opportun et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger (budget fédéral de 2009)

(Ces fonds permettront d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre pancanadien de reconnaissance des titres de compétence étrangers, en partenariat avec les provinces et les territoires, afin d'assurer une meilleure intégration des immigrants à la population active.)

Citoyenneté et Immigration	7 094
Ressources humaines et Développement des compétences	17 218
Total	24 312

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour favoriser la sensibilisation à l'égard des lois relatives aux droits de la personne ainsi que pour la prévention, le règlement de différends et les litiges potentiels pouvant découler de l'abrogation de l'article 67 de la Loi canadienne sur les droits de la personne

(Depuis l'entrée en vigueur en 1977 de la Loi canadienne sur les droits de la personne, l'article 67 empêchait le dépôt de plaintes de discrimination relatives à des activités se rapportant à la Loi sur les Indiens. Ces fonds permettront la tenue d'une étude qui permettra d'établir l'ampleur des ressources humaines et fiscales nécessaires pour que les Premières nations se conforment à la Loi canadienne sur les droits de la personne.)

Commission canadienne des droits de la personne	733
Justice	272
Total	1 005

Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à large échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada

(Ces fonds permettront aux partenaires de prestation du gouvernement fédéral associés au programme Chantiers Canada de s'acquitter de leurs responsabilités quant à la réalisation de grands projets d'infrastructure et de projets d'infrastructure axés sur les collectivités propres à ce programme. Ces responsabilités comprennent la supervision des projets, les évaluations environnementales, la gestion des finances et de l'information, la vérification, les rapports sur le rendement et les communications.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	847
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 722
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2 082
Industrie	3 168
Transports	324
Total	8 143

Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (réseau Entreprises Canada) (budget fédéral de 2009)

(Ces fonds permettront de satisfaire les besoins de fonctionnement du réseau Entreprises Canada. Par l'entremise du réseau Entreprises Canada, Industrie Canada et les organismes de développement régional fourniront aux petites entreprises et aux entrepreneurs des renseignements à jour et exacts au sujet des entreprises, y compris des renvois à des programmes, des services et des règlements gouvernementaux.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 878
Agence de promotion économique du Canada atlantique	2 341
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	2 842
Industrie	5 863
Total	12 924

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010

(Par l'entremise de cette initiative pangouvernementale de portée internationale, le gouvernement du Canada appuiera les activités relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux d'hiver de 2010. Les ministères et les organismes fédéraux, en collaboration avec des partenaires provinciaux et municipaux, assureront la sécurité de tous les participants ainsi que la sécurité des systèmes de transport aérien et autres, appuieront le processus de certification pour les Jeux, offriront des services de surveillance en santé publique et des services de laboratoires, assureront qu'un réseau efficace de communication à large bande soit en place et qu'il fonctionne sans interférence, et coordonneront les questions de sécurité en général et de sécurité publique en particulier. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses représentent une partie du budget de 900 millions de dollars annoncé précédemment pour la sécurité des Jeux.)

Citoyenneté et Immigration	2 264
Défense nationale	205 020
Gendarmerie royale du Canada	124 290
Industrie	6 736
Service canadien du renseignement de sécurité	5 689
Transports	5 187
Total	349 186

Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) (budget fédéral de 2009)

(Ces fonds serviront à prolonger l'initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement (ICDE), ce qui permettra de poursuivre les progrès amorcés et d'élaborer des outils qui permettront de mieux connaître, comprendre et utiliser ces indicateurs servant à jauger la qualité de l'air et de l'eau, de même que les émissions de gaz à effet de serre. Les indicateurs de l'initiative ICDE sont une façon simple de colliger des renseignements complexes sur l'environnement.)

Environnement	5 680
Santé	247
Statistique Canada	2 265
Total	8 192

Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires

(Ces fonds serviront à appuyer la planification et la conception des systèmes, des processus et de l'infrastructure nécessaires pour paver la voie à une mise en œuvre réussie de la biométrie en tant qu'outil capable d'améliorer la gestion de l'identité dans le cadre du Programme des résidents temporaires.)

Agence des services frontaliers du Canada	4 357
Citoyenneté et Immigration	12 154
Gendarmerie royale du Canada	1 828
Total	18 339

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour renforcer la capacité d'application de la loi afin de lutter contre la traite des enfants et l'exploitation sexuelle de ceux-ci sur Internet

(Ces fonds serviront à améliorer la capacité d'application des lois relatives à l'exploitation des enfants, à éduquer le public et à le sensibiliser à ce problème, ainsi qu'à créer un point de convergence pour la dénonciation par le public de présumés cas d'exploitation. En outre, ces fonds serviront à renforcer les réseaux, la coordination, la surveillance, l'évaluation et la recherche actuels.)

Gendarmerie royale du Canada	5 433
Sécurité publique et Protection civile	1 484
Total	6 917

Fonds pour un réseau sur l'innocuité et l'efficacité des médicaments à l'appui du plan d'action visant à renforcer et à moderniser le système canadien de sécurité des aliments et des produits de santé et de consommation, afin de protéger la santé des Canadiens

(Ces fonds serviront à soutenir la création d'un réseau virtuel pancanadien de centres de recherche et de chercheurs qui appuiera les efforts investis par Santé Canada pour la mise en œuvre d'une réglementation des médicaments axée sur le cycle de vie des produits. Le réseau permettra d'augmenter la disponibilité de preuves sur l'innocuité et l'efficacité des médicaments par l'entremise d'une recherche de haut niveau sur les produits pharmaceutiques après leur mise en marché.)

Instituts de recherche en santé du Canada	2 098
Santé	588
Total	2 686

Fonds visant à atténuer les répercussions de la mise en œuvre de la Loi sur la lutte contre les crimes violents qui découleront de la hausse prévue du nombre de délinquants sous responsabilité fédérale

(La Loi sur la lutte contre les crimes violents, qui est entrée en vigueur en 2008, a apporté des changements aux pratiques relatives à l'établissement des sentences, qui se traduiront à la fois par des sentences individuelles plus longues et par un nombre accru de délinquants sous responsabilité fédérale dans le système correctionnel. Ces fonds seront utilisés pour répondre à l'augmentation de la charge de travail découlant de la nouvelle loi.)

Bureau de l'enquêteur correctionnel	78
Commission nationale des libérations conditionnelles	485
Service correctionnel	13 964
Total	14 527

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (*budget fédéral de 2009*)

(Le Fonds d'adaptation des collectivités (FAC) permettra de financer des projets qui assureront la viabilité et la durabilité économiques des collectivités canadiennes de 250 000 personnes ou moins. Les projets du FAC permettront de créer et de préserver des emplois, d'agrandir et de renforcer les entreprises et d'améliorer la compétitivité des collectivités et des entreprises.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	105 115
Agence de promotion économique du Canada atlantique	50 252
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	152 166
Industrie	172 572
Total	480 105
GRAND TOTAL	1 356 844

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre eux à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013)		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(100 000)
Fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuelle à l'appui des opérations du comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	Crédit 65 (Dépenses du Programme)	480 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement, affectation à une fin particulière, services de police contractuelle)	(480 000)
Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	108 400
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	835 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(943 400)
Pour appuyer des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)		
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	850 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(850 000)
Pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse		
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 695 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 695 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour appuyer l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick		
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	625 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(625 000)
Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au Programme d'appui aux professeurs universitaires		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	80 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	(80 000)
Pour appuyer le Centre canadien de rayonnement synchrotron		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	3 000 000
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(3 000 000)
Pour appuyer le défi EcoCAR, une compétition d'une durée de trois ans destinée aux étudiants en génie qui a pour objectif de développer des technologies automobiles de pointe dans le but de minimiser l'impact environnemental des transports des particuliers et de dresser la voie à de futurs moyens de transport durables		
Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	1 000 000
Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 000 000)
Pour appuyer les activités entièrement indépendantes du Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	606 000
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(606 000)
Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	245 000
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(70 000)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	(175 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
------------------------------------	--------	---------

Pour appuyer les chaires de recherches industrielles du Collège militaire royal du Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	78 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 70 (Subventions)	(78 000)

Pour appuyer les prix offerts dans le cadre du concours des Lauriers de la PME (petites et moyennes entreprises)

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	30 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000)

Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Colombie-Britannique

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	279 900
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(279 900)

Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	770 812
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(770 812)

Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 45 (Dépenses en capital)	865 000
Santé	Crédit 5 (Dépenses en capital)	310 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	123 250
Commission canadienne de sûreté nucléaire	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	110 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(1 408 250)

Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement des Centres des opérations de la sécurité maritime

Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	4 490 322
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 55 (Dépenses en capital)	2 240 286 47 500
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 425 780
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 15 (Dépenses en capital)	1 100 269 60 000
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Dépenses en capital)	(9 256 657) (107 500)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	603 679
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	322 500
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(926 179)
Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 80 (Dépenses de fonctionnement)	10 000
	Crédit 85 (Subventions)	347 684
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 000)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(347 684)
Pour financer la recherche dans le domaine de la santé maternelle et de l'enfant		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	50 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	450 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(450 000)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	4 275 700
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	788 700
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(1 158 800)
Agence canadienne de développement international	Crédit 30 (Subventions et contributions)	(2 171 200)
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(450 400)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(984 000)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(100 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
------------------------------------	--------	---------

Pour l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations sur les émissions de dioxyde de carbone provenant des véhicules à moteur, en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999*

Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 938 730
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 938 730)

Pour l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme) Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	15 281 715 7 731 455
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 55 (Dépenses du Programme) Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(15 281 715) (7 731 455)

Pour la construction et l'entretien d'un monument naval commémoratif à Ottawa

Commission de la capitale nationale	Crédit 45 (Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital)	380 000
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(380 000)

Pour la mise en œuvre du nouveau Programme national de traduction pour l'édition du livre destiné à augmenter l'offre de livres canadiens dans les deux langues officielles

Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	750 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(750 000)

Pour la stratégie sur l'éducation du public et l'engagement des citoyens

Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	250 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger

Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	267 500
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Dépenses en capital)	(206 700) (60 800)

Pour le transfert des responsabilités liées au programme du multiculturalisme

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Subventions et contributions)	14 585 526 22 848 962
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Subventions et contributions)	(14 585 526) (22 848 962)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	559 915
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(559 915)
Pour les coûts liés à l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique, en vertu du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers		
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	35 000 000
Transports	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(35 000 000)
Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	35 000 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(35 000 000)
Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture)		
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	9 678 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(9 678 000)
Pour renforcer la recherche et mettre en œuvre les connaissances afin de permettre des interventions efficaces de prévention et de traitement de l'obésité chez les enfants		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	148 464
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(148 464)
Pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	2 365 589
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 365 589)
Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	150 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme/Société d'État	Crédit	Dollars
------------------------------------	--------	---------

Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique

Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	240 380
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	60 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	675 000
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	511 530
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(1 486 910)

Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine tel que convenu dans l'accord cadre sur la gouvernance de 2008

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	400 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(400 000)

Pour soutenir les besoins de fonctionnement découlant du projet de loi C-32 qui modifie la Loi sur le droit d'auteur

Commission du droit d'auteur	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	430 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(215 000)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(215 000)

Pour soutenir une charge de travail accrue résultant d'une compétence élargie, dont une augmentation des conseillers et une croissance prévue du nombre d'appels relatifs au transport aérien, maritime et ferroviaire

Tribunal d'appel des transports du Canada	Crédit 70 (Dépenses du Programme)	271 080
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(271 080)

Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 \$ » permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L’approbation de subventions – Sans objet

2. Le virement de crédits au sein d’une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	25a	Pour autoriser le virement de 3 413 904 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) pour assurer une présence sécurisée au Soudan et pour fournir le soutien nécessaire à l’administration centrale pour la livraison de l’aide.
Pêches et Océans	10a	Pour autoriser le virement de 155 250 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer la Garde côtière auxiliaire canadienne (32 000 \$) et pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) (123 250 \$)

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Défence Nationale – Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	25a	Pour autoriser le virement de 606 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour appuyer les activités entièrement indépendantes du Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.
Industrie – Commission du droit d’auteur	45a	Pour autoriser le virement de 215 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 215 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour soutenir les besoins de fonctionnement découlant du projet de loi C-32 qui modifie la <i>Loi sur le droit d’auteur</i> .
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	10a	Pour autoriser le virement de 750 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour la mise en œuvre du nouveau Programme national de traduction pour l’édition du livre destiné à augmenter l’offre de livres canadiens dans les deux langues officielles.
Pêches et Océans	10a	Pour autoriser le virement de 1 695 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour appuyer l’Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen’s Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse.
Sécurité publique et Protection civile – Comité externe d’examen de la Gendarmerie royale du Canada	65a	Pour autoriser le virement de 480 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) pour les coûts liés aux services de police contractuelle.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	L35a	Pour une hausse de plafond de l'émission et des paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$) , conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.
Finances – Vérificateur général	15a	Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction des dépenses engagées pendant l'exercice.
Travaux publics et Services gouvernementaux	6a	Fonds renouvelable des Services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1^{er} avril 2011.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	<p>Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 1 778 500 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international), de 984 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 762 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile),</p>			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
de 450 400 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 400 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 279 900 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 200 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 186 472 440	4 823 900	67 274 497	1 258 570 837
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 392 700 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 396 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	140 032 132	727 900	17 668 400	158 428 432
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités du Canada, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2008 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	726 392 000	25 000	88 617 510	815 034 510
15 Passeport Canada – Dépenses en capital	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 513 572	.....	.....	74 513 572
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> S.R. 1985, ch. R-8)	24 054 000	.....	.....	24 054 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33)	1 000 000	.....	.....	1 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R. 1985, ch. D-2)	250 000	.....	.....	250 000
Total des dépenses budgétaires	2 162 870 988	5 576 800	173 560 407	2 342 008 195
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33)	(120 500 000)	.....	.....	(120 500 000)
Total des dépenses non budgétaires	(120 500 000)	.....	.....	(120 500 000)
Total du Ministère	2 042 370 988	5 576 800	173 560 407	2 221 508 195
Corporation commerciale canadienne				
20 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 191 642	.....	.....	15 191 642
Total de l'organisme	15 191 642	.....	.....	15 191 642

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence canadienne de développement international				
25a	Dépenses de fonctionnement et autorisation :			
	a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;			
	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :			
	i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,			
	ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,			
	iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 413 904 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>			
	203 667 689	3 390 112	1	207 057 802
30a	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 792 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	2 608 224 789	(6 011 312)	142 520 208	2 744 733 685
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	25 955 378	.....	.....	25 955 378
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile			
	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>			
	231 336 000	.....	.....	231 336 000
	3 069 262 278	(2 621 200)	142 520 209	3 209 161 287

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L35a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	1	2
Total de l'organisme	3 069 262 279	(2 621 200)	142 520 210	3 209 161 289
Centre de recherches pour le développement international				
40 Versements au Centre de recherches pour le développement international	161 749 534	.....	.....	161 749 534
Total de l'organisme	161 749 534	.....	.....	161 749 534
Commission mixte internationale				
45 Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 466 739	.....	.....	8 466 739
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	543 986	.....	.....	543 986
Total de l'organisme	9 010 725	.....	.....	9 010 725
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
50 Dépenses du Programme	2 826 947	.....	.....	2 826 947
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	187 500	.....	.....	187 500
Total de l'organisme	3 014 447	.....	.....	3 014 447
Total du portefeuille	5 300 599 615	2 955 600	316 080 617	5 619 635 832

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les droits d'adhésion à des organisations internationales au nom du gouvernement du Canada.....	.....	.....	55 652	55 652
Fonds pour accroître l'aide au développement auprès des civils et soutenir les programmes de sécurité en Afghanistan.....	8 003	30	19 951	27 984
Financement pour l'Ambassade canadienne à Kaboul en Afghanistan	8 390	17 123	.....	25 513
Montant compensatoire pour tenir compte de l'inflation sur le coût des opérations à l'étranger.....	16 292	.....	.....	16 292
Fonds pour l'établissement du Secteur des services consulaires et de la gestion des urgences.....	15 999	.....	.....	15 999
Fonds pour les montants alloués annuellement de l'enveloppe de l'aide internationale (EAI) aux bourses de développement du leadership dans le cadre du programme destiné aux nouveaux dirigeants des Amériques (2 975 \$), pour des activités de maintien de la paix en Afrique francophone (1 700 \$) et pour la réserve en cas de crise du Fonds pour la paix et la sécurité (9 000 \$).....	326	.....	13 349	13 675
Montant compensatoire pour l'incidence des fluctuations monétaires sur le coût des opérations à l'étranger.....	7 973	.....	.....	7 973
Fonds pour la révision de la rémunération du personnel recruté sur place.....	7 186	.....	.....	7 186
Fonds pour le Programme d'établissement des rapports sur la sécurité mondiale afin de couvrir l'augmentation des coûts.....	2 089	516	.....	2 605
Frais de litige liés à l'Accord sur le bois d'œuvre résineux.....	2 254	.....	.....	2 254
Fonds pour le Programme de soutien au commerce mondial qui vise à attirer des investissements étrangers directs, à augmenter les possibilités d'innovation et de commercialisation canadiennes et à accroître la part détenue par les entreprises canadiennes sur les marchés étrangers.....	.....	.....	422	422
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada.....	.....	.....	338	338
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	179	.....	.....	179
Montant brut des crédits à adopter	68 691	17 669	89 712	176 072
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 417	.....	1 094	2 511
Total des crédits à adopter	67 274	17 669	88 618	173 561

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de l'Agence canadienne de développement international (2 171 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (1 159 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (984 \$), du Service canadien du renseignement de sécurité (450 \$), de la Défense nationale (200 \$) et du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	4 276	789	.....	5 065
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine tel que convenu dans l'accord cadre sur la gouvernance de 2008	400	.....	.....	400
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Colombie-Britannique.....	280	.....	.....	280
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues () et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.....	.....	.....	100	100
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les coûts liés à la vérification et l'évaluation du Programme de soutien au commerce mondial.....	75	.....	(75)	.....
Transfert à Finances – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(207)	(61)	.....	(268)
Total des transferts	4 824	728	25	5 577
Présent budget supplémentaire des dépenses	72 098	18 397	88 643	179 138

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 417 020 \$ sont disponibles à même le crédit : 349 020 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement et 1 068 000 \$ en raison d'une diminution de l'inflation sur les allocations du service extérieur.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 094 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des droits d'adhésion à certaines organisations internationales.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	338 000	.....
Montant total brut des subventions	338 000	.....
Contributions		
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	17 160 520	.....
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	12 450 000	.....
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	2 648 627	.....
Contributions pour Le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	1 040 000	.....
Programme de soutien au commerce mondial	422 363	.....
Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues	100 000	.....
Paiements de quote-parts aux organisations internationales :		
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (22 190 177 \$US)	23 313 000	.....
Organisation des Nations Unies (17 253 950 \$US)	18 127 000	.....
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – Administration civile (2 666 064 euros)	4 126 000	.....
Agence internationale de l'énergie atomique (2 078 056 euros)	3 216 000	.....
Organisation internationale du travail (1 461 763 francs suisses)	1 403 000	.....
Organisation de coopération et de développement économiques (700 439 euros)	1 084 000	.....
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (78 051 \$US) (366 374)	649 000	.....
Organisation mondiale de la santé (508 281 \$US)	534 000	.....
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et Protocole de (452 123 \$US)	475 000	.....
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (419 760 \$US)	441 000	.....
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (264 926 euros)	410 000	.....
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (312 203 \$US) (25 200 euros)	367 000	.....
Organisation mondiale du commerce (271 932 francs suisses)	261 000	.....
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (150 566 euros)	233 000	.....
Organisation de l'aviation civile internationale	149 000	.....
Agence internationale de l'énergie (86 586 euros)	134 000	.....
Convention sur la diversité biologique (107 558 \$US)	113 000	.....
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (99 943 \$US)	105 000	.....
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (94 232 \$US)	99 000	.....
Organisation mondiale des douanes (54 278 euros)	84 000	.....
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (63 555 francs suisses)	61 000	.....
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (38 770 euros)	60 000	.....
Tribunal international du droit de la mer (31 016 euros)	48 000	.....
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (25 846 euros)	40 000	.....
Autorité internationale des fonds marins (32 362 \$US)	34 000	.....
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements de déchets dangereux et de leur élimination (32 362 \$US)	34 000	.....
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (12 923)	20 000	.....
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (4 616 999)	11 000	.....
Entente de Wassenaar (6 462 euros)	10 000	.....
Cour permanente d'arbitrage (3 877 euros)	6 000	.....
Commission internationale d'établissement des faits (5 209 francs suisses)	5 000	.....
Montant total brut des contributions	89 473 510	.....
Montant total brut des paiements de transfert	89 811 510	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 094 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>75 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	88 642 510	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Crédit L35	Total
Fonds pour respecter les engagements du Canada à l'égard de la Convention relative à l'aide alimentaire afin de répondre aux besoins croissants en matière d'aide alimentaire mondiale et continuer à contribuer à la satisfaction des besoins des populations mondiales souffrant le plus d'insécurité alimentaire...	70 000	.....	70 000
Fonds pour appuyer l'engagement du Canada à jouer un rôle actif au sein des Amériques et pour réaliser les objectifs du gouvernement en matière de prospérité, de démocratie et de sécurité dans la région.....	29 300	.....	29 300
Fonds pour la contribution du Canada au Fonds d'investissement pour le changement climatique de la Banque mondiale aux fins du programme pilote visant à faciliter l'adaptation au changement climatique	15 000	.....	15 000
Fonds pour accroître la contribution du Canada relativement aux objectifs mondiaux en matière d'éducation et pour accroître l'efficacité de l'aide en matière d'éducation grâce à l'Initiative de mise en œuvre accélérée Éducation pour tous	12 000	.....	12 000
Fonds pour une initiative d'approvisionnement en eau et d'assainissement en cours ayant pour but d'élargir l'accès à de l'eau potable et aux installations sanitaires de base à 80 p. 100 de la population rurale en Afrique d'ici 2015 (Initiative pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement des zones rurales)	12 000	.....	12 000
Fonds pour intensifier les initiatives en cours dans les pays de l'Afrique à l'égard de la croissance économique et de la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur le secteur agricole	8 244	.....	8 244
Fonds pour accroître le soutien aux initiatives multilatérales en cours qui visent à promouvoir les possibilités d'échanges internationaux et à appuyer la participation efficace des pays en développement au système commercial multilatéral.....	8 000	.....	8 000
Fonds pour une hausse du plafond de l'émission et des paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , afin de respecter la promesse du Canada à l'égard de la reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, permettant ainsi à la Banque africaine de développement de poursuivre ses activités soit d'offrir aux pays les plus pauvres d'Afrique des prêts sans intérêt et des subventions
Montant brut des crédits à adopter	154 544	.....	154 544
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	12 000	.....	12 000
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	24	.....	24
Total des fonds disponibles	12 024	.....	12 024
Total des crédits à adopter	142 520	.....	142 520

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 25	Crédit 30	Crédit L35	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour assurer une présence sécurisée au Soudan et pour fournir le soutien nécessaire à l'administration centrale pour la livraison de l'aide	3 414	(3 414)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(24)	24	.....	.....
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal .....	.....	(450)	.....	(450)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger .....	.....	(2 171)	.....	(2 171)
Total des transferts	3 390	(6 011)	.....	(2 621)
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 390	136 509	.....	139 899

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 12 023 792 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une hausse du plafond de l'émission et des paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, afin de permettre à la Banque africaine de développement de poursuivre ses activités soit d'offrir aux pays les plus pauvres d'Afrique des prêts sans intérêt et des subventions (12 000 000 \$) et du crédit 25 en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (23 792 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	129 000 000	.....
Contributions		
Programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	25 544 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	154 544 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>12 000 000</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>6 035 104</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	136 508 896	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil ;			
	d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un			
	937 703 256	(6 641 721)	24 456 680	955 518 215
5	Dépenses en capital et			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	44 419 000	.....	.....	44 419 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 491 721 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 559 915 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 363 185 \$ du crédit 10 (Santé), de 120 410 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 100 000 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 30 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	5 657 871 052	6 178 321	250 499 920	5 914 549 293

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
15a Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	27 600 000	.....	38 600 000	66 200 000
20 Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	9 041 850	.....	.....	9 041 850
25a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	29 939 000	.....	225 000	30 164 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 093 718	.....	.....	61 093 718
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Paiements de transfert relatifs à l'infrastructure des Premières nations pour le logement dans les réserves (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	.....	75 000 000	75 000 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	65 525 000	.....	8 964 000	74 489 000
(L) Subvention au gouvernement du pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	6 856 145 298	(463 400)	397 745 600	7 253 427 498
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires	77 803 000	.....	.....	77 803 000
Total du Ministère	6 933 948 298	(463 400)	397 745 600	7 331 230 498
Commission canadienne des affaires polaires				
40 Dépenses du Programme et contributions	917 000	.....	.....	917 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 550	.....	.....	70 550
Total de l'organisme	987 550	.....	.....	987 550

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Institut de la statistique des Premières nations				
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 700 000	.....	.....	4 700 000
Total de l'organisme	4 700 000	.....	.....	4 700 000
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
50 Dépenses du Programme.....	18 075 000	.....	.....	18 075 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	510 000	.....	.....	510 000
Total de l'organisme	18 585 000	.....	.....	18 585 000
Greffe du Tribunal des revendications particulières				
55 Dépenses du Programme.....	2 372 830	.....	.....	2 372 830
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195 332	.....	.....	195 332
Total de l'organisme	2 568 162	.....	.....	2 568 162
Total du portefeuille.....	6 960 789 010	(463 400)	397 745 600	7 358 071 210

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Crédit 25	Total
Fonds à l'appui d'investissements dans les infrastructures des Premières nations pour la construction d'écoles et des projets d'infrastructure liés à l'eau potable et aux eaux usées (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	177 500	.....	.....	177 500
Fonds pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique et entreprendre une étude de faisabilité sur la station de recherche de l'Extrême-Arctique et pour soutenir des activités scientifiques et logistiques liées au Programme de l'Année polaire internationale (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	1 801	37 357	.....	.....	39 158
Fonds pour compenser l'accroissement des coûts liés au programme Aliments-poste afin de livrer des aliments sains aux collectivités isolées (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	.....	38 600	.....	38 600
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	14 143	4 150	.....	.....	18 293
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>).....	3 893	8 370	.....	.....	12 263
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	228	11 604	.....	.....	11 832
Fonds pour appuyer la mise en application d'une gamme d'activités d'investissement dans le cadre du programme Investissements stratégiques dans le développement économique du Nord (<i>budget fédéral de 2009</i>)...	2 670	7 000	.....	.....	9 670
Fonds pour la mise en œuvre des accords sur les revendications territoriales des Première nations du Yukon.....	.....	5 828	.....	.....	5 828
Fonds pour appuyer la mise en œuvre du plan d'action global du Canada visant à consulter les Premières nations, les Métis et les Inuits et, le cas échéant, à tenir compte de leurs besoins lorsque les décisions envisagées par la Couronne pourraient avoir une incidence défavorable sur les droits, établis et potentiels, des peuples autochtones et ceux issus de traités.....	1 840	675	.....	225	2 740
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	98	.....	.....	.....	98
Montant brut des crédits à adopter	24 673	252 484	38 600	225	315 982
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	216	1 985	.....	.....	2 201
Total des crédits à adopter	24 457	250 499	38 600	225	313 781

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs

Fonds à l'appui d'investissements destinés à l'infrastructure des Premières nations pour le logement dans les réserves (<i>budget fédéral de 2009</i>)	75 000
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>).....	8 964
Total des crédits législatifs	83 964
Total des rajustements des crédits	397 745

Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Crédit 25	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées .....	.....	560	.....	.....	560
Transfert de Santé (363 \$) et de Pêches et Océans (120 \$) – Pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>).....	.....	484	.....	.....	484
Transfert d'Industrie – Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	100	.....	.....	100
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer les prix offerts dans le cadre du concours des Lauriers de la PME (petites et moyennes entreprises).....	.....	30	.....	.....	30
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	(6 492)	6 492	.....	.....	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	(150)	.....	.....	.....	(150)
Transfert à Santé (675 \$), à l'Agence Parcs Canada (512 \$) et à Environnement (300 \$) – Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique.....	.....	(1 487)	.....	.....	(1 487)
Total des transferts	(6 642)	6 179	.....	.....	(463)
Présent budget supplémentaire des dépenses	17 815	256 678	38 600	225	397 282

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 216 019 \$ sont disponibles à même le crédit d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 984 559 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en subventions et contributions pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	8 853 477	.....
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	5 828 346	.....
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	.....	8 964 000
Montant total brut des subventions	14 681 823	8 964 000
<u>Contributions</u>		
Paiements aux Indiens, Inuits et devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	177 500 000	.....
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	37 357 277	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	18 655 610	.....
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	7 130 000	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	4 150 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	675 000	.....
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	225 000	.....
(L) Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	75 000 000
Montant total brut des contributions	245 692 887	75 000 000
Montant total brut des paiements de transfert	260 374 710	83 964 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 984 559</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 486 910</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	256 903 241	83 964 000

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	<u>Présent budget supplémentaire des dépenses</u>			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	41 880 354	.....	6 405 146	48 285 500
5a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 30 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	240 435 460	50 000	17 537 600	258 023 060
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 112 640	.....	.....	5 112 640
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	101 836 137	101 836 137
Total du portefeuille.....	287 428 454	50 000	125 778 883	413 257 337

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'implantation de l'Initiative visant l'appui au développement des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saguenay	160	9 804	9 964
Fonds pour l'implantation d'un réseau de télécommunications à large bande à la Baie-James .....	.....	6 000	6 000
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (poste horizontal) (budget fédéral de 2009)	3 279	.....	3 279
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (poste horizontal)	210	1 734	1 944
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (réseau Entreprises Canada) (poste horizontal) (budget fédéral de 2009)	1 878	.....	1 878
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à large échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada (poste horizontal)	847	.....	847
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (poste horizontal) (budget fédéral de 2009)	31	.....	31
Total des crédits à adopter	6 405	17 538	23 943

Crédits législatifs

Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (poste horizontal) (budget fédéral de 2009)	101 836
Total des rajustements des crédits	125 779

Transferts

Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal	450	450
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine tel que convenu dans l'accord cadre sur la gouvernance de 2008	(400)	(400)
Total des transferts	50	50

Présent budget supplémentaire des dépenses	6 405	17 588	125 829
---	--------------	---------------	----------------

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	17 137 600	.....
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions	450 000	.....
(L) Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités (Loi d'exécution du budget de 2009) .....	.....	56 009 875
(L) Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions (Loi d'exécution du budget de 2009) .....	.....	45 826 262
Total des paiements de transfert	17 587 600	101 836 137

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	79 640 308	.....	5 343 474	84 983 782
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 625 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	245 178 000	625 000	5 757 500	251 560 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 599 392	.....	.....	7 599 392
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	49 130 000	49 130 000
	Total du Ministère.....	332 417 700	625 000	60 230 974	393 273 674
Société d'expansion du Cap-Breton					
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 650 000	.....	.....	8 650 000
	Total de l'organisme	8 650 000	.....	.....	8 650 000
	Total du portefeuille.....	341 067 700	625 000	60 230 974	401 923 674

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	136	3 758	3 894
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (réseau Entreprises Canada) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	2 341	.....	2 341
Fonds à l'usine Atlantic Beef Products Inc. pour diversifier ses activités, acheter du nouvel équipement, former des employés et mettre en œuvre un plan d'affaires et de marketing dynamique.....	.....	2 000	2 000
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à large échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>)	1 722	.....	1 722
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	1 122	.....	1 122
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	58	.....	58
Montant brut des crédits à adopter	5 379	5 758	11 137
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	36	.....	36
Total des crédits à adopter	5 343	5 758	11 101
Crédits législatifs			
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)			49 130
Total des rajustements des crédits			60 231
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer à l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick .....	.....	625	625
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 343	6 383	60 856

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1: Des fonds autorisés totalisant 35 916 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	6 382 500	.....
(L) Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	.....	5 000 000
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	.....	44 130 000
Total des paiements de transfert	6 382 500	49 130 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	3 114 391 023	.....	7 166 112	3 121 557 135
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	413 422 723	.....	.....	413 422 723
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	429 000 000	.....	.....	429 000 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	221 000 000	.....	.....	221 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	204 803 000	.....	.....	204 803 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	5 279 000	.....	.....	5 279 000
Total du Ministère.....	4 387 974 168	.....	7 166 112	4 395 140 280
Total du portefeuille.....	4 387 974 168	.....	7 166 112	4 395 140 280

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	7 000
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	730
Montant brut des crédits à adopter	<u>7 730</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	564
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>7 166</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 563 577 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	657 850 245	(19 486 304)	29 981 762	668 345 703
5	Dépenses en capital.....	33 957 000	.....	.....	33 957 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 808 304 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	417 027 316	9 808 304	5 000 000	431 835 620
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 662 478	.....	.....	63 662 478
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection.....	440 600 000	.....	.....	440 600 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	369 184 000	.....	.....	369 184 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme Agri-stabilité	225 132 000	.....	.....	225 132 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34).....	165 020 000	.....	.....	165 020 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme Agri-investissement	139 400 000	.....	.....	139 400 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relevance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relevance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	20 089 000	.....	.....	20 089 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 [3 ^e suppl.])	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R., 1985, ch. F-4).....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(415)	.....	.....	(415)
Total du Ministère.....	2 649 600 048	(9 678 000)	34 981 762	2 674 903 810
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 720 566	.....	.....	3 720 566
Total de l'organisme	3 720 566	.....	.....	3 720 566
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30a Dépenses de fonctionnement et contributions	480 632 297	.....	168 679	480 800 976
35 Dépenses en capital.....	22 654 250	.....	.....	22 654 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 258 355	.....	.....	67 258 355
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux et autorisés</i> en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme	572 044 902	.....	168 679	572 213 581
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	4 756 000	.....	34 400 000	39 156 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	560 831	.....	.....	560 831
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 001)	.....	.....	(120 001)
Total de l'organisme	5 196 830	.....	34 400 000	39 596 830
Total du portefeuille.....	3 230 562 346	(9 678 000)	69 550 441	3 290 434 787

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds afin d'aider les producteurs agricoles à faire face aux pertes de revenus et de production et à développer des outils en vue d'atténuer les risques associés à ces pertes.....	41 047	5 000	46 047
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	883	.....	883
Fonds pour l'Organisation de coopération et de développement économiques pour aider l'industrie à se doter des moyens nécessaires pour réussir sur les marchés intérieurs et mondiaux (initiative Cultivons l'avenir).....	.....	75	75
Montant brut des crédits à adopter	41 930	5 075	47 005
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	11 948	75	12 023
Total des crédits à adopter	29 982	5 000	34 982
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir un secteur agricole rentable et novateur et une industrie de produits agroalimentaires et agricoles qui prend tous les moyens possibles pour répondre aux besoins du marché et contribue ainsi à la santé et au bien-être des Canadiens (initiative Cultivons l'avenir).....	(9 808)	9 808	.....
Transfert à Santé – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture).....	(9 678)	.....	(9 678)
Total des transferts	(19 486)	9 808	(9 678)
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 496	14 808	25 304

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 11 947 953 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins de fonctionnement liés au report des initiatives de Cultivons l'avenir à la suite des retards dans la conclusion d'ententes avec les provinces et les territoires (1 506 321 \$), d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (273 912 \$) et de la diminution du financement pour couvrir les régimes d'avantages sociaux des employés (6 162 255 \$) et des locaux (4 005 465 \$) à la suite du réalignement des ressources liées à Cultivons l'avenir.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 75 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions à la suite du réalignement des ressources liées à Cultivons l'avenir.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Paiements de subventions à l'Organisation de coopération et de développement économiques	75 000	.....
Montant total brut des subventions	75 000	.....
Contributions		
Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité du système alimentaire du Canada....	6 889 479	.....
Contributions à l'appui de Programme de partenariat avec le secteur privé pour la gestion des risques	3 000 000	.....
Contributions pour permettre le compétitivité des entreprises et des secteurs	2 079 827	.....
Contributions à l'appui de la recherche et d'initiatives pilotes liées au programme Agri-protection	2 000 000	.....
Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement	838 998	.....
Montant total brut des contributions	14 808 304	.....
Montant total brut des paiements de transfert	14 883 304	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>75 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	14 808 304	.....

Agence canadienne d'inspection des aliments

<u>Explication du besoin (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit 30</u>
L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :	
Crédits à adopter	
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	169
<i>Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.</i>	

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 40

Fonds pour dispenser des programmes de base afin de d'établir et de maintenir les normes en matière de qualité des grains et de réglementer la manutention du grain de façon à appuyer l'industrie du grain du Canada.....	34 400
--	---------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	939 410 115	.....	2 639 741	942 049 856
5 Dépenses en capital.....	11 103 000	.....	.....	11 103 000
10 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 364 294 000	.....	.....	2 364 294 000
15 Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	9 711 000	.....	.....	9 711 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 323 740	.....	.....	39 323 740
(L) Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C., 1970, ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4)	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	3 364 117 277	.....	2 639 741	3 366 757 018

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 500
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	140
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 640

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 585 526 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	447 423 941	14 585 526	36 289 071	498 298 538
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 848 962 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	866 867 278	22 848 962	3 000 000	892 716 240
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 947 958	.....	.....	43 947 958
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile.....	78 422	.....	.....	78 422
	Total des dépenses budgétaires.....	1 358 317 599	37 434 488	39 289 071	1 435 041 158
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (2001, c. 27)	1	.....	.....	1
	Total des dépenses non budgétaires.....	1	.....	.....	1
	Total du Ministère.....	1 358 317 600	37 434 488	39 289 071	1 435 041 159
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
10	Dépenses du Programme.....	100 790 105	.....	.....	100 790 105
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 566 417	.....	.....	12 566 417
	Total de l'organisme	113 356 522	.....	.....	113 356 522
	Total du portefeuille.....	1 471 674 122	37 434 488	39 289 071	1 548 397 681

Nota : En vertu du décret C.P. 2008-1732, la responsabilité à l'égard des secteurs de Patrimoine canadien chargés du multiculturalisme a été transférée à Citoyenneté et Immigration.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la modernisation du système d'immigration et la gestion de l'arriéré des demandes d'immigration pour travailleurs qualifiés (fédéral).....	14 257	.....	14 257
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires (<i>poste horizontal</i>)	12 154	.....	12 154
Fonds pour assurer l'évaluation en temps opportun et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	4 094	3 000	7 094
Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	2 264	.....	2 264
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	2 092	.....	2 092
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 000	.....	2 000
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les permis de conduire afin qu'ils servent de document de voyage sûr pour entrer aux États-Unis à partir du Canada par voie terrestre ou maritime (<i>poste horizontal</i>).....	820	.....	820
Fonds visant à appuyer l'élaboration de politiques et de recherches en matière de migration internationale .....	.....	304	304
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	123	.....	123
Montant brut des crédits à adopter	37 804	3 304	41 108
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 515	304	1 819
Total des crédits à adopter	36 289	3 000	39 289
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le transfert des responsabilités liées au programme du multiculturalisme.....	14 586	22 849	37 435
Présent budget supplémentaire des dépenses	50 875	25 849	76 724

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 515 375 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour compenser les pertes de revenus relativement aux exemptions des frais liés aux visas pour les athlètes, les représentants d'équipe et les membres des familles des olympiens et paralympiens qui participent ou travaillent aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (1 265 800 \$) et d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (249 575 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 304 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une modification apportée au Programme d'élaboration de politiques en matière de migration, qui devient une subvention au lieu d'une contribution.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions à l'appui du Programme du multiculturalisme.....	7 315 035	.....
Subventions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	1 127 672	.....
Subvention Élaboration des politiques sur les migrations.....	304 000	.....
Montant total brut des subventions	8 746 707	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	9 932 614	.....
Contributions à l'appui du Programme du multiculturalisme	4 473 641	.....
Programme d'établissement.....	3 000 000	.....
Montant total brut des contributions	17 406 255	.....
Montant total brut des paiements de transfert	26 152 962	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>304 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	25 848 962	.....

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1a	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 281 715 \$ du crédit 55 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	175 373 881	15 181 715	8 141 104	198 696 700
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.....	6 636 000	.....	.....	6 636 000
20a	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 103 043 839	.....	74 905 000	2 177 948 839

Nota :

Le décret C.P. 2009-0181, qui est entré en vigueur le 2 mars 2009, approuve l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada et du Secrétariat du Conseil du Trésor sous l'autorité du président du Conseil du Trésor et du secrétaire du Conseil du Trésor. Puisque la *Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010* a seulement accordé trois douzièmes du financement, le solde du transfert sera octroyé dans les budgets des dépenses ultérieurs.

La colonne du « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations du crédit 35 à d'autres organisations gouvernementales.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent	1 200 000 000	.....	.....	1 200 000 000
30 Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	500 000 000	.....	.....	500 000 000
35 Initiatives d’exécution du budget – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor et pour la période commençant le 1 ^{er} avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d’autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s’inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux.	2 439 306 044	.....	.....	2 439 306 044
(L) Contributions aux régimes d’avantage sociaux des employés	22 024 436	7 731 455	.....	29 755 891
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (S.R., 1970, ch. P-33)	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat	7 196 482 622	22 913 170	83 046 104	7 302 441 896
École de la fonction publique du Canada				
40a Dépenses du Programme.....	58 329 816	.....	796 860	59 126 676
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	5 859 719	.....	.....	5 859 719
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total de l’organisme	114 189 535	.....	796 860	114 986 395
Commissariat à l’intégrité du secteur public				
50 Dépenses du Programme.....	6 033 000	.....	.....	6 033 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	505 240	.....	.....	505 240
Total de l’organisme	6 538 240	.....	.....	6 538 240
Commissariat au lobbying				
45 Commissariat au lobbying du Canada – Dépenses du Programme.....	4 120 416	.....	.....	4 120 416
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	408 071	.....	.....	408 071
Total de l’organisme	4 528 487	.....	.....	4 528 487

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
55a Dépenses du Programme.....	61 126 858	(15 281 715)	.....	45 845 143
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 731 455	(7 731 455)	.....	.....
Total de l'organisme	68 858 313	(23 013 170)	.....	45 845 143
Total du portefeuille.....	7 390 597 197	(100 000)	83 842 964	7 474 340 161

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 20	Total
Fonds pour les modifications apportées à l'assurance invalidité prolongée du Régime d'assurance-revenu militaire des membres des Forces canadiennes .....	.....	74 905	74 905
Fonds pour appuyer la mise en œuvre et la gestion régulière à l'égard des obligations du Conseil du Trésor en tant qu'employeur en vertu de la <i>Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public</i>	8 326	.....	8 326
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	41	.....	41
Montant brut des crédits à adopter	8 367	74 905	83 272
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	226	.....	226
Total des crédits à adopter	8 141	74 905	83 046
Transferts			
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor	15 282	.....	15 282
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(100)	.....	(100)
Total des transferts	15 182	.....	15 182
Transferts dans Crédits législatifs			
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion de ressources humaines de la fonction publique de Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor			7 731
Total des transferts votés et législatifs			22 913
Présent budget supplémentaire des dépenses	23 323	74 905	105 959

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 225 855 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	772
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	25
Présent budget supplémentaire des dépenses	797

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada –
Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés

Transferts	Crédit 55	Législatif	Total
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor	(15 282)	.....	(15 282)
Transferts dans les Crédits législatifs			
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour l'intégration et le regroupement de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada au Secrétariat du Conseil du Trésor .....	.....	(7 731)	(7 731)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(15 282)	(7 731)	(23 013)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	115 611 429	.....	9 834 482	125 445 911
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 774 037	.....	.....	12 774 037
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	161 522	.....	.....	161 522
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile.....	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile.....	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile.....	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère.....	128 782 254	.....	9 834 482	138 616 736
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 095 252	.....	.....	6 095 252
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	429 633	.....	.....	429 633
	Total de l'organisme.....	6 524 885	.....	.....	6 524 885
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	25 634 509	.....	.....	25 634 509
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 309 476	.....	.....	3 309 476
	Total de l'organisme.....	28 943 985	.....	.....	28 943 985
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	27 396 815	.....	.....	27 396 815
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 657 459	.....	.....	4 657 459
(L)	Dépenses d'élections.....	87 315 500	.....	.....	87 315 500
(L)	Traitement du directeur général des élections.....	265 300	.....	.....	265 300
	Total de l'organisme.....	119 635 074	.....	.....	119 635 074
Commissariat aux langues officielles					
20	Dépenses du Programme.....	17 848 782	.....	.....	17 848 782
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 086 713	.....	.....	2 086 713
	Total de l'organisme.....	19 935 495	.....	.....	19 935 495

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25 Dépenses du Programme.....	945 000	.....	.....	945 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 490	.....	.....	118 490
Total de l'organisme	1 063 490	.....	.....	1 063 490
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 648 846	.....	.....	2 648 846
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	277 074	.....	.....	277 074
Total de l'organisme	2 925 920	.....	.....	2 925 920
Total du portefeuille.....	307 811 103	.....	9 834 482	317 645 585

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour la création et le fonctionnement de la Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney (6 895 392 \$) et pour fournir des services juridiques en vertu de la <i>Politique sur les services juridiques et l'indemnisation</i> (1 250 000 \$)	8 145
Fonds pour poursuivre les activités de la Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India	868
Financement du Programme d'échange Canada-Australie.....	542
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	500
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontale</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	41
Fonds pour poursuivre les activités de l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin	34
Montant brut des crédits à adopter	10 130
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	297
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 833

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 296 751 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
La Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney – Fonds destinés aux parties et aux intervenants	25 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 31 502 506 064 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 13 129 800 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 840 812 \$ du crédit 85 (Industrie) et de 333 000 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	13 460 215 558	(9 897 760)	1 042 838 079	14 493 155 877
5a	Dépenses en capital.....	4 272 889 746	(2 441 929)	290 202 156	4 560 649 973
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 69 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	223 498 107	69 000	8 931 000	232 498 107
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	303 663 729	.....	.....	303 663 729
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	971 633 593	.....	.....	971 633 593

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	6 079 000	.....	.....	6 079 000
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., 1970, ch. D-3).....	1 318 900	.....	.....	1 318 900
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	83 700	.....	.....	83 700
Total du Ministère.....	19 239 460 755	(12 270 689)	1 341 971 235	20 569 161 301
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	5 897 063	.....	.....	5 897 063
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	561 181	.....	.....	561 181
Total de l'organisme	6 458 244	.....	.....	6 458 244
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20 Dépenses du Programme.....	5 664 950	.....	.....	5 664 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	308 330	.....	.....	308 330
Total de l'organisme	5 973 280	.....	.....	5 973 280
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
25a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 606 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>	1 364 519	606 000	1	1 970 520
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 506	.....	.....	129 506
Total de l'organisme	1 494 025	606 000	1	2 100 026
Total du portefeuille.....	19 253 386 304	(11 664 689)	1 341 971 236	20 583 692 851

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la prolongation de la mission en Afghanistan, afin de garantir la sécurité et l'efficacité opérationnelle des troupes canadiennes, pour la mise en place de l'infrastructure de base visant à appuyer les améliorations apportées aux opérations de l'air, et aussi pour couvrir les dépenses restantes liées à la fin de la mission.....	822 000	.....	.....	822 000
Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	197 320	7 700	.....	205 020
Fonds avancés pour des grands projets d'immobilisations.....	.....	141 707	.....	141 707
Fonds pour l'acquisition de camions de taille moyenne pour le transport des troupes et du ravitaillement.....	.....	140 796	.....	140 796
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	23 403	.....	.....	23 403
Fonds pour appuyer le Programme de contributions visant la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario.....	.....	.....	8 931	8 931
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	568	.....	.....	568
Montant brut des crédits à adopter	1 043 291	290 203	8 931	1 342 425
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	454	.....	.....	454
Total des crédits à adopter	1 042 837	290 203	8 931	1 341 971
Transferts				
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	771	.....	.....	771
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (175 \$) et du Conseil de recherches en sciences humaines (70 \$) – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	245	.....	.....	245
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au programme d'appui aux professeurs universitaires.....	80	.....	.....	80
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles du Collège militaire royal du Canada.....	78	.....	.....	78
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des subventions accordées aux bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada.....	(69)	.....	69	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel dans les missions à l'étranger.....	(200)	.....	.....	(200)
Transfert à la Commission de la capitale nationale – Pour la construction et l'entretien d'un monument naval commémoratif à Ottawa.....	(380)	.....	.....	(380)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées.....	(560)	.....	.....	(560)
Transfert au Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Pour appuyer les activités entièrement indépendantes du Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	(606)	.....	.....	(606)
Transfert à Pêches et Océans (604 \$) et à Environnement (323 \$) – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	.....	(927)	.....	(927)

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada (865 \$), à Santé (310 \$), au Ressources naturelles (123 \$) et à la Commission canadienne de sûreté nucléaire (110 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire ....	.....	(1 408)	.....	(1 408)
Transfert à Transports (4 490 \$), à la Gendarmerie royale du Canada (2 288 \$), à Pêches et Océans (1 426 \$) et à l'Agence des services frontaliers du Canada (1 160 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement des Centres d'opérations de la sécurité maritime	(9 257)	(108)	.....	(9 365)
Total des transferts	(9 898)	(2 443)	69	(12 272)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 032 939	287 760	9 000	1 329 699

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 453 530 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de subventions globales pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :		
Ligue navale du Canada	23 000	.....
Ligue des cadets de l'Armée du Canada	23 000	.....
Ligue des cadets de l'Air du Canada	23 000	.....
Montant total des subventions	69 000	.....
Contributions		
Programme de contributions à l'appui de la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario	8 931 000	.....
Montant total des contributions	8 931 000	.....
Total des paiements de transfert	9 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 25
Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer les activités entièrement indépendantes du Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	606

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	42 718 677	.....	10 217 938	52 936 615
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	195 245 102	.....	710 000	195 955 102
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 801 179	.....	.....	4 801 179
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	146 937 000	146 937 000
Total du portefeuille.....	242 764 958	.....	157 864 938	400 629 896

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	5 229	.....	5 229
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (réseau Entreprises Canada) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	2 842	.....	2 842
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à large échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>)	2 082	.....	2 082
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	40	710	750
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	38	.....	38
Montant brut des crédits à adopter	<u>10 231</u>	<u>710</u>	<u>10 941</u>
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	13	.....	13
Total des crédits à adopter	<u>10 218</u>	<u>710</u>	<u>10 928</u>
Crédits législatifs			
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)			146 937
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>10 218</u>	<u>710</u>	<u>157 865</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 13 249 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	710 000	.....
(L) Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	146 937 000
Total des paiements de transfert	<u>710 000</u>	<u>146 937 000</u>

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; et			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 322 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 240 380 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 2 938 730 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	736 286 962	3 501 610	9 116 800	748 905 372

Nota : Le décret P.C. 2008-1730 prévoit les transferts de a) certaines attributions prévues à la *Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie* au ministre de l'Environnement et de b) la responsabilité du Bureau du projet gazier Mackenzie au ministre de l'Environnement, en vigueur le 30 octobre 2008.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
5a Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010 et pour prévoir un montant supplémentaire de	44 473 240	60 000	2 050 000	46 583 240
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....	129 845 275	.....	1 060 000	130 905 275
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 899 061	.....	.....	81 899 061
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
Total du Ministère.....	992 582 960	3 561 610	12 226 800	1 008 371 370
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15a Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	29 199 328	.....	122 211	29 321 539
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 849 936	.....	.....	2 849 936
Total de l'organisme	32 049 264	.....	122 211	32 171 475
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	4 732 050	.....	.....	4 732 050
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	401 548	.....	.....	401 548
Total de l'organisme	5 133 598	.....	.....	5 133 598

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence Parcs Canada				
25a Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) et de 511 530 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	477 152 422	35 511 530	78 932 003	591 595 955
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	42 653 777	.....	.....	42 653 777
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total de l'organisme	631 306 199	35 511 530	78 932 003	745 749 732
Total du portefeuille.....	1 661 072 021	39 073 140	91 281 014	1 791 426 175

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)..	5 670	.....	10	5 680
Fonds pour appuyer les mesures canadiennes de réglementation de la teneur en carburants renouvelables dans l'essence, le diesel et le mazout domestique (<i>poste horizontal</i>).....	2 996	50	50	3 096
Fonds d'investissement en capital pour le maintien du cycle de vie et la mise en application de la loi.....	.....	1 560	.....	1 560
Fonds d'appui aux réserves de la biosphère au Canada et à l'association canadienne des réserves de la biosphère.....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	555	.....	.....	555
Fonds pour des projets essentiels du Service météorologique du Canada .....	.....	440	.....	440
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	354	.....	.....	354
Montant brut des crédits à adopter	9 575	2 050	1 060	12 685
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	458	.....	.....	458
Total des crédits à adopter	9 117	2 050	1 060	12 227
Transferts				
Transfert de Transports – Pour l'élaboration et le mise en œuvre de réglementations sur les émissions de dioxyde de carbone provenant des véhicules à moteur, en vertu de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999</i>	2 939	.....	.....	2 939
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	323	.....	.....	323
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien - Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	240	60	.....	300
Total des transferts	3 502	60	.....	3 562
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 619	2 110	1 060	15 789

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 457 675 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	1 000 000	.....
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	60 000	.....
Total des paiements de transfert	1 060 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 15

Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>)	122
---	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour l'amélioration des lieux historiques nationaux et des installations pour visiteurs (<i>budget fédéral de 2009</i>)..	59 587
Fonds pour les coûts liés à l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique (<i>budget fédéral de 2009</i>)	13 400
Fonds pour l'achèvement de l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff jusqu'à la frontière de la Colombie-Britannique afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique (<i>budget fédéral de 2009</i>)	4 500
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	583
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	527
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>)	330
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>)	221
Fonds pour l'appui aux conséquences de l'inflation sur plusieurs accords autochtones, y compris les accords définitifs avec les Tlíchos, les Inuvialuit, le Nuvavut et les Premières nations du Yukon	18
Montant brut des crédits à adopter	79 166
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	234
Total des crédits à adopter	78 932
Transferts	
Transfert de Transports – Pour les coûts liés à l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique, en vertu du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers ..	35 000
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	512
Total des transferts	35 512
Présent budget supplémentaire des dépenses	114 444

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 233 690 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Contributions</u>		
Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux du Canada	4 000 000	. . . . .

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 206 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 60 800 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	93 602 567	267 500	15 870 431	109 740 498
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	331 886 000	.....	30 320 000	362 206 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 549 045	.....	.....	11 549 045
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	31 868 000 000	.....	(2 368 000 000)	29 500 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	23 987 062 000	.....	.....	23 987 062 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	16 086 136 000	.....	(1 901 136 000)	14 185 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	10 860 781 000	.....	.....	10 860 781 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 497 926 000	.....	.....	2 497 926 000
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement (L.R. 1985, ch B-7).....	384 280 000	.....	.....	384 280 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....	150 000 000	.....	.....	150 000 000
(L)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	123 000 000	.....	66 000 000	189 000 000
(L)	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(688 935 000)	.....	66 566 000	(622 369 000)

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 124 006 000)	.....	299 844 000	(2 824 162 000)
(L) Paiement à l'Ontario pour le Transfert canadien en matière de santé (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .	.....	.....	489 058 000	489 058 000
(L) Paiement de rajustement provisoire à la Nouvelle-Écosse (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	.....	.....	74 188 000	74 188 000
Total des dépenses budgétaires.....	82 863 360 034	267 500	(3 227 289 569)	79 636 337 965
L10 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	.....	.....	1
L12a Conformément à l'article 8 de la <i>Loi sur les accords de Woods et des accords connexes</i> , montant de l'aide financière accordée, sous forme de paiements directs, par le ministre des Finances à la Société financière internationale (SFI) pour une participation au Global Trade Liquidity Program, un programme de financement des échanges commerciaux, ne devant pas dépasser, pour la période du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2011, 200 000 000 \$US, montant qui a été évalué en dollars canadiens à 247 840 000 \$, le 27 mars 2009.....	.....	.....	247 840 000	247 840 000
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (L.C. 1991, ch. 12).....	1 749 000	.....	.....	1 749 000
Total des dépenses non budgétaires.....	1 749 001	.....	247 840 000	249 589 001
Total du Ministère.....	82 865 109 035	267 500	(2 979 449 569)	79 885 926 966
Vérificateur général				
15a Dépenses du Programme <u>et, en vertu du</u> paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (en les portant en réduction des dépenses engagées pendant l'exercice....</i>	72 631 942	.....	1	72 631 943
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	9 542 770	.....	.....	9 542 770
Total de l'organisme.....	82 174 712	.....	1	82 174 713
Tribunal canadien du commerce extérieur				
20 Dépenses du Programme.....	8 378 587	.....	.....	8 378 587
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 151 170	.....	.....	1 151 170
Total de l'organisme.....	9 529 757	.....	.....	9 529 757

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
25a	Dépenses du Programme.....	43 736 846	.....	2 021 391	45 758 237
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 219 203	.....	.....	4 219 203
	Total de l'organisme	47 956 049	.....	2 021 391	49 977 440
Bureau du surintendant des institutions financières					
30	Dépenses du Programme.....	872 555	.....	.....	872 555
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> (L.R., 1985, ch. 18 [3 ^e suppl.])	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme	872 556	.....	.....	872 556
PPP Canada Inc.					
35	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	10 100 000	.....	.....	10 100 000
40a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	72 800 000	.....	92 600 000	165 400 000
	Total de l'organisme	82 900 000	.....	92 600 000	175 500 000
	Total du portefeuille.....	83 088 542 109	267 500	(2 884 828 177)	80 203 981 432

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit L12	Total
Fonds pour la participation du Canada au Global Trade Liquidity Program, un programme de financement des échanges commerciaux.....	.....	.....	247 840	247 840
Fonds à des entités ou des organismes canadiens établis en vertu d'une loi du Parlement au titre de la réduction de la dette de pays débiteurs.....	.....	30 320	.....	30 320
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontale).....	7 000	.....	.....	7 000
Fonds à l'appui des nouvelles responsabilités du ministre des Finances au titre de la réglementation des valeurs mobilières et d'un organisme canadien de réglementation des valeurs mobilières.....	3 878	.....	.....	3 878
Fonds pour appuyer l'examen des actifs du gouvernement.....	3 000	.....	.....	3 000
Fonds pour le Groupe de travail sur les connaissances financières (budget fédéral de 2009).....	1 803	.....	.....	1 803
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (poste horizontale).....	266	.....	.....	266
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (poste horizontale).....	140	.....	.....	140
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (poste horizontale) (budget fédéral de 2009).....	24	.....	.....	24
Montant brut des crédits à adopter	16 111	30 320	247 840	294 271
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	241	.....	.....	241
Total des crédits à adopter	15 870	30 320	247 840	294 030
Crédits législatifs				
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux.....				(905 480)
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison d'une importante révision à la baisse des taux d'intérêt prévus et d'un taux d'inflation plus bas que prévu.....				(2 368 000)
Total des crédits législatifs				(3 273 480)
Total des rajustements des crédits				(2 979 450)
Transferts				
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	268	.....	.....	268
Présent budget supplémentaire des dépenses	16 138	30 320	247 840	(2 979 182)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 240 570 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs	30 320 000	.....
Montant total des subventions	30 320 000	.....
Autres paiements de transfert		
(L) Paiement à l'Ontario pour le Transfert canadien en matière de santé (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	.....	489 058 000
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (<i>Partie VI – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	299 844 000
(L) Paiement de rajustement provisoire à la Nouvelle-Écosse (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	74 188 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	66 566 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>) .....	.....	66 000 000
(L) Péréquation fiscale (<i>Partie I – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	(1 901 136 000)
Montant total des autres paiements de transfert	.....	(905 480 000)
Total des paiements de transfert	30 320 000	(905 480 000)

FINANCES

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour accroître les activités de conformité et pour la production d'information stratégique aux fins des activités du renseignement canadien et d'application de la loi.....	2 026
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 021

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 4 609 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PPP Canada Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

PPP Canada Inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour effectuer des investissements dans les infrastructures grâce à des partenariats public-privé.....	92 600

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	320 060 817	(1 982 100)	47 015 534	365 094 251
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 767 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	9 373 000	1 767 100	3 794 800	14 934 900
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	636 994 609	(100 000)	85 724 445	722 619 054
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	49 373 558	.....	.....	49 373 558
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Subvention à Genome Canada	88 800 000	.....	.....	88 800 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	83 915 000	.....	14 935 000	98 850 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet5)	29 000 000	.....	.....	29 000 000
(L)	Subvention à l'Institut Perimeter	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	1 650 000	.....	.....	1 650 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(1 202 512)	.....	.....	(1 202 512)
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	165 592 868	165 592 868
(L)	Amélioration des infrastructures des universités et des collèges .....	.....	.....	500 000 000	500 000 000
	Total des dépenses budgétaires.....	1 228 042 894	(315 000)	817 062 647	2 044 790 541
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
	Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
	Total du Ministère.....	1 228 842 894	(315 000)	817 062 647	2 045 590 541

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence spatiale canadienne					
25	Dépenses de fonctionnement	208 038 769	.....	.....	208 038 769
30	Dépenses en capital.....	90 082 000	.....	.....	90 082 000
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	47 063 000	.....	.....	47 063 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 903 821	.....	.....	9 903 821
	Total de l'organisme	355 087 590	.....	.....	355 087 590
Commission canadienne du tourisme					
40	Dépenses du Programme.....	83 526 219	.....	.....	83 526 219
	Total de l'organisme	83 526 219	.....	.....	83 526 219
Commission du droit d'auteur					
45a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 215 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 215 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>	2 339 604	430 000	1	2 769 605
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 683	.....	.....	284 683
	Total de l'organisme	2 624 287	430 000	1	3 054 288
Conseil national de recherches du Canada					
50a	Dépenses de fonctionnement	397 574 485	(11 215 750)	201 918	386 560 653
55a	Dépenses en capital.....	42 224 000	.....	1 663 200	43 887 200
60a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 215 750 \$ du crédit 50 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	216 605 000	8 215 750	24 000 000	248 820 750
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 732 561	.....	.....	45 732 561
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R., 1985, ch. N-15)	79 023 000	.....	.....	79 023 000
	Total de l'organisme	781 159 046	(3 000 000)	25 865 118	804 024 164
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
65a	Dépenses de fonctionnement	41 394 069	.....	682 837	42 076 906
70a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 50 (Industrie) et de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	922 904 750	3 667 000	59 731 875	986 303 625
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 104 154	.....	.....	4 104 154
	Total de l'organisme	968 402 973	3 667 000	60 414 712	1 032 484 685
Greffe du Tribunal de la concurrence					
75	Dépenses du Programme.....	1 860 519	.....	.....	1 860 519
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	151 048	.....	.....	151 048
	Total de l'organisme	2 011 567	.....	.....	2 011 567

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de recherches en sciences humaines					
80a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	23 016 294	10 000	841 466	23 867 760
85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 347 684 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	627 202 000	(493 128)	30 959 000	657 667 872
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 393 141	.....	.....	2 393 141
	Total de l'organisme	652 611 435	(483 128)	31 800 466	683 928 773
Conseil canadien des normes					
90	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	.....	7 129 000
	Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Statistique Canada					
95a	Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	391 909 486	.....	2 373 746	394 283 232
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 481 221	.....	.....	62 481 221
	Total de l'organisme	454 390 707	.....	2 373 746	456 764 453
	Total du portefeuille.....	4 535 785 718	298 872	937 516 690	5 473 601 280

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques en innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense .....	.....	.....	32 942	32 942
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	21 300	.....	.....	21 300
Fonds pour soutenir le Programme de manifestations touristique de renom favorisant le tourisme (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	1 963	.....	17 600	19 563
Fonds pour verser une subvention à l'université de Waterloo pour l'Institute for Quantum Computing afin de soutenir la construction et l'établissement d'une nouvelle installation de recherche de calibre mondial (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	.....	16 500	16 500
Fonds pour promouvoir le développement socioéconomique dans les régions rurales de l'Est de l'Ontario afin de favoriser une économie régionale concurrentielle et diversifiée (Programme de développement de l'Est de l'Ontario) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	321	.....	9 600	9 921
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	6 979	.....	.....	6 979
Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	3 571	3 165	.....	6 736
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (réseau Entreprises Canada) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	5 863	.....	.....	5 863
Fonds afin d'offrir aux jeunes Canadiens des stages de courte durée en matière de remise à neuf d'ordinateurs excédentaires destinés à des écoles publiques, des bibliothèques et des organismes sans but lucratif.....	329	.....	3 200	3 529
Fonds pour fournir un appui financier aux petites et moyennes entreprises (PME) innovatrices canadiennes pour l'embauche de diplômés postsecondaires qui travailleront à des projets en technologie de l'information (Programme de stages dans les petites entreprises)	505	.....	2 900	3 405
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à large échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>).....	3 168	.....	.....	3 168
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	513	.....	2 200	2 713
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	2 626	.....	.....	2 626
Fonds pour faciliter la création du Centre Ivey pour l'innovation et le leadership en santé (Centre Ivey) qui sera une ressource canadienne de pointe en matière d'analyse et de commercialisation de nouvelles technologies et de procédés novateurs destinés au système de soins de santé canadien .....	.....	.....	782	782
Fonds consacrés à la modernisation de l'édifice C.D. Howe .....	.....	630	.....	630
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	210	.....	.....	210
Montant brut des crédits à adopter	47 348	3 795	85 724	136 867
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	331	.....	.....	331
Total des crédits à adopter	47 017	3 795	85 724	136 536

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs

Fonds pour l'accélération des travaux de réparation et d'entretien dans les établissements d'enseignement postsecondaire (Programme d'infrastructure du savoir) (<i>budget fédéral de 2009</i>)..	500 000
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	165 593
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	14 935
Total des crédits législatifs	680 528
Total des rajustements des crédits	817 064

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisations	(1 767)	1 767	.....	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	(100)	(100)
Transfert à la Commission du droit d'auteur – Pour soutenir les besoins de fonctionnement découlant du projet de loi C-32 qui modifie la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>	(215)	.....	.....	(215)
Total des transferts	(1 982)	1 767	(100)	(315)
Présent budget supplémentaire des dépenses	45 035	5 562	85 624	816 749

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 331 435 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subvention à l'université Waterloo pour l'Institute for Quantum Computing	16 500 000	.....
Montant total brut des subventions	16 500 000	.....
Contributions		
(L) Contributions en vertu du Programme d'infrastructure du savoir (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	500 000 000
(L) Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	148 967 868
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	32 942 328	.....
Contributions en vertu du Programme des manifestations touristiques de renom	17 600 000	.....
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....	.....	14 935 000
(L) Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux entreprises (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	11 875 000
Contributions en vertu du Programme de développement de l'Est de l'Ontario	9 600 000	.....
(L) Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux organismes (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>) .....	.....	4 750 000
Contributions dans le cadre du Programme des ordinateurs pour les écoles	3 200 242	.....
Contributions en vertu du Programme de stages dans les petites entreprises	2 900 000	.....
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	2 200 000	.....
Contribution à l'Université Western Ontario pour l'innovation et le leadership en santé	781 875	.....
Montant total brut des contributions	69 224 445	680 527 868
Montant total brut des paiements de transfert	85 724 445	680 527 868
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	100 000	.....
Montant net des paiements de transfert	85 624 445	680 527 868

Commission du droit d'auteur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission du droit d'auteur demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 45
Transfert d'Industrie (215 \$) et de Patrimoine canadien (215 \$) – Pour soutenir les besoins de fonctionnement découlant du projet de loi C-32 qui modifie la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>	430

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Fonds au Programme d'aide à la recherche industrielle afin que les initiatives destinées aux petites et moyennes entreprises puissent être accrues (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	.....	24 000	24 000
Fonds pour des projets d'immobilisation, tels que la mise à niveau du système à commande numérique, le télescope James Clerk Maxwell, le remplacement du refroidisseur de l'édifice M-55 et les travaux de réaménagement à l'usine pilote du secteur Environnement de l'Institut de recherche en biotechnologie.....	.....	1 663	.....	1 663
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	236	.....	.....	236
Montant brut des crédits à adopter	236	1 663	24 000	25 899
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	34	.....	.....	34
Total des crédits à adopter	202	1 663	24 000	25 865
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des fonds consacrés aux programmes des télescopes internationaux.....	(7 927)	.....	7 927	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des fonds destinés au Programme de supplément de bourses d'études supérieures, une composante du Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada	(289)	.....	289	.....
Transfert à Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer le Centre canadien de rayonnement synchrotron.....	(3 000)	.....	.....	(3 000)
Total des transferts	(11 216)	.....	8 216	(3 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(11 014)	1 663	32 216	22 865

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 33 597 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada.....	288 750	.....
Montant total des subventions	288 750	.....
Contributions		
Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux entreprises.....	24 000 000	.....
Contributions aux programmes internationaux de télescope.....	7 927 000	.....
Montant total des contributions	31 927 000	.....
Total des paiements de transfert	32 215 750	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds pour appuyer la réalisation de travaux de recherche concertée qui contribuent directement à combler les besoins en matière de savoir et d'innovation des secteurs canadiens de l'automobile, de la fabrication, de la foresterie et de la pêche et pour appuyer les opérations du Centre canadien de rayonnement synchrotron, un centre de recherche situé à l'Université de la Saskatchewan.....	661	33 200	33 861
Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	26 532	26 532
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	22	.....	22
Total des crédits à adopter	683	59 732	60 415
Transferts			
Transfert du Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer le Centre canadien de rayonnement synchrotron.....	.....	3 000	3 000
Transfert de Ressources naturelles – Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique.....	.....	1 000	1 000
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles du Collège militaire royal du Canada .....	.....	(78)	(78)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au Programme d'appui aux professeurs universitaires .....	.....	(80)	(80)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(175)	(175)
Total des transferts	.....	3 667	3 667
Présent budget supplémentaire des dépenses	683	63 399	64 082

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses.....	37 200 000	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	19 117 125	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	7 414 750	.....
Montant total brut des paiements de transfert	63 731 875	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>333 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	63 398 875	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80	Crédit 85	Total
Fonds pour appuyer le Programme des coûts indirects de la recherche .....	.....	15 000	15 000
Fonds pour appuyer la recherche contribuant à accroître la compréhension des effets de l'environnement sur la vie des Canadiens et des besoins en matière de développement social et économique des collectivités du Nord	845	11 050	11 895
Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	4 909	4 909
Montant brut des crédits à adopter	845	30 959	31 804
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3	.....	3
Total des crédits à adopter	842	30 959	31 801
Transferts			
Transfert du Patrimoine canadien – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	10	348	358
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada .....	.....	(70)	(70)
Transfert à la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada .....	.....	(771)	(771)
Total des transferts	10	(493)	(483)
Présent budget supplémentaire des dépenses	852	30 466	31 318

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 80 : Des fonds autorisés totalisant 3 275 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Coûts indirects de la recherche	15 000 000	.....
Subventions et bourses	11 397 684	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	3 926 000	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	983 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	31 306 684	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>840 812</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	30 465 872	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 95</u>
Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	2 265
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	172
Montant brut des crédits à adopter	<u>2 437</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	64
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>2 373</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 63 910 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	257 388 411	.....	14 622 680	272 011 091
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	370 558 280	.....	20 584 000	391 142 280
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 403 885	.....	.....	61 403 885
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère.....	689 428 998	.....	35 206 680	724 635 678
Commission canadienne des droits de la personne					
10a	Dépenses du Programme.....	18 478 251	.....	744 472	19 222 723
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 172 983	.....	.....	2 172 983
	Total de l'organisme	20 651 234	.....	744 472	21 395 706
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme.....	4 026 817	.....	.....	4 026 817
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	378 899	.....	.....	378 899
	Total de l'organisme	4 405 716	.....	.....	4 405 716

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissaire à la magistrature fédérale					
20a	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du , non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	7 503 659	.....	295 869	7 799 528
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 594 000	.....	.....	1 594 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	785 002	.....	.....	785 002
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	414 853 000	.....	.....	414 853 000
	Total de l'organisme	424 735 661	.....	295 869	425 031 530
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30	Dépenses du Programme.....	54 952 663	.....	.....	54 952 663
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 121 487	.....	.....	6 121 487
	Total de l'organisme	61 074 150	.....	.....	61 074 150
Bureau du directeur des poursuites pénales					
35a	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	141 172 875	.....	5 133 780	146 306 655
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 794 738	.....	.....	14 794 738
	Total de l'organisme	155 967 613	.....	5 133 780	161 101 393

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40a	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	7 540 131	.....	2 362 650	9 902 781
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	20 101 414	.....	.....	20 101 414
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 187 195	.....	.....	3 187 195
	Total de l'organisme	30 828 740	.....	2 362 650	33 191 390
Cour suprême du Canada					
50a	Dépenses du Programme.....	21 037 511	.....	12 938	21 050 449
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 179 996	.....	.....	2 179 996
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., (1985), ch. J-1)	5 388 000	.....	.....	5 388 000
	Total de l'organisme	28 605 507	.....	12 938	28 618 445
	Total du portefeuille.....	1 415 697 619	.....	43 756 389	1 459 454 008

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'initiative de soutien à la famille pendant la séparation ou le divorce.....	7 170	16 000	23 170
Renouvellement du Fonds pour la gestion stratégique et la défense de contentieux touchant des Métis et des Indiens non inscrits.....	3 487	.....	3 487
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	844	2 334	3 178
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	2 655	.....	2 655
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	277	2 250	2 527
Fonds pour favoriser la sensibilisation à l'égard des lois relatives aux droits de la personne ainsi que pour la prévention, le règlement de différends et les litiges potentiels pouvant découler de l'abrogation de l'article 67 de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> (<i>poste horizontal</i>)	272	.....	272
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	55	.....	55
Montant brut des crédits à adopter	14 760	20 584	35 344
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	136	.....	136
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 624	20 584	35 208

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 135 516 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'appui du Fonds de soutien à la famille	50 000	.....
Total des subventions	50 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui du Fonds de soutien à la famille	15 950 000	.....
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.....	2 334 000	.....
Fonds de réserve des équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	2 250 000	.....
Total des contributions	20 534 000	.....
Total des paiements de transfert	20 584 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Commission canadienne des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour favoriser la sensibilisation à l'égard des lois relatives aux droits de la personne ainsi que pour la prévention, le règlement de différends et les litiges potentiels pouvant découler de l'abrogation de l'article 67 de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne (poste horizontal)</i>	733
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	15
Montant brut des crédits à adopter	748
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3
Présent budget supplémentaire des dépenses	745

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 3 429 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour la mise en œuvre des changements entrepris comme suite au rapport de la Commission d'examen de la rémunération des juges	296

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	5 134

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour éliminer l'arriéré des enquêtes sur les plaintes, augmenter les capacités sur le plan des services juridiques et internes et mettre en œuvre une stratégie d'investissement dans l'infrastructure technologique.....	2 363

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Cour suprême du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	14
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1
Présent budget supplémentaire des dépenses	13

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 1 310 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	265 653 965	(14 840 526)	17 422 330	268 235 769
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	959 770 105	(25 271 646)	193 209 475	1 127 707 934
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 928 661	.....	.....	26 928 661
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R., 1985, ch. L-8)	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	.....	.....	182 000
	Total du Ministère.....	1 254 446 153	(40 112 172)	210 631 805	1 424 965 786
Conseil des Arts du Canada					
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>	180 786 219	750 000	1	181 536 220
	Total de l'organisme	180 786 219	750 000	1	181 536 220
Société Radio-Canada					
15	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	956 977 973	.....	.....	956 977 973
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	91 630 000	.....	.....	91 630 000
	Total de l'organisme	1 052 607 973	.....	.....	1 052 607 973

Nota : En vertu du décret C.P. 2008-1732, la responsabilité à l'égard des secteurs de Patrimoine canadien chargés du multiculturalisme a été transférée à Citoyenneté et Immigration.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée canadien des droits de la personne				
30 Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Musée canadien des civilisations				
35a Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	62 266 219	.....	170 000	62 436 219
Total de l'organisme	62 266 219	.....	170 000	62 436 219
Musée canadien de la nature				
40 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	32 385 127	.....	.....	32 385 127
Total de l'organisme	32 385 127	.....	.....	32 385 127
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45a Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	.....	1 156 435	1 156 436
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 352 375	.....	.....	5 352 375
Total de l'organisme	5 352 376	.....	1 156 435	6 508 811
Bibliothèque et Archives du Canada				
50a Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 850 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	110 215 852	850 000	20 798	111 086 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 166 816	.....	.....	11 166 816
Total de l'organisme	121 382 668	850 000	20 798	122 253 466

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société du Centre national des Arts				
55 Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	35 175 479	.....	.....	35 175 479
Total de l'organisme	35 175 479	.....	.....	35 175 479
Commission des champs de bataille nationaux				
60 Dépenses du Programme.....	7 354 315	.....	.....	7 354 315
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	364 534	.....	.....	364 534
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
Total de l'organisme	9 318 849	.....	.....	9 318 849
Office national du film				
65 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	65 062 362	.....	.....	65 062 362
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	65 062 362	.....	.....	65 062 362
Musée des beaux-arts du Canada				
70 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	41 672 196	.....	.....	41 672 196
75 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme	49 672 196	.....	.....	49 672 196
Musée national des sciences et de la technologie				
75 Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	34 604 127	.....	.....	34 604 127
Total de l'organisme	34 604 127	.....	.....	34 604 127
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
85 Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	8 585 109	.....	.....	8 585 109
90a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	19 950 000	.....	1 000 000	20 950 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 113 315	.....	.....	1 113 315
Total de l'organisme	29 648 424	.....	1 000 000	30 648 424

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission de la fonction publique				
95a Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de ..	79 814 447	.....	5 905 030	85 719 477
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 952 164	.....	.....	11 952 164
Total de l'organisme	91 766 611	.....	5 905 030	97 671 641
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
100a Dépenses du Programme.....	6 070 766	.....	6 096 827	12 167 593
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	750 680	.....	.....	750 680
Total de l'organisme	6 821 446	.....	6 096 827	12 918 273
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105a Dépenses du Programme.....	1 567 365	.....	3 282 707	4 850 072
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 452	.....	.....	11 452
Total de l'organisme	1 578 817	.....	3 282 707	4 861 524
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
110 Dépenses du Programme.....	1 644 000	.....	.....	1 644 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183 600	.....	.....	183 600
Total de l'organisme	1 827 600	.....	.....	1 827 600
Téléfilm Canada				
115 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	104 662 127	.....	.....	104 662 127
Total de l'organisme	104 662 127	.....	.....	104 662 127
Total du portefeuille.....	3 140 864 773	(38 512 172)	228 263 603	3 330 616 204

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds visant à appuyer la production des types d'émissions suivants : drames, émissions pour enfants et adolescents, documentaires et émissions de variétés et émissions liées aux arts de la scène (Fonds canadien de télévision) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	450	99 550	100 000
Fonds pour soutenir l'infrastructure culturelle canadienne (Espaces culturels Canada) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	971	28 827	29 798
Fonds permettant de mettre en œuvre l'initiative du relais de la flamme olympique pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler.....	4 384	19 750	24 134
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	1 675	18 244	19 919
Fonds afin d'aider à assumer les coûts de distribution postale de magazines et de journaux canadiens (Programme d'aide aux publications) (<i>budget fédéral de 2009</i>) .....	.....	15 000	15 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	10 000	.....	10 000
Fonds visant à assurer aux artistes canadiens les plus prometteurs un accès à la meilleure formation qui soit (Programme national de formation dans le secteur des arts) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	135	6 839	6 974
Fonds à TV5 pour réaffirmer le rôle d'influence du Canada au sein de la Francophonie et améliorer son profil international.....	.....	5 060	5 060
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	64	.....	64
Montant brut des crédits à adopter	17 679	193 270	210 949
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	257	60	317
Total des crédits à adopter	17 422	193 210	210 632
Transferts			
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones .....	.....	150	150
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les prix offerts dans le cadre du concours des Lauriers de la PME (petites et moyennes entreprises).....	(30)	.....	(30)
Transfert à la Commission du droit d'auteur – Pour soutenir les besoins de fonctionnement découlant du projet de loi C-32 qui modifie la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>	(215)	.....	(215)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.....	(10)	(348)	(358)
Transfert à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour appuyer l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick .....	.....	(625)	(625)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour la mise en œuvre du nouveau Programme national de traduction pour l'édition du livre destiné à augmenter l'offre de livres canadiens dans les deux langues officielles.....	.....	(750)	(750)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour appuyer des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne).....	.....	(850)	(850)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour le transfert des responsabilités liées au programme du multiculturalisme.....	(14 586)	(22 849)	(37 435)
Total des transferts	(14 841)	(25 272)	(40 113)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 581	167 938	170 519

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 256 718 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 60 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	15 000 000	.....
Subventions pour soutenir le programme Célébration et commémoration.....	4 350 000	.....
Subvention à TV5 Monde	3 060 000	.....
Subvention à Espaces culturels Canada	1 000 000	.....
Montant total brut des subventions	23 410 000	.....
Contributions		
Contributions au Fonds canadien de télévision.....	99 550 000	.....
Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	27 827 075	.....
Contributions pour soutenir le programme Célébration et commémoration	15 400 000	.....
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	14 505 100	.....
Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	6 838 600	.....
Contributions à TV5.....	2 000 000	.....
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles.....	1 989 600	.....
Contributions au Fonds de la musique du Canada	999 100	.....
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	750 000	.....
Montant total brut des contributions	169 859 475	.....
Montant total brut des paiements de transfert	193 269 475	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>60 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>25 271 646</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	167 937 829	.....

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Transferts</u>	<u>Crédit 10</u>
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la mise en œuvre du nouveau Programme national de traduction pour l'édition du livre destiné à augmenter l'offre de livres canadiens dans les deux langues officielles	750

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>)	170

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds pour mener des enquêtes sur les plaintes et pour la mise en application de la Liste nationale de numéros de télécommunication exclus.....	1 144
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	12
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 156

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	42
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	21
Total des crédits à adopter	21
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)	850
Présent budget supplémentaire des dépenses	871

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 20 912 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	744 500	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit	Législatif
Financement pour le Fonds de partenariat pour les femmes afin d'établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales admissibles et des institutions publiques pour améliorer la situation économique, sociale et culturelle des femmes	1 000	.....

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	1 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> et pour satisfaire aux besoins essentiels en matières de systèmes et d'outils afin de gérer de façon efficace le volume élevé de demandes liées aux exigences quant à l'établissement d'une zone nationale de sélection pour les processus de nomination externes annoncés, conformément aux lignes directrices en matière de zone nationale de sélection de la Commission de la fonction publique	5 894
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	43
Montant brut des crédits à adopter	5 937
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	32
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 905

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 32 290 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des relations de travail dans la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 100
Fonds pour remplir le mandat élargi de la Commission des relations de travail dans la fonction publique en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i>	6 101
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	5
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 096

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 100 : Des fonds autorisés totalisant 4 583 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la dotation de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 105

Fonds pour remplir le mandat du Tribunal de la dotation de la fonction publique en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*

3 283

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 425 780 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de 603 679 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 37 173 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 167 688 671	1 911 382	52 221 849	1 221 821 902
5a Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	242 666 667	.....	131 096 100	373 762 767
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 695 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 155 250 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>	110 637 000	1 692 667	1	112 329 668
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 445 703	.....	.....	120 445 703
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
Total du portefeuille.....	1 641 516 463	3 604 049	183 317 950	1 828 438 462

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés de la Garde côtière canadienne pour l'acquisition de nouveaux navires à l'intention de la Garde côtière et des travaux de prolongation de la durée de vie et de modernisation des navires vieillissants (<i>budget fédéral de 2009</i>) .....	.....	90 000	.....	90 000
Fonds pour la Programme de réparation des infrastructure des ports pour petits bateaux (<i>budget fédéral de 2009</i>)	40 564	41 096	.....	81 660
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	4 879	.....	.....	4 879
Fonds destinés reliés au programme de dessaisissement des ports non-essentiels.....	4 750	.....	.....	4 750
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	1 714	.....	.....	1 714
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	278	.....	.....	278
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>).....	93	.....	.....	93
Montant brut des crédits à adopter	52 278	131 096	.....	183 374
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	56	.....	.....	56
Total des crédits à adopter	52 222	131 096	.....	183 318
Transferts				
Transfert de Transports – Pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse .....	.....	.....	1 695	1 695
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement des Centres des opérations de la sécurité maritime.....	1 426	.....	.....	1 426
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	604	.....	.....	604
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire).....	(123)	.....	123	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la Garde côtière auxiliaire canadienne.....	(32)	.....	32	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches par le perfectionnement, l'embauche et le déploiement d'agents des pêches autochtones (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques).....	37	.....	(37)	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	(120)	(120)
Total des transferts	1 912	.....	1 693	3 605
Présent budget supplémentaire des dépenses	54 134	131 096	1 693	186 923

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 56 406 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Contributions à l'appui du programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	1 695 000	.....
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	123 250	.....
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	32 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 850 250	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>157 583</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	1 692 667	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice;			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 108 400 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	586 926 564	108 400	108 589 492	695 624 456
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 835 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 712 460 358	835 000	320 612 200	2 033 907 558
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	221 273 059	.....	.....	221 273 059
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile			
	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile			
	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9).....			
	26 549 000 000	.....	.....	26 549 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9).....			
	8 091 000 000	.....	.....	8 091 000 000
(L)	Prestation universelle pour la garde d'enfants			
	2 544 000 000	.....	.....	2 544 000 000
(L)	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants			
	626 000 000	.....	.....	626 000 000
(L)	Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)			
	557 000 000	.....	.....	557 000 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..			
	511 475 000	.....	.....	511 475 000

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	300 872 000	.....	.....	300 872 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6).....	40 000 000	.....	.....	40 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	31 867 000	.....	.....	31 867 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, <u>les indemnités de départ</u> et <u>les indemnités de cessation d'emploi</u> qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité.....	31 200 000	.....	25 000 000	56 200 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	4 550 000	.....	.....	4 550 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	1 900 000	.....	.....	1 900 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	18 000	.....	.....	18 000
Total des dépenses budgétaires.....	41 856 178 825	943 400	454 201 692	42 311 323 917
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	595 969 000	.....	.....	595 969 000
Total des dépenses non budgétaires.....	595 969 000	.....	.....	595 969 000
Total du Ministère.....	42 452 147 825	943 400	454 201 692	42 907 292 917

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	11 121 909	.....	.....	11 121 909
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 464 704	.....	.....	1 464 704
Total de l'organisme	12 586 613	.....	.....	12 586 613
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15a Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 044 709 000	.....	212 900 000	2 257 609 000
(L) Rénovation et amélioration des logements sociaux .....	.....	.....	425 000 000	425 000 000
(L) Logements pour les aînés à faible revenu .....	.....	.....	200 000 000	200 000 000
(L) Logements dans le Nord .....	.....	.....	100 000 000	100 000 000
(L) Logements des Premières nations .....	.....	.....	62 500 000	62 500 000
(L) Logements pour les personnes handicapées .....	.....	.....	25 000 000	25 000 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 044 709 000	.....	1 025 400 000	3 070 109 000
(L) Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.....	.....	.....	50 000 000 000	50 000 000 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R. 1985, ch. N-11).....	(205 794 000)	.....	1 226 800 000	1 021 006 000
(L) Prêts à faible coût consentis aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés .....	.....	.....	1 000 000 000	1 000 000 000
(L) Prêts à faible coût consentis aux Premières nations admissibles pour de nouveaux projets de construction. ....	.....	.....	45 000 000	45 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	(205 794 000)	.....	52 271 800 000	52 066 006 000
Total de l'organisme	1 838 915 000	.....	53 297 200 000	55 136 115 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 840 084	.....	.....	1 840 084
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	168 144	.....	.....	168 144
Total de l'organisme	2 008 228	.....	.....	2 008 228
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	3 828 048	.....	.....	3 828 048
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 026 808	.....	.....	1 026 808
Total de l'organisme	4 854 856	.....	.....	4 854 856
Total du portefeuille.....	44 310 512 522	943 400	53 751 401 692	98 062 857 614

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la poursuite de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes de logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes (<i>poste horizontal</i>).....	22 217	106 300	128 517
Fonds pour compenser la diminution des coûts d'administration imputés au Compte d'assurance-emploi.....	59 722	.....	59 722
Fonds pour la poursuite de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, laquelle soutient les travailleurs âgés en chômage des communautés touchées par des réductions importantes d'effectif ou des fermetures, en offrant des programmes visant à les réintégrer au marché du travail (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	1 112	48 750	49 862
Fonds pour la Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti, qui élargit l'accès aux métiers spécialisés et incite les Canadiens à compléter leur formation (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	1 693	38 266	39 959
Fonds pour la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones afin de poursuivre l'exécution de programmes et la prestation de services relatifs au marché du travail et destinés aux membres des Premières nations, aux Métis et aux Inuits (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	2 500	22 500	25 000
Financement pour le Fonds d'investissement stratégique pour les compétences et la formation des Autochtones qui vise à aider les Autochtones canadiens à profiter d'une formation ciblée et de possibilités d'emploi (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	3 427	21 258	24 685
Paievements aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le marché du travail pour accroître la participation au marché du travail des membres des groupes sous-représentés et des travailleurs peu qualifiés.....	.....	22 153	22 153
Fonds consacré au programme Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones pour continuer à offrir un soutien au perfectionnement et à la formation aux Autochtones canadiens grâce à des partenariats avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les organisations autochtones et le secteur privé (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	909	20 000	20 909
Fonds pour assurer l'évaluation en temps opportun et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	2 493	14 725	17 218
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	1 579	12 000	13 579
Financement destiné au Fonds pour l'accessibilité pour permettre la construction et la rénovation de structures permanentes et de petits projets afin de les rendre pleinement accessibles à tous les canadiens ayant des capacités variées.....	.....	8 660	8 660
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	7 000	.....	7 000
Fonds accordés au programme Emplois d'été Canada pour permettre à davantage d'employeurs d'organisations à but non lucratif d'embaucher des étudiants pour l'été (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	137	6 000	6 137
Financement pour le Fonds de transition et de formation stratégique afin d'accorder des fonds supplémentaires aux provinces et aux territoires visant à répondre aux besoins des régions et à améliorer l'accès à la formation et d'autres mesures de sorte que les Canadiens bénéficient de la formation nécessaire pour être compétitifs (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	3 107	.....	3 107
Fonds pour la mise en œuvre des améliorations au Programme canadien de prêts aux étudiants, notamment la mise en œuvre du programme canadien de bourses aux étudiants et du Programme d'aide au remboursement, pour aider les Canadiens dans le financement de leurs études post-secondaires, afin qu'ils puissent entreprendre et terminer de telles études.....	1 882	.....	1 882
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	1 245	.....	1 245
Fonds pour l'élargissement du Programme de protection des salariés pour y inclure les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	890	.....	890
Montant brut des crédits à adopter	109 913	320 612	430 525

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds disponibles	Crédit 1	Crédit 5	Total
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 324	.....	1 324
Total des crédits à adopter	108 589	320 612	429 201
Crédits législatifs			
Fonds pour l'élargissement du Programme de protection des salariés pour y inclure les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi (<i>budget fédéral de 2009</i>).....			25 000
Total des rajustements des crédits			454 201
Transferts			
Transfert de Transports – Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.....	108	835	943
Présent budget supplémentaire des dépenses	108 697	321 447	455 144

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 323 988 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention d'achèvement de la formation d'apprenti	38 266 200	.....
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	900 000	.....
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires, les indemnités de vacances, les indemnités de départ et de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité .....	.....	25 000 000
Montant total des subventions	39 166 200	25 000 000
<u>Contributions</u>		
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	105 400 000	.....
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	69 758 000	.....
Contributions pour aider les travailleurs âgés sans emploi dans les collectivités ayant un taux de chômage élevé et/ou affectées par des compressions de personnel	48 750 000	.....
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	15 560 000	.....
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	12 000 000	.....
Contributions destinées au Fonds pour l'accessibilité pour financer la construction de projets d'immobilisations afin de les rendre accessibles à toutes les personnes ayant des capacités variées partout au Canada	8 660 000	.....
Montant total des contributions	260 128 000	.....
<u>Autres paiements de transfert</u>		
Paiements aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le marché du travail pour accroître la participation au marché du travail des membres des groupes sous-représentés et des travailleurs peu qualifiés	22 153 000	.....
Montant total des autres paiements de transfert	22 153 000	.....
Total des paiements de transfert	321 447 200	25 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Législatif	Total
Fonds visant à préserver et à améliorer la qualité des logements abordables destinés aux Canadiens à faible revenu, y compris les personnes âgées, les personnes handicapées, les victimes de violence familiale et les Autochtones en vertu du Programme d'aide à la réparation et à l'amélioration des habitations.....	86 900	.....	86 900
Fonds pour stimuler la construction résidentielle par l'élimination de l'arriéré des demandes de travaux de rénovation et d'amélioration de l'efficacité énergétique, dans le cadre de l'initiative Rénovation et amélioration des logements sociaux (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	75 000	.....	75 000
Fonds visant à accroître l'offre de logements abordables pour les ménages à faible revenu ou à revenu modeste dans le cadre de l'Initiative en matière de logement abordable.....	49 700	.....	49 700
Fonds pour stimuler la construction de nouveaux ensembles de logements et la remise en état du parc de logements existants dans les communautés des Premières nations, dans le cadre de l'initiative Logement des Premières nations (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	1 300	.....	1 300
Total des crédits à adopter	212 900	.....	212 900
Crédits législatifs			
Fonds pour stimuler la construction résidentielle par l'octroi de fonds supplémentaires pour des blocs de prêts hypothécaires assurés en vertu du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	50 000 000	50 000 000
Crédits en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>.....	.....	1 226 800	1 226 800
Fonds pour stimuler la construction résidentielle par le versement de prêts à faible coût aux municipalités pour l'exécution de travaux d'amélioration d'infrastructures liées au logement et aux communautés (<i>budget fédéral de 2009</i>)..	.....	1 000 000	1 000 000
Fonds pour stimuler la construction résidentielle par l'octroi de fonds supplémentaires visant à éliminer l'arriéré des demandes de travaux de rénovation et d'amélioration de l'efficacité énergétique, dans le cadre de l'initiative Rénovation et amélioration des logements sociaux (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	425 000	425 000
Fonds pour stimuler la construction résidentielle de nouveaux logements pour les aînés à faible revenu, dans le cadre de l'initiative Logements pour les aînés à faible revenu (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	200 000	200 000
Fonds pour stimuler la construction résidentielle de nouveaux logements et la remise en état du parc de logement existants dans les trois territoires, dans le cadre de l'initiative Logement dans le Nord (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	100 000	100 000
Fonds pour stimuler la construction de nouveaux ensembles de logements et la remise en état du parc de logements existants dans les communautés des Premières nations, dans le cadre de l'initiative Logement des Premières nations (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	62 500	62 500
Fonds pour stimuler la construction résidentielle de nouveaux ensembles de logements par le versement de prêts à faible coût aux Premières nations admissibles (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	45 000	45 000
Fonds pour stimuler la construction résidentielle de nouveaux logements pour les personnes handicapées, dans le cadre de l'initiative Logements pour les personnes handicapées (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	25 000	25 000
Total des crédits législatifs	.....	53 084 300	53 084 300
Présent budget supplémentaire des dépenses	212 900	53 084 300	53 297 200

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 123 250 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	700 338 176	123 250	31 741 042	732 202 468
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	505 353 000	(950 000)	156 768 000	661 171 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 186 112	.....	.....	53 186 112
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	2 045 889 000	.....	.....	2 045 889 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	351 477 000	.....	.....	351 477 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	20 000 000	.....	.....	20 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	7 200 000	.....	.....	7 200 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	1 383 000	.....	.....	1 383 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....	.....
	Total du Ministère	3 688 304 710	(826 750)	188 509 042	3 875 987 002
Énergie atomique du Canada limitée					
10	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	108 691 000	.....	.....	108 691 000
	Total de l'organisme	108 691 000	.....	.....	108 691 000

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
15a	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 110 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	40 670 328	110 000	4 111 959	44 892 287
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 463 706	.....	.....	4 463 706
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	97 597 176	.....	.....	97 597 176
	Total de l'organisme	142 731 210	110 000	4 111 959	146 953 169
Société de développement du Cap-Breton					
20	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	73 484 000	.....	.....	73 484 000
	Total de l'organisme	73 484 000	.....	.....	73 484 000
Office national de l'énergie					
25a	Dépenses du Programme.....	39 355 480	.....	9 590 691	48 946 171
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 024 941	.....	.....	5 024 941
	Total de l'organisme	44 380 421	.....	9 590 691	53 971 112
Administration du pipe-line du Nord					
30	Dépenses du Programme.....	244 000	.....	.....	244 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 230	.....	.....	20 230
	Total de l'organisme	264 230	.....	.....	264 230
	Total du portefeuille.....	4 057 855 571	(716 750)	202 211 692	4 259 350 513

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer le programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	10 723	106 500	117 223
Fonds pour appuyer l'initiative Investissement dans le secteur forestier canadien qui vise à accroître les possibilités du marché forestier et à promouvoir l'innovation et l'investissement dans ce secteur (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	8 437	45 093	53 530
Fonds pour appuyer la réinstallation et le renouvellement du Laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET.....	9 488	.....	9 488
Fonds pour appuyer l'Initiative pour un réseau de forêts modèles en Afrique, qui a pour objectif d'améliorer la conservation et la gestion durable des ressources forestières en Afrique francophone.....	820	4 150	4 970
Fonds pour retenir les services d'experts afin d'obtenir des conseils en ce qui concerne la revue d'Énergie atomique du Canada limitée.....	2 000	.....	2 000
Fonds pour appuyer les mesures canadiennes de réglementation de la teneur en carburants renouvelables dans l'essence, le diesel et le mazout domestique (<i>poste horizontal</i>).....	306	1 025	1 331
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	268	.....	268
Fonds afin de poursuivre les négociations d'ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale de Premières nations de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	210	.....	210
Montant brut des crédits à adopter	32 252	156 768	189 020
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	512	.....	512
Total des crédits à adopter	31 740	156 768	188 508
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	123	.....	123
Transfert de Transports – Pour appuyer le défi EcoCAR, une compétition d'une durée de trois ans destinée aux étudiants en génie qui a pour objectif de développer des technologies automobiles de pointe dans le but de minimiser l'impact environnemental des transports des particuliers et de dresser la voie à de futurs moyens de transport durables.....	.....	50	50
Transfert au Conseil de recherches en science naturelles et en génie – Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique.....	.....	(1 000)	(1 000)
Total des transferts	123	(950)	(827)
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 863	155 818	187 681

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 511 675 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations.....	106 500 000	.....
Montant total brut des subventions	106 500 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui de l'initiative Investissement dans le secteur forestier canadien.....	45 093 000	.....
Contributions à l'appui de l'Initiative pour un réseau de forêts modèles en Afrique	4 150 000	.....
Contributions à l'appui des mesures canadiennes de réglementation de la teneur en carburants renouvelables dans l'essence, le diesel et le mazout domestique	1 025 000	.....
Contributions à l'appui du défi EcoCAR, une compétition d'une durée de trois ans destinée aux étudiants en génie qui a pour objectif de développer des technologies automobiles de pointe dans le but de minimiser l'impact environnemental des transports des particuliers et de dresser la voie à de futurs moyens de transport durables.....	50 000	.....
Montant total brut des contributions	50 318 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	156 818 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	155 818 000	.....

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour des investissements prioritaires dans des locaux et l'infrastructure des systèmes afin d'appuyer la croissance de la Commission canadienne de sûreté nucléaire	4 115
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3
Total des crédits à adopter	4 112
Transferts	
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	110
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 222

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 3 041 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds destinés à la réglementation en vertu de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> pour le réseau de l'Alberta de TransCanada, pour officialiser le processus d'interaction entre les sociétés de pipelines et les propriétaires fonciers, et pour l'amélioration du programme de sensibilisation des collectivités autochtones.....	9 579
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	12
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 591

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 678 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 675 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 788 378 628	7 937 411	105 764 905	1 902 080 944
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 310 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	41 295 000	310 000	2 845 271	44 450 271
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 432 240 873	(511 649)	96 232 128	1 527 961 352
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	116 664 761	.....	.....	116 664 761
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère.....	3 378 657 684	7 735 762	204 842 304	3 591 235 750
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme.....	9 922 840	.....	.....	9 922 840
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	593 103	.....	.....	593 103
	Total de l'organisme	10 515 943	.....	.....	10 515 943
Instituts de recherche en santé du Canada					
20a	Dépenses de fonctionnement	43 240 330	.....	5 148 192	48 388 522
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 148 464 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	876 686 500	198 464	36 497 489	913 382 453
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 398 976	.....	.....	4 398 976
	Total de l'organisme	924 325 806	198 464	41 645 681	966 169 951

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
30	Dépenses du Programme.....	4 855 159	.....	.....	4 855 159
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	699 767	.....	.....	699 767
	Total de l'organisme	5 554 926	.....	.....	5 554 926
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
35	Dépenses du Programme.....	10 368 543	.....	.....	10 368 543
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	989 492	.....	.....	989 492
	Total de l'organisme	11 358 035	.....	.....	11 358 035
Agence de la santé publique du Canada					
40a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 365 589 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	352 686 199	2 365 589	4 690 213	359 742 001
45a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 865 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 646 000	865 000	767 000	11 278 000
50	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	255 381 000	.....	.....	255 381 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 286 506	.....	.....	30 286 506
	Total de l'organisme	647 999 705	3 230 589	5 457 213	656 687 507
	Total du portefeuille.....	4 978 412 099	11 164 815	251 945 198	5 241 522 112

SANTÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour stabiliser le programme des Services de santé non assurés et les services de soins primaires et un investissement direct en vue de la construction et de la rénovation de l'infrastructure des services de santé des Premières nations et des Inuits (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	105 059	345	83 241	188 645
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	725	.....	11 000	11 725
Fonds pour mettre en œuvre la réponse du gouvernement fédéral au principe de Jordan qui invoque une approche axée sur l'enfant d'abord pour la résolution des différends en matière de financement entre les gouvernements fédéral et provinciaux au sujet des soins offerts aux enfants des Premières nations qui habitent dans une réserve.....	1 089	.....	1 900	2 989
Fonds pour la réinstallation du Bureau de la science de la santé environnementale et de la recherche.....	.....	2 500	.....	2 500
Fonds pour un réseau sur l'innocuité et l'efficacité des médicaments à l'appui du plan d'action visant à renforcer et à moderniser le système canadien de sécurité des aliments et des produits de santé et de consommation, afin de protéger la santé des Canadiens (<i>poste horizontal</i>).....	588	.....	.....	588
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	339	.....	.....	339
Fonds pour poursuivre l'élaboration et la surveillance d'indicateurs environnementaux prioritaires de même que l'établissement de rapports sur ceux-ci (initiative Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement) (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)..	247	.....	.....	247
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	91	91
Montant brut des crédits à adopter	108 047	2 845	96 232	207 124
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 282	.....	.....	2 282
Total des crédits à adopter	105 765	2 845	96 232	204 842

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transferts				
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture)	9 678	.....	.....	9 678
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir la mise en œuvre du nouveau Fonds pour l'infrastructure de recherche dans l'Arctique	675	.....	.....	675
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	310	.....	310
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer la recherche dans le domaine de la santé maternelle et de l'enfant	(50)	.....	.....	(50)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour renforcer la recherche et mettre en œuvre les connaissances afin de permettre des interventions efficaces de prévention et de traitement de l'obésité chez les enfants .....	.....	.....	(148)	(148)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>) ....	.....	.....	(363)	(363)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique.....	(2 366)	.....	.....	(2 366)
Total des transferts	7 937	310	(511)	7 736
Présent budget supplémentaire des dépenses	113 702	3 155	95 721	212 578

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 282 025 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	55 638 828	.....
Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits	17 920 000	.....
Programme de contributions pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire.....	11 000 000	.....
Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	4 886 650	.....
Transfert des services de santé aux Premières nations et aux Inuits	4 886 650	.....
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	1 900 000	.....
Montant total brut des contributions	96 232 128	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>511 649</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	95 720 479	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour appuyer les priorités en matière de recherche en santé, notamment la salubrité des aliments et l'innocuité des médicaments, les besoins en matière de santé des collectivités du Nord et les problèmes de santé associés à des contaminants provenant de l'environnement.....	4 080	29 300	33 380
Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	6 179	6 179
Fonds pour un réseau sur l'innocuité et l'efficacité des médicaments à l'appui du plan d'action visant à renforcer et à moderniser le système canadien de sécurité des aliments et des produits de santé et de consommation, afin de protéger la santé des Canadiens (<i>poste horizontal</i>)	1 080	1 018	2 098
Montant brut des crédits à adopter	5 160	36 497	41 657
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	12	.....	12
Total des crédits à adopter	5 148	36 497	41 645
Transferts			
Transfert de Santé – Pour renforcer la recherche et mettre en œuvre les connaissances afin de permettre des interventions efficaces de prévention et de traitement de l'obésité chez les enfants .....	.....	148	148
Transfert de Santé – Pour financer la recherche dans le domaine de la santé maternelle et de l'enfant.....	.....	50	50
Total des transferts	.....	198	198
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 148	36 695	41 843

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 11 582 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	30 516 953	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	4 442 000	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	1 737 000	.....
Total des paiements de transfert	36 695 953	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds pour établir un régime de sûreté renforcé pour protéger la santé des Canadiens contre les risques associés à l'utilisation dangereuse d'agents pathogènes humains et de toxines dans les laboratoires canadiens et au rejet de ceux-ci par ces laboratoires.....	4 540	767	5 307
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	150	.....	150
Total des crédits à adopter	4 690	767	5 457
Transferts			
Transfert de Santé – Pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique.....	2 366	.....	2 366
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	865	865
Total des transferts	2 366	865	3 231
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 056	1 632	8 688

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	137 410 011	(529 900)	1 107 025	137 987 136
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	271 362 822	(35 100 000)	1 170 000	237 432 822
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 234 657	.....	.....	13 234 657
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
	Total du Ministère.....	422 085 912	(35 629 900)	2 277 025	388 733 037
Agence des services frontaliers du Canada					
10a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 100 269 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 279 813 171	(58 531)	8 883 336	1 288 637 976
15a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 60 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	56 202 000	60 000	2 800 700	59 062 700
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	147 013 748	.....	.....	147 013 748
	Total de l'organisme	1 483 028 919	1 469	11 684 036	1 494 714 424
Service canadien du renseignement de sécurité					
20a	Dépenses de fonctionnement	418 021 761	(450 400)	7 010 836	424 582 197
25	Dépenses en capital.....	37 421 000	.....	.....	37 421 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 914 607	.....	.....	40 914 607
	Total de l'organisme	496 357 368	(450 400)	7 010 836	502 917 804

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Service correctionnel					
30a	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et				
	<i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;				
	<i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;				
	<i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;				
	<i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 779 200 740	250 000	22 050 971	1 801 501 711
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :				
	<i>a)</i> aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;				
	<i>b)</i> aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	230 800 000	16 000 000	246 800 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 516 132	194 516 132
(L)	Fonds renouvelable CORCAN
	Total de l'organisme	2 204 516 872	250 000	38 050 971	2 242 817 843
Commission nationale des libérations conditionnelles					
40a	Dépenses du Programme.....	41 028 885	484 500	41 513 385
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 149 015	5 149 015
	Total de l'organisme	46 177 900	484 500	46 662 400

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
45a Dépenses du Programme.....	2 821 536	.....	78 352	2 899 888
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	354 711	.....	.....	354 711
Total de l'organisme	3 176 247	.....	78 352	3 254 599
Gendarmerie royale du Canada				
50a Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 2 240 286 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 814 593 835	35 776 286	210 960 447	2 061 330 568
55a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 47 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	316 539 069	47 500	12 704 275	329 290 844
60 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	97 123 596	.....	.....	97 123 596
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 869 391	.....	.....	51 869 391
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	344 080 159	.....	.....	344 080 159
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970 ch. R-10).....	23 000 000	.....	.....	23 000 000
Total de l'organisme	2 647 206 050	35 823 786	223 664 722	2 906 694 558
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i>	953 239	480 000	1	1 433 240
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 910	.....	.....	120 910
Total de l'organisme	1 074 149	480 000	1	1 554 150
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
70a Dépenses du Programme.....	4 655 005	.....	2 660 673	7 315 678
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	526 151	.....	.....	526 151
Total de l'organisme	5 181 156	.....	2 660 673	7 841 829
Total du portefeuille.....	7 308 804 573	474 955	285 911 116	7 595 190 644

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour renforcer la capacité d'application de la loi afin de lutter contre la traite des enfants et l'exploitation sexuelle de ceux-ci sur Internet (<i>poste horizontal</i>).....	314	1 170	1 484
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	593	.....	593
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	414	.....	414
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	59	.....	59
Montant brut des crédits à adopter	1 380	1 170	2 550
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	273	.....	273
Total des crédits à adopter	1 107	1 170	2 277
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.....	.....	(100)	(100)
Transfert à Service correctionnel – Pour la stratégie sur l'éducation du public et l'engagement des citoyens	(250)	.....	(250)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Colombie Britannique.....	(280)	.....	(280)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	.....	(35 000)	(35 000)
Total des transferts	(530)	(35 100)	(35 630)
Présent budget supplémentaire des dépenses	577	(33 930)	(33 353)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 273 089 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Renouvellement de la Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet	1 170 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 170 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	35 100 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(33 930 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour étendre le programme NEXUS conçu pour faciliter et accélérer le passage à la frontière.....	4 537	940	5 477
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires (<i>poste horizontal</i>).....	2 496	1 861	4 357
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale.....	900	.....	900
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les permis de conduire afin qu'ils servent de document de voyage sûr pour entrer aux États-Unis à partir du Canada par voie terrestre ou maritime (<i>poste horizontal</i>).....	773	.....	773
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	265	.....	265
Montant brut des crédits à adopter	8 971	2 801	11 772
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	87	.....	87
Total des crédits à adopter	8 884	2 801	11 685
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement des Centres des opérations de la sécurité maritime.....	1 100	60	1 160
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(1 159)	.....	(1 159)
Total des transferts	(59)	60	1
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 825	2 861	11 686

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 87 079 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	5 689
Autres dépenses de fonctionnement.....	1 340
Montant brut des crédits à adopter	7 029
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	18
Total des crédits à adopter	7 011
Transferts	
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(450)
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 561

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 17 764 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour le renforcement des capacités et l'amélioration des résultats dans les domaines de la surveillance dans la collectivité, des interventions correctionnelles et de la garde	14 465	.....	14 465
Fonds visant à atténuer les répercussions de la mise en œuvre de la <i>Loi sur la lutte contre les crimes violents</i> qui découleront de la hausse prévue du nombre de délinquants sous responsabilité fédérale (<i>poste horizontal</i>)	5 964	8 000	13 964
Fonds pour l'achèvement de la conception et l'exécution de projets d'immobilisation..	.....	8 000	8 000
Fonds pour les besoins en matière de locaux et de programmes en raison de la hausse du nombre de délinquants sous responsabilité fédérale et du profil changeant des délinquants sous responsabilité fédérale.....	1 470	.....	1 470
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	129	.....	129
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	48	.....	48
Montant brut des crédits à adopter	22 076	16 000	38 076
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	25	.....	25
Total des crédits à adopter	22 051	16 000	38 051
Transferts			
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour la stratégie sur l'éducation du public et l'engagement des citoyens	250	.....	250
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 301	16 000	38 301

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 24 728 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds visant à atténuer les répercussions de la mise en œuvre de la <i>Loi sur la lutte contre les crimes violents</i> qui découleront de la hausse prévue du nombre de délinquants sous responsabilité fédérale (<i>poste horizontal</i>)	485

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 45

Fonds visant à atténuer les répercussions de la mise en œuvre de la *Loi sur la lutte contre les crimes violents* qui découleront de la hausse prévue du nombre de délinquants sous responsabilité fédérale (*poste horizontal*) **78**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	121 000	3 290	124 290
Fonds pour des ressources supplémentaires pour des partenaires contractuels afin de fournir des services de police aux provinces, aux municipalités et aux communautés des Premières nations	56 437	8 491	64 928
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	26 657	399	27 056
Fonds pour renforcer la capacité d'application de la loi afin de lutter contre la traite des enfants et l'exploitation sexuelle de ceux-ci sur Internet (<i>poste horizontal</i>).....	5 433	.....	5 433
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires (<i>poste horizontal</i>)	1 304	524	1 828
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	108	.....	108
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	32	.....	32
Montant brut des crédits à adopter	210 971	12 704	223 675
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	11	.....	11
Total des crédits à adopter	210 960	12 704	223 664
Transferts			
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	35 000	.....	35 000
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement des Centres des opérations de la sécurité maritime.....	2 240	48	2 288
Transfert au Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuelle à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada..	(480)	.....	(480)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	(984)	.....	(984)
Total des transferts	35 776	48	35 824
Présent budget supplémentaire des dépenses	246 736	12 752	259 488

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 10 884 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 65

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuelle à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada..... **480**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 70

Fonds pour la poursuite du traitement des plaintes et pour les efforts de sensibilisation..... **2 661**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 490 322 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	331 313 212	(1 407 888)	20 641 682	350 547 006
5a	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	80 929 500	100 000 000	2 073 750	183 003 250
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	860 718 142	(135 000 000)	16 000 000	741 718 142
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 339 852	.....	.....	66 339 852
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, ch. 43)	57 771 301	.....	.....	57 771 301
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10)	47 700 000	.....	.....	47 700 000
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. 1963, ch. 42)	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	Total du Ministère	1 448 150 429	(36 407 888)	38 715 432	1 450 457 973
Société canadienne des postes					
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	72 210 000	.....	.....	72 210 000
	Total de l'organisme	72 210 000	.....	.....	72 210 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	262 479 000	.....	.....	262 479 000
	Total de l'organisme	262 479 000	.....	.....	262 479 000
Office des transports du Canada					
25	Dépenses du Programme.....	22 932 848	.....	.....	22 932 848
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 219 094	.....	.....	3 219 094
	Total de l'organisme	26 151 942	.....	.....	26 151 942
Société des ponts fédéraux limitée					
30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	40 895 000	.....	.....	40 895 000
	Total de l'organisme	40 895 000	.....	.....	40 895 000
Marine Atlantique S.C.C.					
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	101 283 000	.....	.....	101 283 000
	Total de l'organisme	101 283 000	.....	.....	101 283 000
Commission de la capitale nationale					
40a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	79 626 767	.....	52 000	79 678 767
45a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 380 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	30 513 000	380 000	1 000 000	31 893 000
	Total de l'organisme	110 139 767	380 000	1 052 000	111 571 767
Bureau de l'infrastructure du Canada					
50a	Dépenses de fonctionnement	40 282 817	.....	13 245 614	53 528 431
55a	Contributions	4 117 073 557	.....	7 670 857	4 124 744 414
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 357 469	.....	.....	3 357 469
(L)	Fonds de stimulation de l'infrastructure .....	.....	.....	1 980 655 000	1 980 655 000
(L)	Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.....	.....	.....	495 000 000	495 000 000
(L)	Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités .....	.....	.....	250 000 000	250 000 000
(L)	Fonds pour l'infrastructure verte .....	.....	.....	200 000 000	200 000 000
	Total de l'organisme	4 160 713 843	.....	2 946 571 471	7 107 285 314

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
60 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc.	19 800 000	.....	.....	19 800 000
Total de l'organisme	19 800 000	.....	.....	19 800 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée				
65a Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	50 918 000	.....	37 599 416	88 517 416
Total de l'organisme	50 918 000	.....	37 599 416	88 517 416
Tribunal d'appel des transports du Canada				
70a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 271 080 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2009-2010</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 219 247	271 080	98 000	1 588 327
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 192	.....	.....	118 192
Total de l'organisme	1 337 439	271 080	98 000	1 706 519
VIA Rail Canada Inc.				
75 Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	351 917 000	.....	.....	351 917 000
Total de l'organisme	351 917 000	.....	.....	351 917 000
Total du portefeuille.....	6 645 995 420	(35 756 808)	3 024 036 319	9 634 274 931

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour mettre en œuvre des initiatives de sécurité ferroviaire et renforcer le Programme d'amélioration des passages à niveau (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	4 713	2 074	4 000	10 787
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	10 516	.....	.....	10 516
Fonds pour les coûts liés à la prolongation de deux ans du service de traversier Saint John-Digby .....	.....	.....	7 500	7 500
Fonds pour les activités de planification et celles relatives aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	5 187	.....	.....	5 187
Fonds pour le Programme de contribution pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	.....	4 500	4 500
Fonds pour l'exécution de projets d'infrastructure communautaires à large échelle dans le cadre du programme Chantiers Canada (<i>poste horizontal</i>)	324	.....	.....	324
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	136	.....	.....	136
Montant brut des crédits à adopter	20 876	2 074	16 000	38 950
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	235	.....	.....	235
Total des crédits à adopter	20 641	2 074	16 000	38 715

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au financement des Centres d'opérations de la sécurité maritime.....	4 490	.....	.....	4 490
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'acquisition de terrains pour le nouveau passage international de la rivière Detroit .....	.....	100 000	(100 000)	.....
Transfert à Ressources naturelles – Pour appuyer le défi EcoCAR, une compétition d'une durée de trois ans destinée aux étudiants en génie qui a pour objectif de développer des technologies automobiles de pointe dans le but de minimiser l'impact environnemental des transports des particuliers et de dresser la voie à de futurs moyens de transport durables.....	(50)	.....	.....	(50)
Transfert au Tribunal d'appel des transports du Canada – Pour soutenir une charge de travail accrue résultant d'une compétence élargie, dont une augmentation des conseillers et une croissance prévue du nombre d'appels relatifs au transport aérien, maritime et ferroviaire.....	(271)	.....	.....	(271)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.....	(943)	.....	.....	(943)
Transfert à Pêches et Océans – Pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse	(1 695)	.....	.....	(1 695)
Transfert à Environnement – Pour l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations sur les émissions de dioxyde de carbone provenant des véhicules à moteur, en vertu de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement de 1999</i>	(2 939)	.....	.....	(2 939)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour les coûts liés à l'achèvement de l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique .....	.....	.....	(35 000)	(35 000)
Total des transferts	(1 408)	100 000	(135 000)	(36 408)
Présent budget supplémentaire des dépenses	19 233	102 074	(119 000)	2 307

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 234 913 \$ sont disponibles en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs.....	7 500 000	.....
Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	4 500 000	.....
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	4 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	16 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	135 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(119 000 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds destinés au Programme de gestion des biens immobiliers pour appuyer la réfection des tunnels de service du pont du Portage, dans la région de la capitale du Canada (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	.....	1 000	1 000
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	52	.....	52
Total des crédits à adopter	52	1 000	1 052
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour la construction et l'entretien d'un monument naval commémoratif à Ottawa.....	.....	380	380
Présent budget supplémentaire des dépenses	52	1 380	1 432

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	8 000	.....	8 000
Fonds versés à la Nunavut Broadband Development Corporation et Falcon Communications GP Ltd. pour la mise en place de services à large bande destinés aux communautés du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.....	92	7 671	7 763
Fonds de stimulation de l'infrastructure qui vise à accélérer et augmenter le nombre de projets provinciaux, territoriaux et municipaux de remise en état de l'infrastructure prêts à être exécutés (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	5 151	.....	5 151
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	14	.....	14
Montant brut des crédits à adopter	13 257	7 671	20 928
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	11	.....	11
Total des crédits à adopter	13 246	7 671	20 917
Crédits législatifs			
Fonds de stimulation de l'infrastructure qui vise à accélérer et augmenter le nombre de projets provinciaux, territoriaux et municipaux de remise en état de l'infrastructure prêts à être exécutés (<i>budget fédéral de 2009</i>).....			1 980 655
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires (<i>budget fédéral de 2009</i>).....			495 000
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités (<i>budget fédéral de 2009</i>).....			250 000
Financement pour la création du Fonds pour l'infrastructure verte afin d'améliorer la qualité de l'environnement et rendre l'économie plus viable à plus long terme (<i>budget fédéral de 2009</i>).....			200 000
Total des crédits législatifs			2 925 655
Présent budget supplémentaire des dépenses	13 246	7 671	2 946 572

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 10 893 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	7 670 857	.....
(L) Contributions en vertu du Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	.....	1 980 655 000
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires ...	.....	495 000 000
(L) Contributions en vertu de Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités.....	.....	250 000 000
(L) Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte.....	.....	200 000 000
Total des paiements de transfert	7 670 857	2 925 655 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65
Fonds pour la réfection du tablier du pont Honoré-Mercier et la reconfiguration des routes d'accès et des approches du pont sur l'île Sœurs	27 790
Fonds pour la réfection du pont Champlain (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	9 568
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	241
Total des crédits à adopter	37 599

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives en matières de sécurité ferroviaire et la mise en valeur du Programme d'amélioration des passages à niveau (<i>budget fédéral de 2009</i>).....	98
Transferts	
Transfert de Transports – Pour soutenir une charge de travail accrue résultant d'une compétence élargie, dont une augmentation des conseillers et une croissance prévue du nombre d'appels relatifs au transport aérien, maritime et ferroviaire.....	271
Présent budget supplémentaire des dépenses	369

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 973 477 413	.....	279 043 899	2 252 521 312
5a Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	423 069 887	.....	70 920 000	493 989 887
6a Fonds renouvelable des services immobiliers – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en augmentant de 150 000 000 \$ à 300 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes. En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, en réduisant de 300 000 000 \$ à 150 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2011 .....	.....	.....	1	1
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 433 167	.....	.....	78 433 167
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	78 422	.....	.....	78 422
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	6 090 040	.....	.....	6 090 040

Nota : La colonne « Budgets des dépenses précédents à ce jour » comprend les affectations provenant du crédit 35 (Conseil du Trésor).

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	5 062 000	.....	.....	5 062 000
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(3 567 230)	.....	.....	(3 567 230)
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(5 200 000)	.....	.....	(5 200 000)
Total du portefeuille.....	2 487 443 699	.....	349 963 900	2 837 407 599

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 6	Total
Fonds pour les projets d'infrastructure comme la rénovation des immeubles fédéraux et l'amélioration de leur accessibilité, les réparations aux ponts fédéraux, les biens en dépôt de Travaux publics et Services gouvernementaux et un plan d'avenir pour le Manège militaire de la ville de Québec (<i>budget fédéral de 2009</i>)..	51 000	70 920	.....	121 920
Fonds en vue des pressions quant au volume et à l'inflation touchant les dépenses obligatoires pour le Programme des biens immobiliers	59 037	.....	.....	59 037
Fonds pour la mise en œuvre des projets compris dans la vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire.....	54 313	.....	.....	54 313
Fonds pour compléter l'aménagement du 131 rue Queen pour occupation pendant les projets de rénovation des édifices de l'Ouest et Wellington.....	48 287	.....	.....	48 287
Fonds pour la nouvelle croissance expansionniste de la Chambre des communes, du Sénat, de la Bibliothèque du Parlement, du Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique et du Conseiller sénatorial en éthique	35 354	.....	.....	35 354
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	9 195	.....	.....	9 195
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	7 610	.....	.....	7 610
Fonds afin d'offrir des services de traduction et d'interprétation au Parlement	6 911	.....	.....	6 911
Fonds pour l'étude de faisabilité du centre de données servant à évaluer les options en vue d'améliorer l'état, la fiabilité et l'efficacité des centres de données du gouvernement.....	3 621	.....	.....	3 621
Financement pour la poursuite de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance afin de promouvoir des structures et des partenariats stratégiques, des solutions aux problèmes du logement et des mesures de soutien stables et d'aider les personnes sans abri à devenir autonomes (<i>poste horizontal</i>).....	3 000	.....	.....	3 000
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	491	.....	.....	491
Fonds pour accroître l'embauche d'étudiants dans la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>) (<i>budget fédéral de 2009</i>)	470	.....	.....	470
Montant brut des crédits à adopter	279 289	70 920	.....	350 209
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	245	.....	.....	245
Présent budget supplémentaire des dépenses	279 044	70 920	.....	349 964

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 244 793 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.